

RDN

# Le retour de la guerre



## XII<sup>e</sup> Assises nationales de la recherche stratégique

*Les Cahiers de la*  
**Revue Défense Nationale**

**le cnam**  
pôle sécurité & défense  
renseignement, criminologie, crises, cybermenaces

**le cnam**  
équipe sécurité & défense  
renseignement, criminologie, crises, cybermenaces





# Le retour de la guerre

XII<sup>e</sup> Assises nationales de la recherche stratégique

Allocution d'ouverture de Thierry BURKHARD  
Chef d'état-major des Armées

Allocution de clôture de Sébastien Lecornu  
Ministre des Armées

# Sommaire

- 5 **Éditorial – Le retour de la guerre**  
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON
- 7 **Introduction aux Assises nationales de la recherche stratégique**  
ALAIN BAUER
- 9 **Allocution d’ouverture du Chef d’état-major des Armées**  
THIERRY BURKHARD
- 15 **Connaître – Anticiper – Informer**  
PATRICK AUFORT, ARNAUD CAZALAA ET ÉLISE VINCENT  
ELYAMINE SETTOUL (MODÉRATEUR)
- 27 **Persistence de la guerre, résurgence de la puissance militaire**  
TSIPORAH FRIED, JEAN-MICHEL JACQUES, PHILIPPE POTTIER  
PAUL CÉSARI (MODÉRATEUR)
- 43 **Guerre hybride et risques transverses**  
VINCENT DESPORTES ET EMMANUEL DUPUY  
PATRICK BOISSELIER (MODÉRATEUR)
- 52 **Agir dans le cyber, espace contesté en guerre totale**  
NASSIMA AUVRAY, MELISSA HATHAWAY ET ÉRIC FREYSSINET  
PHILIPPE BAUMARD (MODÉRATEUR)
- 62 **La guerre totale**  
BENOÎT DURIEUX, EMMANUEL MEYER, DOMINIQUE TRINQUAND  
RÉMY FÉVRIER (MODÉRATEUR)
- 71 **Europe puissance : d’une autonomie renforcée à la souveraineté ?**  
ANDRÉ LANATA, NATHALIE LOISEAU, PASCAL BONIFACE  
ET JEAN-DOMINIQUE MERCHET  
CLOTILDE CHAMPEYRACHE (MODÉRATRICE)
- 87 **Conclusion**  
ALAIN BAUER
- 91 **Allocution de clôture du ministre des Armées**  
SÉBASTIEN LECORNU
- 95 **Biographies des intervenants**

*Les Cahiers de la Revue Défense Nationale* sont édités par le Comité d'études de défense nationale  
(association loi de 1901).

Adresse géographique : École militaire, 1 place Joffre, bâtiment 34, Paris VII

Adresse postale : BP 8607, 75325 Paris CEDEX 07

Fax : 01 44 42 31 89 - [www.defnat.com](http://www.defnat.com) - [redac@defnat.com](mailto:redac@defnat.com)

Directeur de la publication : Thierry CASPAR-FILLE-LAMBIE - Tél. : 01 44 42 31 92

Rédacteur en chef : Jérôme PELLISTRANDI - Tél. : 01 44 42 31 90

Rédacteur en chef adjoint : Thibault LAVERNHE

Secrétaire général de rédaction : Jérôme DOLLÉ - Tél. : 01 44 42 43 69

Assistante de direction et secrétaire de rédaction : Marie-Hélène MOUNET - Tél. : 01 44 42 43 74

Secrétaire de rédaction : Alexandre TRIFUNOVIC - Tél. : 01 44 42 43 69

Abonnements : Éléonore GIORDANO - Tél. : 01 44 42 38 23 ([boutique@defnat.com](mailto:boutique@defnat.com))

Chargés d'études : Emmanuel DESCLÈVES et Claude FRANC - Tél. : 01 44 42 43 72

Comité de lecture : Marie-Dominique CHARLIER-BAROU, André DUMOULIN,

Jean ESMEIN, Sabine DE MAUPEOU et Bernard NORLAIN

Régie publicitaire (ECPAD) : Karim BELGUEDOUR - Tél. : 01 49 60 59 47 - [regie-publicitaire@ecpad.fr](mailto:regie-publicitaire@ecpad.fr)

DL XXXX - 3<sup>e</sup> trim. 2023 - ISSN 2105-7508 (pap.) & 2117-5969 (num.) - CP n° 1024 G 85493 du 10 oct. 2019

Imprimée par ISI PRINT **ADRESSE À VENIR**



## « Le retour de la guerre »

Bénédicte FAUVARQUE-COSSON

Administratrice générale du Conservatoire national des arts et métiers.

**L**e thème de ces Assises nationales de la recherche stratégique, organisées par l'équipe Sécurité Défense Renseignement Criminologie Crises Cybermenaces du Cnam et placées sous le patronage du Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), est celui du retour de la guerre. L'Ukraine, bien sûr, est dans l'esprit de tous. Mais le champ du sujet que vous avez choisi est infiniment plus vaste. Aujourd'hui, la guerre ne se limite plus à des territoires bien cernés, et elle n'est pas que militaire. Elle est aussi idéologique, économique, technologique... La guerre est devenue multiforme, interconnectée, visible et invisible, ici et ailleurs. Elle touche une multitude d'acteurs comme de secteurs. Elle s'est accélérée, comme le reste.

Savoir la détecter, l'anticiper et, le moment venu, la mener devient infiniment complexe, que l'on se place du strict point de vue militaire ou dans une perspective plus globale. Cela implique toutes sortes de nouvelles stratégies, d'expérimentations, de développements, de talents et d'innovations. En ces temps troublés, l'un des grands défis de nos sociétés démocratiques consiste à former les esprits et lutter contre la dés-information dont la force est démultipliée par *Internet*, les médias automatisés *via* l'intelligence artificielle, les réseaux sociaux, etc. Dans ce contexte, il devient de plus en plus difficile de « connaître, anticiper, informer », sujet de la première table ronde de ce matin.

Le Cnam s'y emploie, de diverses manières : par ses formations multidisciplinaires, par sa recherche qui ne l'est pas moins, par ses actions au service de la diffusion de la culture scientifique et technique. Il s'y emploie aussi grâce aux liens et partenariats qu'il noue avec de nombreux acteurs publics et privés, par ses séminaires, journées et colloques qui accueillent un public d'experts et de non experts. La présence parmi nous, aujourd'hui, du Chef d'état-major des armées, du ministre des Armées et d'intervenants de très haute qualité renforce cette mission du Conservatoire.

Pour protéger nos démocraties, il faut, plus que jamais, favoriser le débat scientifique, sensibiliser aux enjeux d'aujourd'hui et de demain, accroître l'attractivité des métiers scientifiques et techniques. L'évolution des nouvelles technologies, de l'IA et

Éditorial –  
Le retour de la guerre

de l'autonomie des machines révolutionne notre monde et ouvre des questionnements nouveaux, autour des risques, de l'éthique et de la prise de décision.

Je vous souhaite des échanges aussi instructifs que constructifs et je remercie le professeur Alain Bauer, artisan de ces Assises, ainsi que tous les intervenants qui nous font l'honneur et l'amitié de leur présence ici ce matin. ♦

# Introduction aux Assises nationales de la recherche stratégique

Alain BAUER

Professeur au Conservatoire national des arts et métiers (Cnam). Responsable scientifique du pôle Sécurité Défense Renseignement Criminologie Cybermenaces Crises – PSDR3C/ESD R3C. Dernier ouvrage paru : *Au commencement était la guerre*, Fayard, 2023, 486 pages.

L'an dernier, lorsque nous avons imaginé les Assises nationales de la recherche stratégique de 2022, nous sortions d'une crise sanitaire et avons connu une crise sociale. Nous nous étions projetés vers l'idée que nous traiterions donc de la crise totale. Nous sommes passés de la crise totale à la guerre totale, dans un mouvement qu'on pourrait qualifier de clausewitzien. Nous nous étions progressivement rendus compte que nous étions passés d'un dispositif de crises successives à un état de crise permanente. Cela couvre le concept flou de crise ou guerre hybride, dont on ne sait plus vraiment ce qu'il veut dire, comme si la guerre n'avait jamais été qu'un état monolithique. Les acteurs du terrain savent qu'une bonne stratégie change quotidiennement, voire encore plus rapidement, en fonction des événements.

Le thème permettait aussi d'appréhender la manière dont les européens avaient imaginé un espace, un intermède, une heureuse parenthèse, qui avait permis depuis la chute du mur de Berlin, de vivre trente années d'une relative paix, croyant qu'une bande de *Bisounours* heureux vivrait dans une globalisation consumériste, sans adversaires et sans vrais amis, mais plutôt avec des consommateurs et des fournisseurs.

Cette parenthèse s'est refermée, plus ou moins brutalement. Cela a été signalé plus ou moins clairement. Nous n'avons pas fait d'immenses efforts pour comprendre ce qui nous était dit, répété et crié.

Nous avons donc imaginé parler de la crise totale, et nous nous demandons si nous sommes face à une guerre totale, au retour de la guerre, thème définitif.

Une vision stratégique inattendue et inédite du chef d'état-major des Armées nous a incité à choisir ce thème. Bien sûr, nos équipes comptent aussi des militaires, mais nous avons hésité. Nous avons rapidement compris que l'armée avait anticipé un changement du paradigme de la guerre en passant sur la haute intensité, et nous avons ajouté la longue intensité. Cela nécessitait une révision générale de la posture d'un pays qui avait décidé, à la fin des années 1980, d'avoir une armée petite, vélocité, réduite et uniquement de projection ; une armée échantillonnaire et expéditionnaire. Dans cette conception, notre armée était faite pour des missions d'interposition ou de maintien

## Introduction aux Assises nationales de la recherche stratégique

de la paix, plutôt que pour la défense du territoire, la conduite de la guerre, longuement et durement.

Nous vivons ce moment de bascule où il faut réarmer, revitaliser, redimensionner, rappeler, développer, moderniser nos armes de haute technologie – un domaine dans lequel la France est toujours dominante et en avance –, mais aussi l'ensemble de ce qui permet le conventionnel, le durable, la défense opérationnelle du territoire. Bref, il est nécessaire de fournir un effort de « quoi qu'il en coûte » aussi pour les militaires, dont les moyens étaient auparavant réduits, considérés comme la variable d'ajustement des comptes qui, trop souvent, gouvernent au lieu de contrôler. Comme le sanitaire ou le sécuritaire.

Le choix de la souveraineté nationale ne se discute pas. Il s'exprime par le soutien de la population : les Ukrainiens en font une démonstration exceptionnelle. Du fait de cette guerre commencée il y a huit ans, avec l'annexion illégale de la Crimée en 2014, une nation défend un territoire. Le peuple est en arme, et cette armée déterminée est largement soutenue par les Occidentaux. Toutefois, les armes ne suffisent pas : il faut aussi des femmes, des hommes et une volonté. Le moment est probablement venu que nous nous reposions la question de notre volonté, de nos moyens, de nos équipements, de nos budgets, pour être en mesure de répondre à la nouvelle problématique de la haute et longue intensité.

Autrement dit, cette problématique est celle du probable retour de la guerre. Le meilleur moyen de l'éviter est de s'y préparer. ♦

# Allocution d'ouverture du chef d'état-major des Armées

Thierry BURKHARD

| Général d'armée. Chef d'état-major des Armées (Cema).

C'est un grand honneur que de m'exprimer devant vous sur ce thème brûlant d'actualité du retour de la guerre. En quelque sorte, cet événement est déjà du passé aussi, il me semble important de l'analyser en cherchant à regarder résolument vers l'avant.

En introduction, je ferai deux constats structurants et malheureusement factuels. Le premier : le 24 février 2022, jour de l'attaque de l'Ukraine par la Russie, constitue un point de bascule, une forme de changement de monde. Il faut faire attention aux mots que l'on emploie. En l'occurrence, je pense que le monde a véritablement changé, même s'il n'a pas encore retrouvé totalement sa stabilité et que des mutations sont encore en train de s'opérer.

Le second constat est que ce changement du monde n'est pas totalement une surprise. Des prémices – beaucoup les ont perçues – montraient que le monde pouvait changer. À défaut d'être totalement surpris, il faut néanmoins prendre acte qu'il y a une véritable accélération. Après avoir vu les choses arriver, nous ne pouvons pas simplement rester à regarder ce qui se passe. Il faut résolument rester accroché et se mettre au rythme de cette accélération.

Réfléchir aux conséquences du retour de la guerre et aux postures à adapter est donc plus que jamais indispensable. Cela donne beaucoup de sens à ce séminaire.

\*  
\*\*

Face aux évolutions de l'environnement stratégique, il est nécessaire que nous cherchions résolument à en être des acteurs. Pourquoi ? D'abord parce que l'évolution du monde nous force à avoir une vision plus stratégique. Nous n'en étions pas totalement dénués auparavant, mais je pense que c'était moins indispensable. Aujourd'hui, si nous ne sommes pas capables d'avoir une vraie vision et une grille de compréhension de niveau stratégique, nous allons nous faire dépasser.

Dans cet esprit, j'observe trois tendances qui caractérisent la dégradation du contexte international durant la dernière décennie et que la guerre en Ukraine illustre bien.

Allocution d'ouverture  
du chef d'état-major des Armées

La première tendance est le retour du rapport de force comme mode de règlement des conflits. Pendant la dernière décennie, les pays se sont réarmés. Aujourd'hui, ils ont la volonté d'employer la force, de manière désinhibée et en dehors de tout cadre, si nécessaire. La guerre en Ukraine le démontre aisément. La deuxième tendance, qui concerne essentiellement les pays occidentaux et la France en particulier, est la fin du confort opérationnel et la contestation d'une certaine forme de notre supériorité militaire. Dire que les guerres que nous avons livrées contre le terrorisme militarisé durant les vingt dernières années étaient faciles serait faire injure à nos soldats. Toutefois, tout est toujours relatif. Il faut être conscient que nous avons pu bénéficier d'une certaine supériorité et d'un confort pour mener nos opérations. Par exemple, au niveau tactique, le ciel nous était acquis et nous pouvions évacuer des blessés. La météo pouvait nous contraindre, mais pas l'ennemi. Nos lignes de communications maritimes pour le ravitaillement n'étaient pas vulnérables non plus. Vous pouvez constater que c'est totalement différent en Ukraine. Tout est contesté, y compris les axes d'approvisionnement dans la profondeur, presque depuis les ports de départ. De plus, au niveau stratégique, de grands compétiteurs sont présents sur tous les théâtres (en Afrique, au Levant), de manière extrêmement agressive.

Ce que je constate, ce n'est pas que nous avons connu vingt années faciles, mais vingt années où nous pouvions choisir les guerres que nous voulions mener. On pouvait même décider de l'intensité avec laquelle on voulait s'engager. Quand on souhaitait partir, on partait. Il y avait un coût diplomatique, un coût politique, mais l'adversaire ne pouvait pas nous en empêcher. C'est la fin de ces guerres choisies. Nous sommes dorénavant confrontés à des guerres imposées. L'Ukraine ne voulait pas la guerre, l'Ukraine doit faire la guerre. Cela change radicalement la manière dont nous devons nous préparer.

La troisième tendance réside dans le changement d'échelle de la conflictualité et ce, dans deux dimensions. D'abord, on constate une extension de la conflictualité qui se déploie dans les milieux traditionnels (terre, air, mer) et dorénavant dans de nouveaux domaines : espace *exo*-atmosphérique, grands fonds marins, cyberspace, champ informationnel... Tout ceci est complètement imbriqué. Ensuite, on assiste à un changement d'échelle dans l'augmentation de l'intensité des engagements, perceptible dans le volume des effectifs engagés. Au Sahel, on opérait au niveau du sous-groupement tactique interarmes, soit 150 hommes, parfois jusqu'au niveau du groupement tactique interarmes, ce qui représente 500 à 800 militaires. En Ukraine, plusieurs centaines de milliers d'hommes sont engagées de part et d'autre.

Il ne s'agit pas seulement d'un changement d'échelle où l'on multiplie le nombre d'hommes. Le niveau des forces qui sont engagées est également d'une autre nature : de petits pions tactiques, on est passé à des brigades, des divisions, des corps d'armée. Ce changement dans les structures nécessite des savoir-faire et des capacités différentes, qui demandent une préparation et un entraînement spécifiques. C'est certainement un des problèmes auxquels est confrontée l'armée russe : une difficulté à mener des opérations d'envergure avec de grandes unités.

Allocution d'ouverture  
du chef d'état-major des Armées

Ce changement d'échelle dans les structures est également perceptible dans les autres milieux physiques. Sur mer, nos bâtiments naviguent et surveillent les océans souvent seuls. Or, il faut être capable de manœuvrer en *task group* avec, par exemple, un porte-avions, des sous-marins, des frégates de protection pour créer une bulle de plusieurs centaines de milles tout autour. Dans les airs, nos *Rafale* patrouillent par deux. Dans les opérations d'envergure, il faut maîtriser les *composite air operations* (COMAO) à plusieurs dizaines d'appareils.

En résumé, l'évolution de l'environnement stratégique se caractérise par le renouveau de la puissance avec des interactions qui sont davantage de portée stratégique.

\*

\*\*

Quelles en sont les conséquences ? À mon sens, le point le plus important est qu'il faut prendre conscience que notre liberté d'action, pas seulement dans le domaine militaire mais de manière globale, est de plus en plus contestée et ceci à trois niveaux.

Sur le plan opérationnel, je viens de l'évoquer, l'agressivité de nos compétiteurs réduit notre confort opérationnel, et donc notre liberté d'action.

Sur le plan économique ensuite, bien évidemment, tout n'est pas du fait de la guerre. Les tendances étaient déjà plutôt défavorables. Elles sont aujourd'hui critiques. Cela va nous donner moins de liberté d'action dans le développement capacitaire, dans la mise sur pied de notre outil de défense ou dans l'entraînement. C'est encore une réduction de notre liberté d'action.

Enfin, le troisième domaine touche aux alliances. Ne vous méprenez pas sur ce que je vais dire. Aujourd'hui, on a plus vraiment le choix : que ce soit pour développer des équipements, que ce soit pour s'engager en opération, il faut évidemment chercher à travailler en alliance et avec des partenaires. Il faut donc s'organiser pour être capable d'accueillir ou d'intégrer une coalition. Pour autant mécaniquement si on n'y prend pas garde, travailler en alliance, travailler en partenariat, est toujours une perte de liberté d'action. Comme il est indispensable de travailler ainsi, il faut mettre en place des mécanismes pour préserver notre liberté d'action et celle de nos partenaires, sinon les effets positifs peuvent totalement s'annuler.

\*

\*\*

La liberté d'action est un des principes cardinaux de la guerre. Le maréchal Foch l'a formalisé au XX<sup>e</sup> siècle, mais Thucydide avait aussi montré depuis longtemps son importance. Se voir contester sa liberté d'action n'est donc pas satisfaisant. Il faut lutter pour la retrouver ou au moins, chercher à atténuer cette perte. Dans ce domaine, l'anticipation n'est pas le seul remède, mais elle vraiment indispensable.

Allocution d'ouverture  
du chef d'état-major des Armées

En essayant de traiter le problème en amont pour ne pas se retrouver confronté à la guerre, anticiper est un élément essentiel de l'ambition de « gagner la guerre avant la guerre » <sup>(1)</sup>.

De manière plus générale, pour anticiper, il faut connaître ses compétiteurs et ses adversaires pour déceler les actions sous le seuil, caractéristiques des stratégies hybrides et pouvoir identifier les points de bascule avant l'affrontement.

Souvent, *a posteriori*, quand on analyse l'enchaînement des événements, on comprend que tous les signaux étaient plus ou moins subtilement présents, parfois même seulement dans l'exploitation des sources ouvertes, qui sont des mines de renseignement exceptionnelles. Cela veut donc dire que c'est un vrai défi d'être capable d'interpréter les indices. C'est un vrai défi également d'être capable de porter des conclusions à l'échelon supérieur, de convaincre que quelque chose va se passer et qu'il ne faut pas seulement attendre de le voir arriver, mais agir avant. Ces décisions nécessitent un vrai courage.

Les mesures d'anticipation sont valables sur le plan militaire, mais aussi en interministériel, parce que la menace n'est plus seulement dans les milieux traditionnels, où les armées ont un rôle premier, mais aussi dans le cyber ou encore dans les champs informationnels. Ainsi en est-il de l'attaque informatique de l'hôpital de Corbeil-Essonnes <sup>(2)</sup>. C'est probablement davantage mafieux qu'étatique, mais c'est un bon exemple d'une agression qui pourrait être une attaque contre notre pays.

Regarder le monde qui passe, même si on le comprend, ce n'est pas anticiper. Il faut en être acteur. Il faut être capable de transformer les analyses en action : il faut agir. Il faut signifier notre détermination en combinant les actions dans le champ cinétique et les actions dans les champs immatériels. Il faut mettre en œuvre des solidarités stratégiques avec les pays qui partagent notre compréhension.

Surtout, il faut être capable de prendre des risques. Si aujourd'hui on s'interdit de prendre des risques et on ne cherche pas à être audacieux, cela ne permet probablement pas d'avoir une vraie approche stratégique. Dans notre société, on s'organise en permanence pour ne pas prendre de risques et pour que nos subordonnés n'en prennent pas non plus. Il faut parvenir à changer cet état d'esprit, c'est capital.

\*

\*\*

Dans vos débats, je pense qu'il faudra bien considérer que le 24 février 2022 constitue un point de bascule. Je constate que, moi compris, nous ne l'avons pas encore complètement intégré. Certaines choses sont analysées comme si le 24 février n'avait pas encore eu lieu, ou encore dans certaines occasions, nous ne sommes pas capables de lire les conséquences du 24 février. Il ne faut pas considérer que tout ce

---

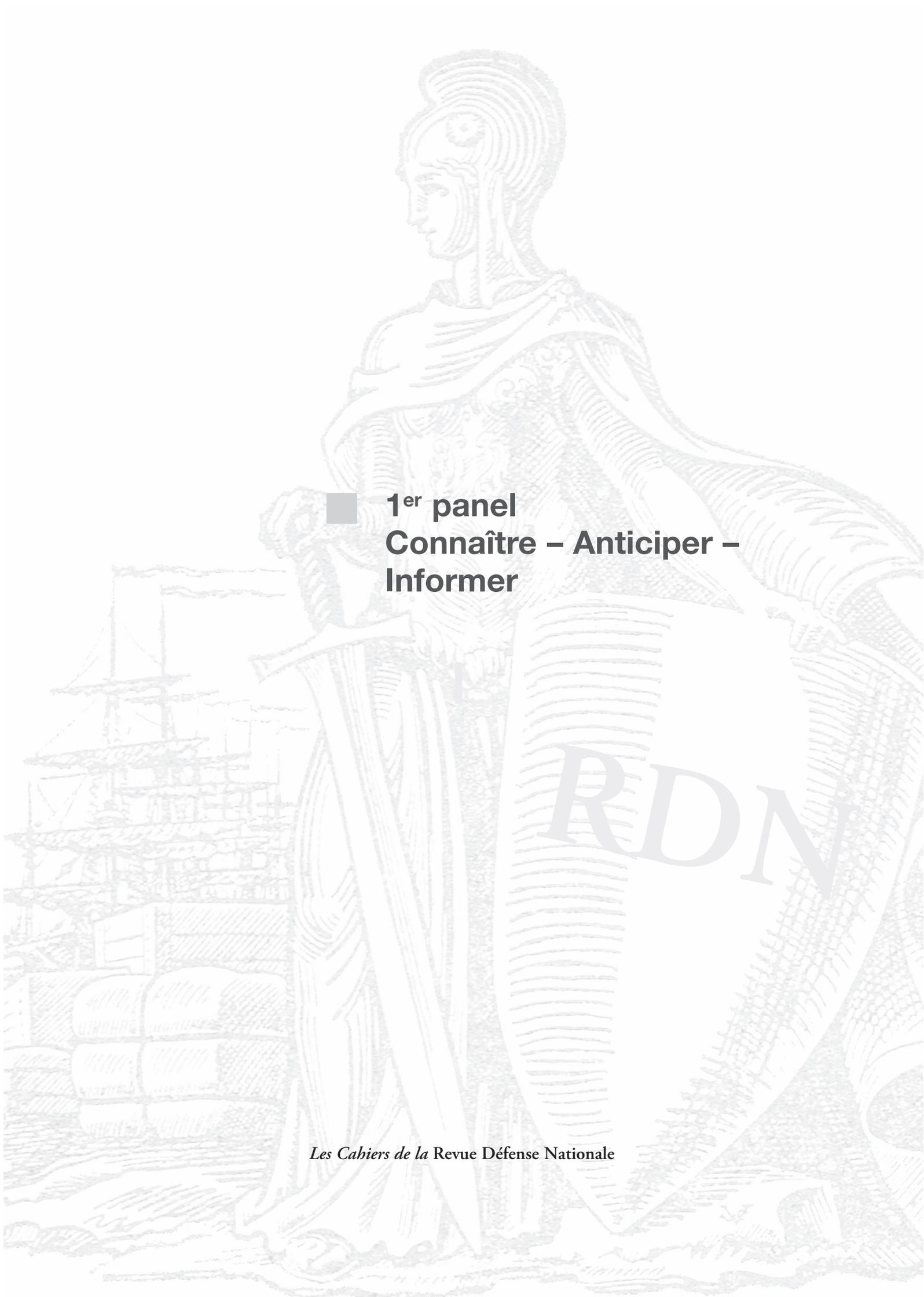
<sup>(1)</sup> BURKHARD Thierry, *Vision stratégique du chef d'état-major des Armées*, octobre 2021 ([www.defense.gouv.fr/](http://www.defense.gouv.fr/)).

<sup>(2)</sup> REYNAUD Florian et ADAM Louis, « Cyberattaque contre l'hôpital de Corbeil-Essonnes : ce que l'on sait sur les données diffusées », *Le Monde*, 26 septembre 2022 ([www.lemonde.fr/](http://www.lemonde.fr/)).

Allocution d'ouverture  
du chef d'état-major des Armées

que nous faisons avant était faux, mais il faut réinterroger systématiquement nos choix antérieurs, nos modes d'action, nos organisations pour vérifier que leur pertinence et leur logique demeurent.

Les armées sont bien évidemment concernées au premier chef. Nous avons l'habitude de nous réformer, de nous adapter. Aujourd'hui, c'est indispensable. Il faut le faire en prenant la mesure des changements de notre environnement et du fait qu'une guerre se déroule sous nos yeux. C'est pourquoi nous avons lancé des réflexions profondes sur la modification et la transformation de notre système de combat. ♦



■ **1<sup>er</sup> panel**  
**Connaître – Anticiper –**  
**Inform**

RDN

# Connaître, anticiper, informer

Patrick AUFORT, Arnaud CAZALAA et Élise VINCENT  
Elyamine SETTOUL (modérateur).

## Elyamine SETTOUL

Cette table ronde porte sur un champ de questionnements très large. Comment anticipe-t-on les conflits ? À quelle discipline académique cela se réfère-t-il ?

Nous tenterons au fil de ces présentations de saisir comment travailler sur des conflits qui se caractérisent par de multiples déclinaisons et de constantes mutations. Nous pensons aux notions de guerre contre le terrorisme, conflits asymétriques, inter-étatiques, hybrides, de haute intensité ou de longue intensité... Autant de concepts qui participent à la complexité de la lisibilité du contexte international.

Ceci nous amène également à une réflexion sur le format adéquat des armées. L'actualité interroge nos modes de fonctionnement et la pertinence d'une remassification des armées en termes de ressources humaines, notamment dans la perspective d'interventions militaires sur de grands espaces. La thématique des technologies est également stratégique. Nous tenterons de cerner comment l'Agence de l'innovation de défense (AID) participe de cette irrigation technologique, en créant des passerelles privilégiées avec le milieu civil destinées à stimuler la créativité au sein de l'espace militaire. Est-ce une stratégie pour aider à la réflexion et à développer une approche « *out of the box* » ?

Le débat implique également de prendre en considération l'adversaire ou les adversaires. Le contexte international s'est incontestablement dégradé, les relations avec certains alliés traditionnels se sont détériorées, tandis que d'autres puissances s'affirment de manière de plus en plus agressive sur la scène internationale – pensons à la Chine. L'usage de la force est de plus en plus assumé. En filigrane de ce champ de questionnement se pose la question des ressources et des moyens financiers. Un pays comme la France a-t-il les moyens d'anticiper seul tous ces risques ? Les coopérations supranationales n'en sont-elles pas devenues encore plus impératives ?

Enfin l'information est devenue de plus en plus stratégique et de plus en plus clivante. La démocratisation des technologies permet à tous de s'improviser analyste géopolitique et de diffuser ses idées massivement dans les réseaux sociaux. Comment les acteurs de l'information et plus particulièrement les milieux journalistiques composent avec cette nouvelle donne ? Quels sont les éléments de continuité et de rupture perçus par les professionnels ?

## Arnaud CAZALAA

Connaître anticiper informer. Pour moi ça sera plutôt le triptyque suivant : connaître, anticiper, renseigner. Nous pourrions évoquer la différence entre l'information et le renseignement. Si on se réfère au *Livre blanc* <sup>(1)</sup> de 2013, il est mentionné une fonction connaissance-anticipation dont la définition est clairement liée à la capacité d'appréciation de situation autonome. Elle est la condition des décisions libres et souveraines. Ceci a été rappelé par le Professeur Alain Bauer ; la souveraineté est importante sur ce point-là et sous-tend également cette fonction connaissance-anticipation.

L'anticipation stratégique éclaire l'action. On comprend bien que si on n'a pas ce temps d'avance pour comprendre ce qui se passe et pouvoir agir, on prend déjà un temps de retard. Mais si on anticipe, on se place en position de pouvoir gagner la guerre avant la guerre, ou pour le moins d'agir sur la conflictualité en la mettant plus à notre portée, dans un séquençage qui nous convient davantage. Le renseignement, finalement, est primordial dans la connaissance et l'anticipation en termes de défense, mais également en termes de sécurité nationale. Qu'est-ce que permet le renseignement, *in fine* ? L'aptitude à connaître, à comprendre, à caractériser et enfin, à prévoir.

La direction du renseignement militaire à laquelle j'appartiens se concentre sur ce qu'on appelle le RIM : le renseignement d'intérêt militaire. Globalement, c'est la partie des menaces qui intéressent directement les armées françaises. On voit aujourd'hui que ces menaces ne sont pas uniquement centrées sur les forces armées de nos adversaires potentiels ; nous nous intéressons également au contre-terrorisme, à l'hybridité et aux menaces transverses, à la guerre informationnelle qui aujourd'hui touchent le segment militaire de plein fouet.

Le champ du renseignement militaire s'élargit et se partage entre la gestion des services de renseignement des premiers et seconds cercles, de manière à pouvoir combler tout le spectre. Le général de Gaulle écrivait dans *Le Fil de l'épée* qu'il y avait deux écoles du renseignement : celle des possibilités. Qu'est-ce que l'ennemi peut faire ? Et celle des intentions. Qu'est-ce que l'ennemi souhaite faire ?

La DRM, comme les autres services de renseignement, travaille sur ces deux approches de manière interactive. Sur les possibilités, on voit bien qu'on est plutôt sur un spectre des capacités : les caractéristiques des armements et des équipements, notamment leur effet et leur portée, la mobilité dans les différents milieux, le nombre de divisions alignées, le type de manœuvre qui peut être envisagée, etc. En revanche l'école des intentions est plus complexe, car elle touche au niveau politique, un domaine plus difficile à approcher et qui rentre davantage dans le cœur de compétence d'autres services avec lesquels nous partageons les analyses. La conjonction de ces deux modes d'action permet d'avoir des faisceaux de convergence sur les possibilités et les intentions. L'imbrication des menaces et des milieux constitue un changement contemporain dans la manière de faire du renseignement, même si les menaces liées à

---

<sup>(1)</sup> *Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale*, 2013 (<https://medias.vie-publique.fr/>).

la guerre hybride ont toujours existé. Les Chinois ont beaucoup écrit là-dessus depuis très longtemps.

Toutefois, on fait face aujourd'hui à des organisations ou des États qui agissent sur un champ beaucoup plus large d'opération. On parle de contreterrorisme, d'hybridité, de haute intensité, d'influence, de manipulation, de guerre informationnelle. Plusieurs concepts s'entremêlent simultanément.

Si l'on veut pouvoir agir, il faut comprendre et pour pouvoir comprendre il faut connaître. Enfin, pour connaître il faut être renseigné. Le renseignement s'étend sur le court terme, qui est celui de l'action. Il s'étend également sur le moyen terme, qui est celui de la décision après avoir recoupé les événements, c'est le temps moyen de l'attribution. Il s'étend aussi, bien entendu, sur le long terme de l'anticipation. Savoir qui a fait telle ou telle action à tel moment avec certitude n'est pas toujours possible immédiatement. Le recoupement d'informations pour en faire du renseignement constitue précisément la force d'un service de renseignement. La démarche d'anticipation s'appuie quant à elle sur une manœuvre de capteurs qui permettra de lever quelques hypothèses, donc d'affiner progressivement dans le temps la prévision initiale, afin de pouvoir y faire face. L'anticipation concerne, pour le renseignement, celle des menaces, dans un continuum avec la prospective. A moyen terme, l'anticipation permet de déterminer une stratégie déclinée en planification, pour enfin conduire différentes opérations sur les différentes lignes. Ces dernières peuvent être militaires, mais pas seulement, parce que la stratégie est aussi interministérielle face aux plus grosses menaces.

Après avoir évoqué la notion d'anticipation appliquée au renseignement, il est nécessaire de se pencher sur la notion de connaissance appliquée à la compréhension. Connaître pour comprendre. Il existe plusieurs approches qui permettent de cerner les multiples formes de conflictualité contemporaines.

La méthode que j'applique vient d'une définition de la géopolitique que je trouve assez intéressante comme angle d'approche : la géopolitique en tant qu'étude des centres de puissance de l'adversaire. Ces centres de puissance sont divers et variés, économiques, militaires et dans beaucoup d'autres domaines. Une fois identifiés, on peut les comparer aux nôtres et définir une stratégie, qui n'est ni plus ni moins que la confrontation de ces centres de puissance. C'est sur une approche de ce type que nous essayons de fonder notre anticipation, pour essayer de comprendre comment ces centres de puissance et les menaces qu'ils projettent s'articulent et comment ils interagissent ; afin de voir comment nous pourrions y opposer une stratégie avec nos propres moyens, à partir de ce qui existe déjà dans nos forces et de ce qui n'existe peut-être pas encore, ou ce qui n'est pas encore suffisamment développé pour pouvoir s'opposer à de nouveaux modes d'action.

Il est vrai qu'en France notre tendance est de faire la guerre dans la lumière et que nous sommes confrontés à des États ou organisations qui, aujourd'hui, font la guerre sous le seuil de la visibilité et de la légalité. La zone d'interface est communément appelée « zone grise » et il est encore possible d'y agir. S'opposer à des modes

d'actions illégaux avec des modes d'actions légaux est aussi un défi. Cela nécessite de l'imagination et des combinaisons d'action novatrices pour pouvoir obtenir des effets en maintenant notre légitimité internationale.

Ce nouveau contexte qui a été décrit a donné lieu à une transformation profonde de la direction du renseignement militaire depuis maintenant trois ans. Elle s'est faite sur le plan organisationnel c'est-à-dire que nous nous sommes mis en configuration de mieux comprendre les nouveaux types de conflictualité, de mieux comprendre les modes d'actions et de mieux anticiper les menaces en plaçant des capteurs en mesure de déterminer progressivement à la fin, ce qui sera le plus probable.

La seconde partie de la transformation est liée à la révolution numérique que nous vivons. Le renseignement repose aujourd'hui sur des moyens techniques colossaux, et ce pour n'importe quel service de renseignement. Nous sommes aujourd'hui confrontés au défi de la donnée de masse. Il nous faut, demain, être capables de récupérer les bonnes données, qui nous permettront de faire les bons choix et d'amener le bon renseignement, dans le volume de données incroyables qui arrive aujourd'hui – et qui augmente de manière exponentielle, année après année. Ce défi est colossal et nécessite l'appui de l'intelligence artificielle (IA), pour pouvoir croiser entre elles de très nombreuses données hétérogènes. Cela repose sur la mise en place d'outils et de systèmes d'information performants... Qui nécessitent par ailleurs aux aussi d'être anticipés...

Les enjeux actuels, en conclusion de mon propos, sont donc les suivants :

- Voir loin dans le temps de la profondeur stratégique.
- Voir dans le brouillard de la guerre.
- S'adapter aux zones grises et à l'hybridité, à la guerre économique.
- Voir dans le chaos.
- Discerner les jeux de puissance.
- Voir en champ large dans les domaines de lutte émergents : Espace, cyberspace, et espace cognitif.
- Voir dans la transformation numérique et parvenir à discerner les informations et le renseignement dans un flux de données incessant.
- Conserver une vision qui garantisse l'autonomie stratégique.

### **Patrick AUFORT**

Je suis très heureux de prendre la parole dans cette instance. J'aborderai le sujet « Connaître, anticiper, informer » dans le contexte du retour de la guerre sous l'angle suivant : Quel rôle pour l'innovation et quel rôle pour l'agence de l'innovation de défense ?

Pour répondre, je poserai d'abord quelques fondamentaux. L'Agence de l'innovation de défense (AID) a été créée en 2018, avec pour principe fondateur que

l'innovation est une nécessité pour permettre à nos forces armées de conserver leur supériorité opérationnelle. Le général Cazalaa a cité le *Livre blanc* de 2013. Je vais remonter un peu moins loin dans le temps, et vais citer la *Revue stratégique de défense et de sécurité nationale* <sup>(2)</sup> de 2017, qui stipulait que les objectifs de la politique de défense et de sécurité ne pourraient être atteints que s'ils s'accompagnaient d'une politique globale de soutien à l'innovation qui permettrait de gagner en réactivité pour capter et pour intégrer les technologies de rupture et les technologies issues du monde civil dans nos équipements.

Je voudrais insister sur un premier point : le contexte du retour de la guerre que l'on connaît, que l'on vit et qui est le thème d'aujourd'hui, ne changera rien sur cette nécessité de bâtir sur l'innovation pour conserver la supériorité opérationnelle, bien au contraire. Je suis bien conscient que la guerre en Ukraine présente une situation de haute intensité. Le volume de missiles, de munitions et d'obus utilisés représente un volume que nous n'avons pas connu depuis deux décennies. Néanmoins, si l'on s'intéresse plus précisément à ce qui se passe sur ce théâtre tous les jours, on comprend que l'innovation est présente quotidiennement. Nous voyons la médiatisation de l'usage des drones. Je ne parle pas que des drones turcs *TB2*, je parle des drones modifiés, y compris par des *geeks* locaux, pour des utilisations diverses et variées de renseignement, de munition, grâce à un drone kamikaze, de communication, avec des applications développées sur *smartphone* pour sécuriser les communications... Il en est de même pour les satellites civils, parfois utilisés pour les communications ou le renseignement. Nous faisons aussi face à du détournement d'usage : détournement des réseaux de vidéosurveillance des villes dans une optique de renseignement. Il existe aussi des évolutions dans les pratiques et les méthodes pour introduire de l'innovation très rapidement sur les théâtres d'opérations. L'innovation est véritablement présente tous les jours sur le terrain. Il ne faut donc pas opposer l'innovation et la rusticité : ce qui se passe sur le théâtre démontre aussi l'importance des valeurs de l'innovation. Le général Burkhard a évoqué la nécessité d'« oser prendre des risques ». C'est une des valeurs d'élévation. « Faire autrement » fait aussi partie de ce que l'on constate sur le terrain.

Je dresse une boucle courte de l'innovation, entre innovation d'usage et détournement d'usage, mais cette relation est vraie. Ce qui se passe sur le théâtre nous apprend en effet que nous devons craindre aujourd'hui des choses que l'on envisageait sur des temps beaucoup plus longs. Ce qu'on appelle les technologies émergentes, les technologies de rupture, sont en fait déjà déployées sur le terrain. Nous pouvons penser à l'usage des missiles hyper-véloces : l'Ukraine a montré, après de premiers indices côtés chinois et américain, que les calendriers s'accélérent y compris sur ces technologies que l'on attendait à des échéances beaucoup plus lointaines. Mon message est qu'il faut poursuivre, et même amplifier, l'effort sur l'innovation. Certes, nous sommes dans la haute intensité. Certes, il faut faire des stocks ; mais il ne faut pas opposer ces deux moyens d'intervention : il faut continuer à préparer l'avenir. Sinon, nos successeurs nous le reprocheront. Cette action que l'on doit poursuivre et amplifier

---

<sup>(2)</sup> *Revue stratégique de défense et de sécurité nationale*, 2017, 111 pages (<https://medias.vie-publique.fr/>).

se fait dans un environnement d'une extrême complexité. Sans paraphraser le chef d'état-major des Armées, celui-ci a bien évoqué de nouveaux espaces de conflictualité comme le cyberspace et l'Espace, qui est une vraie zone de conflictualité. On en a tous pris conscience il y a deux ou trois ans, et la ministre Florence Parly a été la première à en parler, lorsque le satellite russe *Luch Olymp* est venu à proximité de notre satellite *Athena-Fidus*. Énormément de choses ont lieu dans l'Espace, parfois de l'Espace vers la Terre, ou de la Terre vers l'Espace. Il s'agit d'un espace de conflictualité au même titre que les fonds marins. On peut évoquer les exemples de bâtiments russes à proximité de certains de nos câbles de transmission. Ces grands câbles sont indispensables à 95 % des échanges mondiaux. En plus de ces nouveaux espaces de conflictualité, on peut aussi évoquer les nouveaux champs de conflictualité que sont la lutte informationnelle, la guerre cognitive, la maîtrise du spectre électromagnétique... Nous faisons donc face à beaucoup de choses dans les champs immatériels, créant un spectre très large. On parle aujourd'hui de la haute intensité, mais il faut couvrir l'ensemble du spectre, de l'asymétrie à la haute intensité. Bien sûr, il convient de prendre en compte le retour des États puissants et le changement de triptyque de paix, crise et guerre, vers compétition, contestation et affrontement. L'état de paix n'existe plus, et c'est dans ce contexte d'extrême complexité que nous devons développer nos actions dans le domaine de l'innovation.

Je pourrais ajouter des éléments de complexité mais je les ai distingués de ceux que je viens de citer, parce qu'ils représentent, selon moi, les opportunités auxquelles il faut savoir s'adapter, dont il faut aussi savoir tirer profit. Je pense notamment au changement de paradigme dans le domaine budgétaire, sur la recherche et développement (R&D). Les volumes de R&D du domaine civil sont devenus colossaux. Le budget de R&D d'entreprises telles que Huawei (Chine) ou Alphabet (propriétaire de Google, États-Unis) est disponible sur Internet : il dépasse les 20 milliards de dollars par an. Il faut absolument qu'on sache tirer profit de ce qui se développe dans le secteur civil.

En ce qui concerne les acteurs, il y en a beaucoup qui émergent. Sans vouloir lancer le mot *start-up* à la volée, nous devons nous intéresser au domaine du *New Space*, par exemple. On y trouve quelques acteurs classiques traditionnels, mais dans le domaine de l'*Internet of Things (IoT)*, dans celui de la propulsion, même dans celui des lanceurs, on trouve un foisonnement d'acteurs privés émergents.

Ce qui est vrai pour le *New Space* l'est aussi dans la filière des drones, et le sera sûrement bientôt dans le nucléaire. Je pense que nous aurons un *New Nuclear* prochainement, avec les Petits réacteurs modulaires (PRM, en anglais *Small Modular Reactor – SMR*). Il faut absolument que l'on sache travailler avec ces types d'acteurs. C'est en cela que ces éléments de complexité sont des opportunités : travailler avec ces acteurs qui foisonnent d'idées, aller chercher des idées dans des domaines où les budgets de R&D ont dépassé les budgets militaires, est des opportunités. Encore faut-il savoir le faire.

Nous sommes donc confrontés à ce défi de préparation de nos forces dans un environnement de complexité, et jusqu'à la haute intensité. Pour y arriver, il faut avoir un coup d'avance, il faut savoir anticiper les menaces et les grandes technologies, et il

faut être capable de détecter et d'intégrer des solutions innovantes qui viennent du monde civil. C'est ce que l'on s'attache à faire à l'AID. Je vais vous décrire comment on travaille sur trois grands domaines.

D'abord sur les grands enjeux technologiques. Il s'agit d'identifier les technologies que l'on estime devoir anticiper et faire mûrir. Il y a là un travail de veille et d'échange, il y a des projets à conduire avec le monde de la recherche, avec les laboratoires, pour prendre des risques et voir ce qui peut émerger. Ce travail et nos axes d'efforts sont synthétisés et actualisés tous les ans. Ils sont résumés dans un document qu'on appelle le *Droid (Document de référence de l'orientation de l'innovation de défense)* <sup>(3)</sup>. Aujourd'hui, nous avons une dizaine d'axes majeurs : l'IA, le quantique, le cyber, la lutte anti-drone, les armes à énergie dirigée, l'Espace, l'hyper-vélocité, l'énergie, les fonds marins, le nucléaire, radiologique, biologique et chimique (NRBC), et la guerre cognitive.

Il ne s'agit pas d'une situation figée : il faut anticiper, et être en permanence en veille. Il y a peut-être des sujets sur lesquels on fermera des portes, d'autres qui s'imposeront.

Comment travaille-t-on sur ce que l'on a identifié aujourd'hui ? On ne va pas adopter la même stratégie de développement selon le secteur. Prenons l'exemple du quantique : ce secteur est extrêmement dual. On a en plus la chance de bénéficier d'un effort national sur les technologies quantiques, avec une stratégie nationale d'accélération dans le cas du programme « France 2030 ». Dans ce cas-là, la défense va se focaliser sur les secteurs où il ne se passerait rien, ou du moins où les travaux ne seraient pas orientés vers des sujets d'intérêt défense si nous n'intervenions pas. Nous allons plutôt aller investir sur les capteurs quantiques, sur les communications, sur la crypto *post*-quantique, plutôt que sur l'ordinateur quantique qui, quoi qu'il arrive, sera développé pour des usages duaux. En termes d'acteurs, on recense beaucoup d'acteurs émergents dans le quantique, et beaucoup de travail à bas niveau de maturité technologique (*Technology Readiness Level – TRL*), plutôt avec des laboratoires de recherche.

*A contrario*, sur l'hyper-vélocité, nous sommes tout à fait conscients qu'il ne se passera rien si la défense ne s'en empare pas. La démarche d'intervention est donc complètement différente, nous serons seuls à investir, et les acteurs seront différenciés : beaucoup moins d'acteurs émergents mais davantage de recherche technologique et de grands groupes de défense. La lutte anti-drones constitue un troisième exemple illustrant que les modes d'intervention sont nécessairement différents et démontrant que nous devons être capables de maîtriser ces types d'intervention. Il s'agit d'un secteur où la menace évolue très rapidement. Pour résumer, un système de lutte anti-drones est un ensemble de capteurs, de détecteurs, auquel s'ajoutent un système de commande et de contrôle et des effecteurs pour l'action. La stratégie, face à une menace en permanente évolution, est d'être capable d'intégrer de nouveaux détecteurs, de nouveaux effecteurs, pour s'adapter en boucle courte à cette évolution de la menace avec un *Command & Control (C2)* plutôt stable. On va plutôt travailler avec des acteurs qui

<sup>(3)</sup> AGENCE DE L'INNOVATION DE DÉFENSE (AID), *Droid 2022*, 72 pages ([www.defense.gouv.fr/](http://www.defense.gouv.fr/)).

amènent des solutions émergentes, des solutions innovantes, pour les intégrer en boucle courte. C'est donc encore un autre mode d'intervention.

Finalement, mon message pour être capable de préparer et d'anticiper ces grands enjeux technologiques, est qu'il nous faut, tout d'abord, disposer d'un éventail le plus complet possible de moyens de soutien des innovations (subventions, marchés publics, investissements). Ensuite, nous devons être capables de travailler avec des acteurs hors défense pour tirer le bénéfice maximum de la dualité, afin de répondre correctement aux opportunités sur des dispositifs, y compris extranationaux comme le programme Horizon Europe <sup>(4)</sup>, par exemple. Enfin, il faut savoir travailler avec tous les acteurs, qu'ils proviennent du monde de la recherche (universités, écoles, laboratoires) ou qu'ils soient des acteurs émergents (*start-up*, TPE, PME). Cela sans oublier les acteurs de la Base industrielle et technologique de défense (BITD) – PME, ETI, grands groupes – qui sauront ensuite intégrer ces innovations dans nos systèmes.

Après un bref paysage de la préparation des technologies futures, j'aborderai la partie innovation avec le monde civil, détection et captation d'innovation issues de ce monde. Ici, le défi est surtout de mettre en place une démarche, une organisation, pour être capable de le faire efficacement. On a aujourd'hui largement dépassé la barre des 10 000 *start-up* en France, et il est bien évident que le ministère des Armées et l'AID ne peuvent pas veiller plus de 10 000 *start-up*. Nous focalisons notre action : le principe est d'identifier les domaines prioritaires où nous avons besoin de solutions, ce que nous faisons, là aussi, selon un cycle d'actualisation. En rencontrant les États-majors et les directions des services du ministère, nous comprenons quels domaines de recherche sont prioritaires. Nous en avons établi neuf, également cités dans le *Droid*. Nous y retrouvons, entre autres, la santé, l'humain augmenté, l'énergie, la flotte de véhicules autonomes... Une fois ces thématiques identifiées, nous procédons de deux manières, que nous appelons la « chasse » et la « pêche ». D'un côté, la pêche : l'on communique sur les domaines prioritaires *via* des documents ou des événements. L'on s'appuie également sur un réseau, appelé réseau de l'innovation de défense, regroupant les laboratoires des armées, les pôles d'innovation technique de la Direction générale pour l'armement (DGA), les pôles de compétitivité en région et les régions. Communiquer pour dire ce que l'on cherche, pour expliquer comment l'on peut soutenir, pour ensuite capter ces projets. De l'autre côté, la chasse : nous allons directement chercher des entreprises grâce aux salons et rencontres en direct. Enfin, dernier principe, nous avons mis en action un guichet unique. Il s'agit d'un portail d'entrée. Si vous pensez disposer d'une solution, d'une idée, d'un sujet qui peut intéresser la défense : vous le déposez au guichet unique, et nous allons l'instruire. Cela permet de capter un certain nombre de projets, notamment en dehors des neuf thématiques principales d'intérêts, et donc de ne pas rater un projet essentiel. Pour que cela réussisse, il faut à la fois une maturité technologique de la solution, une maturité de l'utilisateur (si nous ne sommes pas prêts à l'utiliser, ça ne marchera jamais) et une maturité de marché. Très souvent, le marché défense est insuffisant pour tout irriguer. Notre but, pour atteindre l'objectif de supériorité opérationnelle, n'est pas de faire des prototypes et des expérimentations.

---

<sup>(4)</sup> Horizon Europe est un programme européen pour la recherche et l'innovation ([www.horizon-europe.gouv.fr/](http://www.horizon-europe.gouv.fr/)).

Le but est bien de déployer, de passer à l'échelle et que cela finisse dans les mains des utilisateurs.

Le dernier point que je voudrais aborder après les technologies de rupture et de l'innovation issue du monde civil concerne la menace. Là aussi, l'innovation et l'AID ont un rôle à jouer sur l'anticipation de la menace. Pour l'illustrer, intéressons-nous à deux exemples et à deux domaines d'intervention.

Le premier : nous devons savoir exploiter le cycle de vie, la courbe de maturité des technologies émergentes, de manière à évaluer les opportunités d'utilisation et de détournement éventuel. Pour l'illustrer, je ferai référence au *Gartner Hype Cycle* <sup>(5)</sup>, la courbe de maturité des technologies. Une technologie qui commence à émerger suscite énormément d'intérêt, créant un pic d'intérêt lors duquel toutes les utilisations potentielles sont envisagées, en pensant à tout ce que cette technologie changera au quotidien. Vient ensuite la courbe de désillusion : on redescend très bas à cause des premiers échecs d'expérimentation. Ce n'est pas suffisamment mature et ça n'apporte pas vraiment ce qui était attendu. Tout doucement, certains usages fonctionnent, on remonte et on arrive au plateau de productivité, ce qu'on appelle l'utilisation stabilisée. Notre identification des utilisations potentielles, et des menaces de détournement potentiel, doit être réalisée dès le pic, nous ne pouvons pas attendre la phase de stabilisation. Nous perdrons la guerre avant la guerre. L'usage des drones est un très bon exemple : il fallait anticiper il y a quelques années tous les détournements d'usage des drones pour disposer de système de lutte anti-drone aujourd'hui.

Quant à la deuxième illustration de l'anticipation de la menace, elle concerne l'importance de la prospective technologique. Celle-ci se fait en complément des autres dispositifs du ministère, bien sûr, mais l'AID est plutôt attendue sur la prospective technologique. Le principal est de ne pas tomber dans les évidences, et d'aller regarder ce qui peut se passer aux frontières de ce qu'on appelle le cône de vraisemblance. Il ne s'agit pas de faire des choses impossibles, hors-sol, mais vraiment d'aller imaginer des solutions en disruption, mais possibles. C'est ce que nous faisons avec l'expérimentation *Red Team Defense*, lancée en 2019. L'originalité de cette expérimentation est de faire appel à des auteurs et des illustrateurs de science-fiction pour nous challenger sur des scénarios de menaces à l'horizon 2030 ou 2060. Ce projet est mené en collaboration avec l'état-major des Armées, la DGA et la Direction générale des relations internationales et stratégiques (Dgris). On demande aux auteurs de science-fiction de nous challenger, de nous empêcher de dormir, de nous faire sortir de notre confort. C'est d'ailleurs une très bonne illustration du « faire autrement » que j'évoquais précédemment. Ces travaux sont conduits par saison : l'on demande aux équipes d'auteurs de science-fiction de nous proposer deux scénarios par an. Aujourd'hui, depuis 2020, nous avons travaillé sur un scénario *Hyper Forteresse* qui évoquait l'hyper-vélocité, sur un scénario appelé *Self Sphere*, qui nous a plongés dans le *metavers*, quelques mois avant les annonces de Meta <sup>(6)</sup>. Cette année, nous travaillerons sur la dépendance énergétique et

<sup>(5)</sup> « Cycle du *hype* » (<https://www.gartner.fr/fr/methodologies/hype-cycle>).

<sup>(6)</sup> NDLR : Il s'agit du nouveau nom de l'entreprise Facebook, maison-mère du réseau social du même nom et d'Instagram et WhatsApp. Depuis 2021, Mark Zuckerberg, le président de Meta, a annoncé sa volonté de lancer ses

sur la militarisation du vivant. Toute une partie de ces travaux sont accessibles au public, quand une partie plus confidentielle ne peut pas être diffusée. Cette manière de travailler présente l'avantage de nous confronter à des défis, que l'on voit et que l'on ne voulait pas voir, ou que l'on ne voyait pas. La *Red Team* propose des scénarios pour nous sortir de notre confort, mais l'important est ailleurs : en face, des équipes du ministère challengent ces scénarios et s'en saisissent pour préparer le futur. Cette *Blue Team*, composée de personnels de l'état-major des Armées, de la DGA, de la DGRIS et de l'AID, exploite ces scénarios, prépare le futur et travaille bien dans l'anticipation de la menace. À ce jour, nous avons d'ores-et-déjà lancé des projets en exploitant ces scénarios, notamment dans le domaine l'information, de la guerre cognitive et de la guerre informationnelle. Ce sont des sujets majeurs sur lesquels les scénarios *Red Team* nous ont poussés à aller très vite.

Après avoir abordé le triptyque de cette conférence, je voudrais conclure en insistant sur le fait que « connaître » et « anticiper » sont des termes qui résonnent dans les missions de l'AID. Disposer d'acteurs innovants de la recherche et d'acteurs économiques, avoir les moyens de les soutenir, savoir les utiliser dans l'environnement complexe que j'ai décrit, mais également dans un environnement plus favorable : cela représente des contributions essentielles aussi bien à notre autonomie stratégique qu'à notre souveraineté.

## **Elyamine SETTOUL**

Élise Vincent, comment le champ informationnel compose avec toute cette complexité technologique et géopolitique ? Est-on dans une logique de continuité par rapport aux années antérieures ou percevez-vous des ruptures, et lesquelles ?

## **Élise VINCENT**

Je vais essayer d'être concise. Ce retour de la guerre, comme s'intitule ce colloque, a évidemment perturbé, ou du moins fait changer certaines méthodes de travail des journalistes. Cette guerre n'est pas juste une guerre de plus – les journalistes ont déjà couvert des guerres – ce conflit est à la fois sur le sol européen et long. Nos lecteurs se sentent donc concernés par la guerre en Ukraine. Par ailleurs, on voit bien qu'elle est systémique.

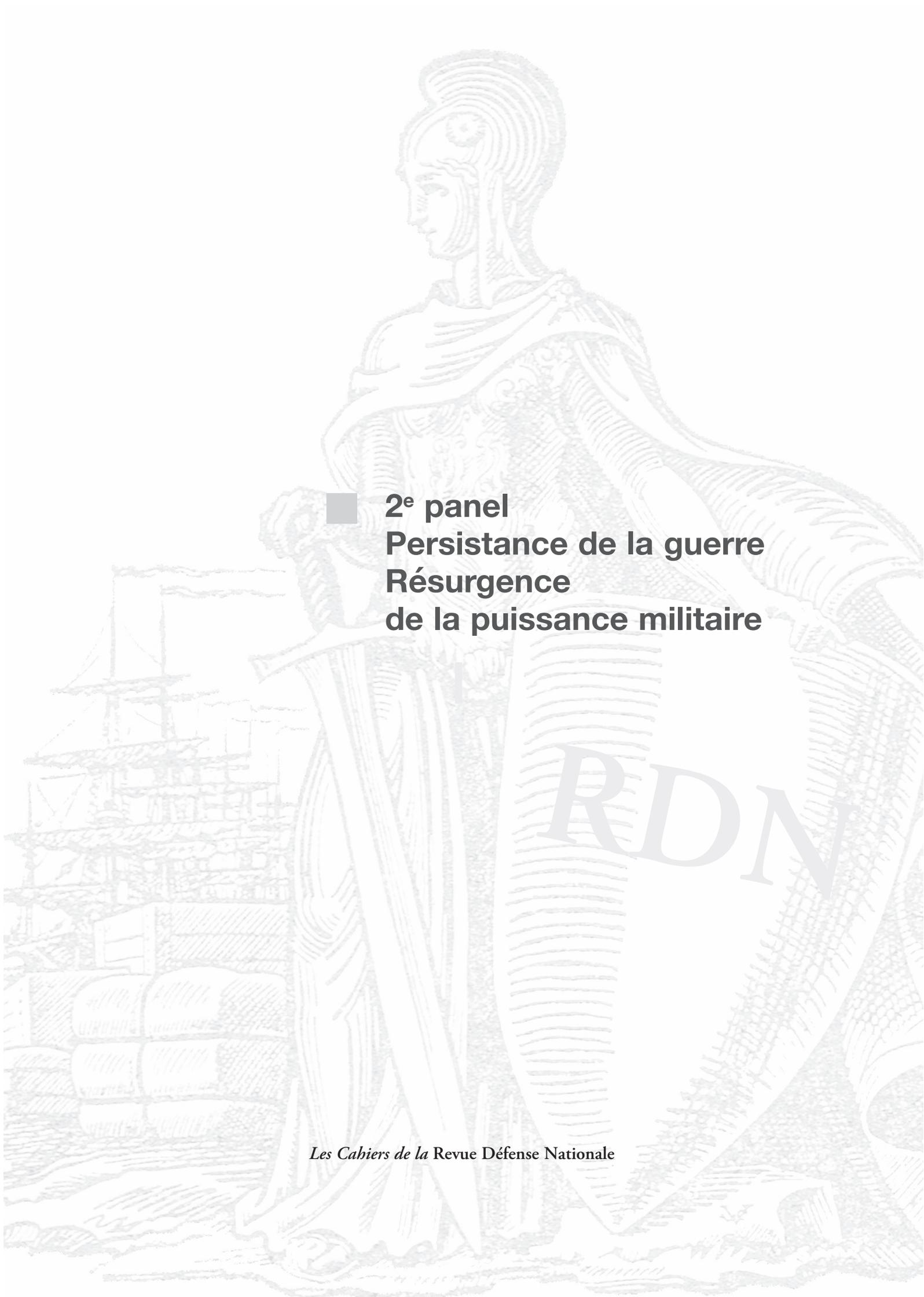
Si je devais caricaturer, je dirais qu'avant le 24 février 2022, les journalistes chargés des questions de défense pouvaient, d'une certaine manière, travailler assez individuellement, en combinant à la fois le rôle de reporter de terrain et celui de spécialiste. Ils pouvaient avoir le temps de partir en reportage, puis de rentrer, de recouper les informations nécessaires, puis d'écrire. Le tout dans un espace-temps relativement humain, permettant de dormir la nuit, en appliquant les plus hauts standards de fiabilité journalistique. Avec l'explosion de l'actualité liée à cette guerre, ce n'est plus

recherches sur le *metavers* afin de proposer un produit permettant à ses utilisateurs de créer des avatars pour évoluer dans cette nouvelle dimension, 100 % numérique.

possible. Je dois désormais beaucoup plus m'appuyer sur les récits rapportés par nos reporters sur le terrain – nous avons trois équipes en permanence sur place – ou sur les divers spécialistes que nous avons à Paris. Avec cette guerre, le journaliste chargé des questions de défense, se retrouve être, beaucoup plus qu'avant, le maillon d'une chaîne de l'information.

L'autre chose importante qu'a changé cette guerre, c'est l'explosion du nombre de sources. Et ce, en grande partie sous l'effet des réseaux sociaux et de l'*Open Source intelligence* (*OSINT* – renseignement d'origine source ouverte [Roso]). C'est le phénomène d'« infobésité » que connaissent bien aussi les services de renseignement, pour ne citer qu'eux. Et cela pose beaucoup de questions organisationnelles, car l'enjeu est de parvenir à déterminer quel temps accorder à la vérification de toutes ces sources, le tout sans s'enfermer dans trop de biais cognitifs.

L'irruption massive du renseignement dans le domaine public est un autre aspect nouveau de cette guerre en Ukraine. Les stratégies de communication assumées du renseignement principalement américain et britannique ont pris des proportions particulièrement importantes et je pense que cela pose des questions sur la chaîne de responsabilité de l'information, puisque les journalistes n'ont que peu de moyens de vérifier les éléments communiqués, concernant, par exemple, les plans de bataille du Kremlin. Les services de renseignement ont donc une grande responsabilité dans les informations qu'ils communiquent et qui peuvent influencer le cours de la guerre. La question du rapport à la vérité par temps de guerre est un vieux débat, mais là, il est remis au goût du jour et cela mérite qu'on y prête attention. ♦



■ **2<sup>e</sup> panel**  
**Persistance de la guerre**  
**Résurgence**  
**de la puissance militaire**

RDN

# Persistance de la guerre, résurgence de la puissance militaire

Tsiporah FRIED, Jean-Michel JACQUES, Philippe POTTIER  
Paul CÉSARI (modérateur)

## Paul CÉSARI

Cette thématique choisie de la persistance de la guerre peut, en toute première analyse, paraître surprenante, voire paradoxale, au sein d'un colloque dédié à son retour. Les intervenants de cette table ronde pourront vraisemblablement éclairer ce paradoxe apparent.

Dans cet environnement géopolitique bouleversé avec, en point d'orgue tragique, une guerre ouverte, brutale, hautement et longuement intense en Europe, ils pourront nous mettre en lumière ce qui relève de la permanence, de la persistance, ce qui relève du retour, de la résurgence, ce qui relève de la transformation, de la reformulation de la guerre, de ses fondements, de ses évolutions et de ses conséquences, pour la défense, pour les forces armées, pour la nation.

Je voudrais vous présenter succinctement nos trois intervenants dans l'ordre de leurs interventions.

Madame Tsiporah Fried est conseiller Stratégie et Innovation auprès du Cema et du MGAA. Ancienne élève de l'ENA, elle a inscrit son parcours au cœur des questions stratégiques, auprès des plus hautes autorités militaires, en amont des processus de décision comme dans le pilotage de travaux sur la coopération internationale, la transformation digitale ou encore les technologies émergentes.

Le général de brigade Philippe Pottier, est directeur de l'École de Guerre (EdG) depuis le 1<sup>er</sup> août dernier. Sa carrière conjugue expériences opérationnelles, au sein des Troupes de Marine aéroportées, dans les Balkans, en Kapisa ou encore au Mali tout récemment, avec une formation intellectuelle pluridisciplinaire, de l'école polytechnique à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), en passant par HEC et le *Marine Corps University*.

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées, Monsieur Jean-Michel Jacques est député du Morbihan depuis 2017. Les questions de défense et militaires, il les a d'abord vécus dans sa chair, en tant qu'infirmier militaire 23 années durant, dont 17 au sein des Commandos marine. Son approche des questions stratégiques se nourrit donc à cette double source de représentant de la nation et d'ancien praticien de l'urgence en situation opérationnelle.

Persistence de la guerre,  
résurgence de la puissance militaire

Nos trois intervenants vont pouvoir vous proposer les points de vue à la fois de praticien et de penseur des questions stratégiques, sous l'angle du stratégame d'abord, puis du stratège, en charge notamment de préparer et de former les futurs chefs militaires, et enfin du politique, du représentant de la nation. Je leur cède la parole.

### **Tsiporah FRIED**

La guerre en Ukraine marque la fin de l'illusion d'un monde sans guerre, en tous les cas pour l'Europe qui vivait jusqu'à présent des dividendes de la paix, et pour la France, dont les engagements militaires étaient, jusqu'à présent, choisis. La nouvelle dynamique internationale articulée autour de la compétition, la contestation et l'affrontement, redessine les relations entre puissances, ouvrant la voie à une extension de la conflictualité avec des engagements potentiellement majeurs.

### ***Bouleversement du monde***

Chaque *Livre blanc* ou *Revue stratégique* mentionne un bouleversement, une mutation majeure, un monde complexe, incertain, dangereux et violent... En quoi notre période correspond-elle plus particulièrement à cette description ? La crise de Cuba (1962), ou celle des Euromissiles (années 1980), n'étaient-elles pas, en leurs temps, les reflets d'un monde dangereux, à la veille de basculer dans un conflit nucléaire ?

Si, jusqu'à récemment, le *continuum* crise-paix-guerre appréhendait la conflictualité, cette grille de lecture ne correspond plus au contexte d'aujourd'hui, où se heurtent et s'imbriquent un conflit majeur en Europe, comme on n'en avait plus vu depuis longtemps, une crise énergétique, une crise climatique, sans parler des crises politiques des démocraties sociales. C'est bien un bouleversement de notre monde et de nos références, annonçant peu ou prou la fin d'un mode de vie européen que l'on croyait non seulement perpétuel, mais surtout attractif pour l'extérieur. Dans cette complexité, on peut essayer de dégager trois tendances, qui sont des simplifications nécessaires bien qu'insuffisantes, pour tenter d'appréhender ce monde et les perspectives qui s'offrent à nous : la désoccidentalisation du monde ; les jeux de puissances et les restructurations d'alliance ; l'affaiblissement du multilatéralisme.

### ***La désoccidentalisation du monde***

En 2016, Nicolas Baverez écrit un article sur la désoccidentalisation du monde à l'occasion de l'élection de Donald Trump <sup>(1)</sup>. Il y souligne la remise en question, volontaire ou non, du *leadership* américain sur les relations internationales et l'affaiblissement du rêve américain au regard d'une société en souffrance. La réalité est sans doute plus nuancée. Le pivot vers l'Asie, engagé sous la présidence Obama marquait la reconnaissance d'une bascule du cœur des affaires mondiales vers la zone indo-pacifique,

<sup>(1)</sup> BAVEREZ Nicolas, « La désoccidentalisation du monde », *Le Point*, 20 novembre 2016.

Persistence de la guerre,  
résurgence de la puissance militaire

un désintérêt certain pour les affaires européennes, mais non un total désengagement américain des affaires du monde.

Plus récemment, M. Hubert Védrine, interrogé sur *LCI* sur la nécessité de saisir la CPI pour les crimes de guerre de Vladimir Poutine, répondait : « les Occidentaux ne sont plus les maîtres du monde ».

Il est en effet possible de constater une fragilisation interne du paradigme occidental, avec le constat d'un affaiblissement général du modèle démocratique sous deux pressions majeures :

- La crise sanitaire a remis en cause l'efficacité de nos modèles politiques et leur capacité à garantir une forme de résilience. Un débat qui, encore aujourd'hui, questionne l'efficacité de nos États et leur capacité à mener des réformes, à édicter des lois qui seront appliquées, et à agir, dans un monde en grande transformation et interdépendant. La fonction d'un gouvernement est de protéger ses citoyens et de préparer leur avenir. Tout régime qui se montre inefficace et déçoit les attentes finit par perdre sa légitimité. En termes d'efficacité pourtant, l'exemple récent de la Chine, empêtrée dans sa politique du zéro Covid, tend à relativiser, désormais, la gestion de ce dernier par les démocraties. Les régimes autoritaires et les dictatures n'ont pas de meilleure gestion, bien au contraire. Toutefois, cela est curieusement inaudible auprès de certaines populations, y compris en Occident.
- La polarisation de la société civile, l'effondrement de la culture sous le triple effet des réseaux sociaux, de la radicalisation des mouvements relevant des tendances *Woke* qui remettent en question l'universalité même de nos valeurs, tandis que les mouvements populistes et identitaires gagnent du terrain, non seulement dans certaines « démocraties illibérales », mais aussi dans notre propre pays et chez nos partenaires européens.

En outre, nos modèles sont contestés à l'extérieur. Depuis la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, et sans doute jusqu'aux années 2010 environ, l'Occident a contrôlé l'histoire du monde par l'invention de l'État moderne, du capitalisme, de la démocratie, la construction des institutions internationales... À l'aube du XX<sup>e</sup> siècle, l'Europe domine près de 70 % des territoires connus et ses populations ; ce sont ses idées qui imprègnent le monde et ses valeurs qui définissent les ambitions nationales et internationales.

Or, aujourd'hui, notre modèle n'est plus perçu comme attractif – jamais le nombre de démocraties libérales n'a été aussi faible depuis 1995 <sup>(2)</sup>. Plusieurs explications coexistent, mais il est certain que la perspective occidentale qui met l'individu au-dessus de tout n'est pas comprise, en particulier de ceux de tradition asiatique où l'on met en balance les valeurs individuelles et les valeurs collectives. Notre modèle de société, qui semble marginaliser la structure familiale comme base de l'organisation sociale, n'apparaît pas pouvoir faire face aux grands enjeux de demain. Par ailleurs, les

---

<sup>(2)</sup> PARIS Gilles, « Le nombre de démocraties libérales, estimé à seulement 34, n'a jamais été aussi bas depuis 1995 », *Le Monde*, 21 décembre 2022.

Persistence de la guerre,  
résurgence de la puissance militaire

droits de l'homme et de la femme sont relativisés dans des approches ethnoculturelles, qui estiment que leur universalité vise à asseoir la domination occidentale – ces mouvements trouvent malheureusement leur relais idéologique dans nos propres sociétés. Enfin, on paie aussi l'échec de nos tentatives d'exporter notre modèle et notre capacité, à donner des leçons qui ne sont plus admises aujourd'hui.

La formule démocratie + économie de marché = paix + prospérité est aujourd'hui fragilisée, remise en question, voire niée.

*Jeux de puissances et restructurations d'alliance*

Le modèle de l'après-guerre froide, celui de la victoire des démocraties, pour reprendre la vision de Francis Fukuyama <sup>(3)</sup>, celui d'un monde organisé autour du multilatéralisme, des alliances et des organisations internationales dépassant les logiques nationales, est-il définitivement derrière nous ?

Une logique de compétition stratégique domine désormais les relations internationales : le système international repose sur un emboîtement des souverainetés et juridictions. Les acteurs de ce système sont des compétiteurs, des puissances qui cherchent à contrôler les nœuds névralgiques du système – voies de communication, accès aux ressources, développements technologiques...

Des acteurs autoritaires et révisionnistes nous défient constamment, en utilisant de multiples moyens : idéologiques, politiques, économiques, technologiques et militaires. Ils modernisent et étendent rapidement leurs armées, investissent dans des capacités conventionnelles, de missiles et nucléaires plus sophistiquées, avec une capacité croissante à menacer nos forces, nos territoires et nos populations.

Au-delà de cette dynamique de compétition, se dessinent des lignes d'affrontement plus ou moins claires.

Et l'on peut s'interroger sur l'émergence d'un front anti-occidental. L'Organisation de coopération de Shanghaï (OCS) se voit comme la réaffirmation moderne du mouvement des non-alignés. Néanmoins, l'unité de ce front reste relative et la revendication antioccidentale reste contrebalancée par une neutralité plus ou moins affirmée.

- L'Inde est au milieu du gué. Le plus grand danger pour l'Inde est la Chine. New Delhi a donc tout intérêt à se rapprocher des pays inquiets de l'émergence chinoise.
- La Chine s'est rapprochée de la Russie, mais ne s'engage jamais clairement dans son soutien.
- Aucun membre de l'OSC ne souhaite voir l'Iran devenir une puissance nucléaire.

Si l'on exclut la Russie qui s'enlise dans ce conflit qu'elle a généré, les logiques de puissance et d'empire s'attachent aujourd'hui essentiellement à la compétition-

---

<sup>(3)</sup> FUKUYAMA Francis, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Flammarion, 1992, 452 pages.

Persistence de la guerre,  
résurgence de la puissance militaire

confrontation de la Chine et des États-Unis, et se manifestent notamment dans la course à la toute-puissance technologique. À côté, l'Europe peine à se définir comme une puissance capable de jouer à jeu égal avec ses grands rivaux.

Par ailleurs, la guerre en Ukraine a revitalisé l'Otan, en lui redonnant son ennemi historique et en attirant des nations, comme la Finlande, qui, jusqu'à présent, affirmaient leur neutralité, et la Suède. L'Otan, reste à ce jour et malgré ses faiblesses, le véhicule le plus crédible pour la coordination militaire, la défense et la dissuasion nucléaire. Côté européen, l'Union européenne (UE) a su dépasser des divergences pourtant profondes pour décider de huit paquets de sanctions <sup>(4)</sup> à l'égard de la Russie, et d'une aide conséquente pour l'Ukraine *via* la facilité pour la paix. Elle réinvestit dans son industrie d'armement, se resserre autour de l'Otan. L'Allemagne, de son côté, s'engage dans un réarmement jamais vu depuis près de soixante-dix ans et veut s'affirmer comme la première puissance militaire conventionnelle de l'Europe. Toutefois, l'UE, reste divisée sur la question énergétique et la relation à la Chine, elle peine toujours à se définir comme un acteur des relations internationales en tant que tel et comme une puissance politique. L'agression russe a conduit l'UE à accorder, en juin 2022, le statut de candidat à l'Ukraine et à la Moldavie, montrant ainsi qu'elle était consciente que la nouvelle situation géopolitique exigeait une action rapide et déterminée. Il n'est toutefois pas certain que l'Union puisse répondre à ces risques simplement en ajoutant de nouveaux membres.

Le président de la République Emmanuel Macron et le chancelier allemand Olaf Scholz ont récemment évoqué l'urgence géopolitique de redéfinir la relation de l'Union européenne avec son voisinage. Ce projet de communauté politique européenne (CPE) dont le premier sommet a eu lieu le 6 octobre 2022 permet d'envisager des cercles plus ou moins intégrés autour d'un noyau dur facilitant les relations avec les pays tiers, notamment candidats à l'intégration.

*Faiblesse multilatérale et conséquences*

Nous pouvons faire le constat d'un système multilatéral fragilisé : il a été dénoncé par Donald Trump, contesté par d'autres puissances qui en remettaient en cause les fondements et la domination occidentale ; la pandémie de Covid-19, facteur de crise globale, a sans doute accéléré ou mis davantage en lumière la crise du multilatéralisme – l'Organisation mondiale de la santé (OMS), sous le feu des critiques pour sa gestion trop lente de la crise et sa complaisance envers la Chine, en est un exemple manifeste.

Nous faisons, par ailleurs, face à la dénonciation de tous les traités de désarmement signés à la fin de la guerre froide, dont le traité FNI sur les forces nucléaires déployées en Europe. C'est l'ensemble de l'architecture de sécurité européenne qui est fragilisée.

---

<sup>(4)</sup> NDLR : Au 29 septembre 2022, date du colloque.

Persistence de la guerre,  
résurgence de la puissance militaire

La question de l'avenir du système multilatéral, et notamment l'ONU et son rôle dans un monde multipolaire et de plus en plus compétitif reste posée.

Il en ressort deux conséquences :

- La faiblesse du multilatéralisme favorise la désinhibition de l'usage de la force en l'absence d'institutions de régulation reconnues et acceptées. La compétition restreint le champ de l'espace diplomatique pour la coopération, et limite les incitations à favoriser cette dernière, notamment en cas de contestation. C'est ce que l'on appelle la méthode dite du « salami » : un processus de territorialisation puis de militarisation des espaces, notamment pour les îlots contestés en mer de Chine du Sud. Il s'agit d'une stratégie du fait accompli qui prend par surprise le défenseur du *statu quo* et rejette sur lui la responsabilité d'une escalade, mettant en lumière une ambiguïté stratégique. À la périphérie de l'Europe, les conflits se multiplient et le nombre d'États en guerre s'étend progressivement et inéluctablement : Géorgie, Crimée et Donbass, Haut-Karabagh.
- Le multilatéralisme est devenu plus que jamais un espace où se jouent les rapports d'influence et devient un terrain de lutte, contrairement à ce que croient les Européens qui font du multilatéralisme une réponse à tous les problèmes. C'est justement sous cet aspect qu'il faut considérer la guerre qui se joue sur les normes et standards internationaux : le détournement du droit et l'émergence du *lawfare*.

Alors, face à cela, plusieurs questions peuvent être posées : quel doit être la place du multilatéralisme dans un monde où la compétition est au centre des préoccupations des puissances ? Quelle nature pour le multilatéralisme à venir, avec des acteurs qui en proposent des visions différentes – voire divergentes – que ce soit sur la place du droit, du rôle des acteurs non-étatiques, du débat entre universalisme et relativisme ou encore sur l'équilibre entre souveraineté et responsabilités internationales ?

**Le retour de la guerre ou la persistance de la guerre ?**

*Trois périodes de la conflictualité*

La guerre est une donnée permanente de – et dans – nos relations internationales. Certes, l'Europe a bénéficié de ce qu'on appelle les dividendes de la paix, mais la guerre était présente sur bien d'autres territoires impliquant des États européens, en particulier la France et le Royaume-Uni. Pour Philippe Delmas<sup>(5)</sup>, l'ordre ne fut jamais la paix, mais une définition des raisons de faire la guerre. Il alerte sur l'illusion d'un monde sans guerre qui n'existe pas.

Historiquement, et en simplifiant, on peut identifier trois grandes périodes depuis la Seconde Guerre mondiale :

- Les conflits détournés (Corée, Vietnam) et affrontements gelés par la peur de la guerre nucléaire et de la logique de mort assurée.

<sup>(5)</sup> DELMAS Philippe, *Le bel avenir de la guerre*, Gallimard, 1995, 283 pages.

Persistence de la guerre,  
résurgence de la puissance militaire

- Les opérations de maintien de la paix et les guerres expéditionnaires, les guerres sans États, les guerres civiles jusqu'à la guerre du Golfe et la guerre contre le terrorisme.
- Les stratégies de puissances qui multiplient les positions hostiles sous le seuil de la guerre : adoption des postures de déni d'accès, des stratégies hybrides, des actions dans les zones grises... avec une priorité accordée à la lutte d'influence qui met à mal les efforts des armées occidentales sur les théâtres d'opérations sur lesquelles elles sont engagées.

On doit aujourd'hui ajouter une quatrième période, car elle représente une vraie bascule stratégique : celle du retour de la guerre en Europe. Sans ignorer qu'elle a commencé plus à l'Est, dans le Haut-Karabagh. C'est une séquence stratégique qui se caractérise par un changement d'échelle majeur : extension de la conflictualité à l'ensemble des milieux et des champs et combinaisons de stratégies hybrides pour compliquer nos engagements et amoindrir nos capacités de réaction.

*L'hypothèse d'engagement majeur et la haute intensité : changement de grammaire stratégique*

Le terme de « guerre majeure » n'est pas en opposition à des guerres qui seraient « mineures » et qu'on serait bien en mal de nommer. C'est un terme qui sert plutôt à l'opposer à la guerre « irrégulière » ou « asymétrique » – ce qui signifie, en creux, que la guerre majeure est comprise comme régulière ou symétrique, c'est-à-dire basée sur le choc frontal entre deux armées de puissance similaire.

- En outre, il n'y aurait pas de champs dans lesquels nous serions assurés de maintenir la supériorité (aérienne, navale...).
- L'issue de la guerre et notre engagement dans ces conflits dépendront de notre capacité à accepter un nombre élevé de pertes humaines : c'est ce à quoi nous prépare l'exercice *Warfighting*.
- Jusqu'à présent, nous avons le choix de nos interventions. Ce ne sera plus le cas dorénavant.

*La guerre du futur ou le futur de la guerre*

Comme le disait Clausewitz : « la guerre est un caméléon et chaque guerre est unique. » Il est difficile de prévoir ce que sera la prochaine guerre – c'est tout l'exercice délicat d'anticipation stratégique et de prospective auquel nous nous livrons au sein de l'EMA et des EMS.

Qu'avons-nous donc appris de la guerre en Ukraine ? Il est certain que le retour d'expérience (retex) commence déjà à nourrir les réflexions prospectives sur la guerre. Il s'agit bien d'une guerre de haute intensité, un choc frontal de deux nations dont l'une se bat pour sa survie. C'est un conflit conventionnel, mais qui ne cesse de s'adosser à une mise en alerte de la menace nucléaire. Cela agit comme un signal donné aux autres nations non belligérantes, mais qui soutiennent l'Ukraine. Les actions militaires sont brutales et renvoient à une autre époque : crimes de guerre sur des popula-

Persistence de la guerre,  
résurgence de la puissance militaire

tions civiles, prise en otage de la population, etc. Il s'agit, par ailleurs, d'une guerre qui mêle des technologies des XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles.

L'Ukraine et la Russie sont dans une guerre d'attrition. Pour durer, il faut avoir des ressources dans tout : munitions, artillerie, énergie et ressources alimentaires. Pour y faire face, il y a une mobilisation de la Base industrielle et technologique de défense (BITD), une préparation opérationnelle accrue et l'élaboration de normes légales qui permettent de mobiliser rapidement les ressources.

Enfin, la Russie met en œuvre une stratégie globale de guerre de l'énergie, d'affrontements dans tous les champs au-delà des champs classiques, d'où l'importance des perceptions. La crise de l'énergie ou des ressources alimentaires sert de levier d'influence et de rapport de force dans le cadre d'une lutte informationnelle.

Face à ce constat, la Chine et les États-Unis se sont lancés dans la course aux métaux rares, notamment en Afrique. La *Belt and road initiative* et la stratégie économique chinoise sont plus importantes que le *Livre blanc sur la défense* chinois. La maîtrise des ports et le contrôle des câbles sous-marins deviennent des enjeux cruciaux de même que l'indépendance énergétique et l'acheminement du gaz. Cette guerre confirme l'extension de la conflictualité à l'ensemble des milieux et des champs, des grands fonds marins, cyber, espace, espace électromagnétique, lutte informationnelle. L'un des grands enjeux qui en ressort est la construction d'un *Command and Control* (C2) interarmées combinant des actions dans tous les champs et domaines, et la coordination au plus près du terrain de l'ensemble des capacités d'action. Par exemple, le cyberspace est un champ d'engagement quasi permanent, avec des sabotages, de l'espionnage et de la subversion... Au-delà de l'exemple ukrainien, avec lequel il faut prendre des distances, quels seront les grandes tendances et l'usage des armes de rupture du futur ? On parle d'armées de robots tueurs, de drones de combat armés, d'armes laser et électromagnétiques, de manipulation des cerveaux. L'accès facilité aux technologies disruptives amène de nouvelles menaces, mais nous offre aussi des opportunités. Elles pourraient, à cet horizon, donner un temps d'avance aux pays qui maîtriseront ces technologies.

\*  
\*\*

Quelle que soit la forme de la guerre dans le futur, nous pouvons avancer deux certitudes en guise de conclusion :

- Il faut, après plus de soixante-dix ans de paix relative en Europe (à l'exclusion de la Yougoslavie), s'habituer à vivre dans l'incertitude stratégique.
- La prochaine guerre nécessitera la mobilisation de toute la nation (économie de guerre, résilience). Sans parler de guerre totale, les acteurs de cette guerre ne seront plus les seuls militaires, mais les populations, prises sans doute pour cible, et dont la force morale sera déterminante pour emporter la victoire. Il faut s'y préparer dès à présent.

**Philippe POTTIER**

Je commencerai en évoquant Francis Fukuyama. Dans un fameux article de 1989, qui fera ensuite l'objet d'un livre en 1992, l'auteur affirme que la fin de la guerre froide marque la victoire idéologique de la démocratie et du libéralisme sur les autres idéologies politiques. Il annonce « la fin de l'Histoire » et la suprématie absolue de l'idéal de démocratie libérale. Nous voyons aujourd'hui avec la désoccidentalisation que la prédiction de Fukuyama ne s'est pas réalisée. Au regard de l'histoire, cela donne plutôt raison aux thèses d'Huntington <sup>(6)</sup>. Ce que l'on voit surtout, c'est l'émergence de modèles alternatifs au modèle occidental. « La fin de l'Histoire » de Fukuyama, qui envisageait bien la poursuite de la guerre, mais avec une suprématie absolue de l'Occident, se confronte aujourd'hui à la résurgence de la guerre à nos portes, avec des modèles alternatifs prêts à combattre l'idéologie occidentale par tous les moyens. J'ai beaucoup aimé la citation mise en exergue dans le programme de la journée, extraite de *La Guerre hors limites* <sup>(7)</sup>, paru en 1999. Dans ce passage, Qiao Liang et Wang Xiangsui affirment qu'« il n'existe plus de domaine qui ne puisse servir la guerre, il n'existe presque plus de domaine qui te présente l'aspect offensif de la guerre ». C'est là-dessus que je vais articuler mon propos. Clausewitz définit la guerre comme un duel. Il explique qu'il s'agit d'un acte de violence, dont l'objet est de contraindre l'adversaire à se plier à notre volonté. L'on voit qu'il y a une stratégie de puissance, consistant à contraindre l'adversaire tout en évitant la guerre ouverte. Si la guerre ouverte a aujourd'hui, ou plutôt jusqu'à récemment, quitté notre environnement immédiat, les stratégies de puissance ne se sont jamais arrêtées. Le fait d'agir dans différents champs constitue une guerre avant la guerre.

Mon propos s'articulera autour de cette guerre avant la guerre, à laquelle nous sommes en fait toujours confrontés, qui n'a jamais cessé ; et autour des guerres qui n'ont jamais cessé, mais qui se trouvaient en dehors de notre environnement probable.

Tout d'abord, l'affirmation de puissance par les États touche tous les domaines. Cette affirmation de puissance conduit naturellement à des conflits entre les États, qui ne sont pas nécessairement des conflits armés. L'État est puissance : aussi bien en interne (on parle de puissance publique) qu'en externe. La compétition entre nations est le mode normal d'expression de la puissance, qui se déroule dans tous les domaines : diplomatique, informationnel, militaire, économique, juridique, technologique, industriel et culturel. En affirmant sa puissance, l'État entre naturellement en conflit avec d'autres États. Ce conflit peut relever de la simple compétition, la forme naturelle des relations interétatiques. Cela n'exclut toutefois pas que le conflit prenne des formes violentes, même en dehors de la confrontation armée. J'emploierai trois illustrations à ce sujet.

---

<sup>(6)</sup> HUNTINGTON Samuel, *Le choc des civilisations*, Odile Jacob (1996, rééd. 2000), 545 pages.

<sup>(7)</sup> LIANG Qiao et XIANGSUI Wang, *La guerre hors limites*, Payot Rivages, 1999 (rééd. 2003 et 2006), 322 pages.

**La norme : le lawfare**

La norme est traditionnellement l'un des modes d'expression privilégiée de la souveraineté. Aujourd'hui, elle est souvent déterminée par des acteurs privés, relais de stratégie nationale. Celui qui définit la norme définit la règle du jeu et est, *de facto*, le plus puissant. C'est particulièrement vrai en France : la monnaie, pouvoir régalién par excellence, mais aussi les poids et mesures délimitent l'un des champs d'application les plus anciens de la normalisation. Pour illustrer le pouvoir de la norme, j'aurai recours à une anecdote assez amusante, qui montre le pouvoir que confère la norme, tant dans le domaine militaire que civil. Je vais pour cela remonter à l'Antiquité : parmi les éléments qui contribuèrent à la grandeur de Rome, son système de routes ne vient pas nécessairement à l'esprit. Pourtant il fut déterminant dans le fonctionnement de l'Empire et a permis un développement extraordinaire des échanges économiques, contribuant à sa prospérité. Ce rôle premier était aussi celui de pouvoir acheminer des troupes aux limites de l'Empire. À cet effet, la largeur des voies romaines fut définie en fonction de celle des chars de combat, tiré par deux chevaux, qui devaient pouvoir se croiser. La dimension fut officiellement normée dès 451 av. J.C., dans le recueil de loi des *Douze Tables (Lex Duodecim Tabularum)*. On y apprend que les voies romaines devaient nécessairement être larges de huit pieds romains en zone sinueuse et seize en zone plane. Par la suite, l'écartement des essieux des chariots civils reprit celui des chars de combat, afin de pouvoir emprunter les voies romaines et pour ne pas casser sur les ornières. Cet écartement des essieux traversa tout le Moyen Âge et arriva jusqu'à la période moderne. Lorsque les premiers tramways et les premiers trains furent construits, ils le furent par des industriels construisant déjà des chariots. Ils reprirent donc l'écartement des chariots pour la conception des premiers trains et tramways. Cela se passe en Europe, naturellement. Néanmoins, les ingénieurs britanniques qui participèrent à la construction des premiers trains et tramways aux États-Unis choisirent un écartement des rails similaire à celui des rails européens, avec l'idée de pouvoir exporter des locomotives vers les États-Unis. Ainsi, l'écartement des voies est le même aux États-Unis et au Royaume-Uni. Conséquence assez inattendue : des années plus tard, les États-Unis contractent avec Thiokol la construction des deux *boosters* pour la navette américaine. Cette entreprise, située dans l'Utah, doit les acheminer par voie ferrée jusqu'à Cap Canaveral. Les éléments des *boosters* devaient emprunter un tunnel, aux dimensions définies en fonction de l'écartement des voies. Ce sont les *Lex Duodecim Tabularum* de 451 av. J.C. qui ont déterminé la taille des *boosters* de la navette spatiale américaine ! Voilà une anecdote juste pour exprimer le pouvoir de la norme.

Celui qui définit la règle est très puissant. Aujourd'hui, ne pas maîtriser la norme sur les logiciels, les interfaces, les systèmes de communication ou encore le format des données revient à devenir dépendant de ceux qui la définissent. Celui qui réussit à imposer des normes le fait en fonction des orientations qu'il a choisies et de l'avance technologique qu'il a acquise. Ainsi, la norme GSM pour la téléphonie mobile a donné un avantage réel aux Européens. En standardisant, il est également possible de pénaliser, voire de bloquer le développement d'un projet alternatif. Ainsi, il est possible de fermer un marché national à des produits indésirables. C'est par exemple le cas des règlements européens sur les produits phytosanitaires ou les Organismes génétiquement

modifiés (OGM). Être capable de ne pas subir des normes extérieures est une nécessité militaire et économique, deux dimensions intimement liées sur ce sujet comme sur beaucoup d'autres. Les normes sont une véritable arme pour les États, et une puissance comme la Chine essaie aujourd'hui d'être de plus en plus influente, au sein par exemple de l'Organisation internationale de la normalisation (ISO). Apparaissent aussi aujourd'hui des critères sociétaux, qui ne sont pas des normes. On parle généralement de critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) qui peuvent avoir un impact important sur l'image d'une entreprise, par exemple. Certaines banques ont refusé de financer des projets d'exploration pétrolière dans le Nord ou de prêter de l'argent à des industries d'armement. Les normes sont très puissantes et permettent de mettre en œuvre une stratégie, en dessous du seuil de conflit, mais en contraignant les acteurs. Je reviens sur la pensée du général Beaufre : selon lui, la stratégie est la dialectique des volontés, employant la force pour résoudre les conflits. La finalité est de créer et exploiter une situation entraînant une désintégration morale de l'adversaire suffisante pour lui faire accepter les conditions qu'on veut lui imposer. Les normes contribuent à cela.

### **La guerre économique**

Un deuxième point de la guerre avant la guerre est la guerre économique, un terme souvent galvaudé. En effet, la guerre violente en tant que telle, le conflit armé, n'est pas la guerre économique. Néanmoins, il y a bien une confrontation dans le domaine. Je ne prendrai qu'un seul exemple, à propos des États-Unis. Il faut toutefois garder en tête que toutes les puissances économiques se livrent un combat dans ce domaine. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis sont la première puissance économique mondiale. Cela leur permet de mettre en œuvre une organisation du système monétaire international, avec le dollar comme pivot. Il était originellement rattaché à l'or. Aujourd'hui, le dollar est toujours une monnaie de référence, et constitue 59 % des réserves des Banques centrales du monde. L'euro arrive néanmoins en deuxième position à 20 %. Outre le privilège exorbitant que confère aux États-Unis la position dominante du dollar, celle-ci leur a aussi permis de développer un corpus juridique relatif à l'extraterritorialité du droit américain. En effet, la simple utilisation du dollar leur permet de poursuivre des personnes physiques ou morales qui auraient contrevenu à certaines lois américaines. Un des exemples les plus connus en France est naturellement l'amende de 8,9 milliards de dollars dont a dû s'acquitter BNP Paribas en 2014. D'autres fleurons français ont également été touchés par des amendes importantes, mais bien plus faibles, telles qu'Alstom, Total, Siemens ou Crédit Agricole. Ces procédures judiciaires visent naturellement à contraindre des entreprises étrangères à appliquer la politique décidée par les États-Unis. Elles fragilisent également certains fleurons de l'industrie française en concurrence avec des entreprises américaines.

### **La conquête spatiale**

Enfin, en parlant de compétition de puissances comment ne pas évoquer la conquête spatiale ? À l'origine, l'Union soviétique était en tête, avec en particulier *Sputnik* et le premier vol de Youri Gagarine, le 12 avril 1961. Le 25 mai, John

Persistence de la guerre,  
résurgence de la puissance militaire

Fitzgerald Kennedy, président des États-Unis, annonce devant le Congrès le lancement d'un programme qui permettra d'amener des hommes sur la lune avant la fin de la décennie. Regardons les dates : Gagarine vole le 12 avril 1961. Que se passe-t-il entre le 12 avril et le 25 mai ? L'affaire de la baie des Cochons, fameux fiasco. En fait, le discours de Kennedy ne porte pas uniquement sur la conquête spatiale et sur une épopée technologique et humaine, c'est aussi la reprise du *leadership* au détriment de l'URSS. Aujourd'hui, on assiste à une relance de la conquête spatiale et de la compétition dans ce domaine-là. La Chine veut se présenter comme une puissance à parité avec les États-Unis, avec le déploiement d'objets, tant sur la Lune que sur Mars. Il n'y a que deux types de *Rover* sur Mars à l'heure actuelle : un *rover* chinois et des *rovers* américains. Les États-Unis relancent la course avec le programme *Artemis* dont l'objectif est d'amener un équipage sur le sol lunaire en 2025 et de préparer une mission habitée vers Mars par la suite. La mission *Artemis* a également pour objectif de promouvoir des valeurs occidentales. Il est par exemple clairement annoncé qu'*Artemis* entend amener la première femme sur la Lune. On dépasse donc largement l'objectif de la conquête scientifique dans ce domaine. Cela montre bien que si la guerre ouverte n'implique pas nécessairement l'Occident, le fait est que les puissances s'affirment et qu'elles utilisent tous les leviers possibles pour cela.

\*\*

La guerre n'a pas disparu, elle a simplement quitté notre quotidien. Les guerres de haute intensité n'ont pas cessé. Toutefois, elles étaient sans engagement occidental. N'oublions pas la guerre entre l'Iran et l'Irak de 1980 à 1988, dans laquelle environ 500 000 militaires et 500 000 civils furent tués. C'est une guerre de haute intensité. On peut aussi penser à la guerre en ex-Yougoslavie, qui a provoqué environ 150 000 morts. On peut parler ici d'une guerre civile, mais il y a également le Kosovo, où furent impliquées les puissances de l'Otan. Bien sûr, il y a les différents conflits dans lesquels est engagée la Russie : je pense en particulier à la Géorgie. N'oublions pas le conflit dans le Haut-Karabagh, entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, il n'y a pas si longtemps. Finalement, il existe bien un type de conflit de haute intensité, mais dans lequel l'Occident n'est pas engagé en tant que protagoniste.

Quand l'Occident est engagé dans des conflits, il l'est dans des conflits dissymétriques ou asymétriques. Le Kosovo (1999) est un exemple de conflit dissymétrique, au même titre que les deux guerres du Golfe (1990-1991 et 2003) et la Libye (2011). Une guerre dissymétrique correspond à une situation où l'Occident fait face à des armées dotées d'équipements majeurs, mais où la disproportion est énorme. Cela se traduit dans les pertes : en Libye, on parle de 5 000 à 10 000 tués contre zéro du côté de la coalition. Sur la première guerre du Golfe, on dénombra 292 morts pour la coalition, contre 25 000 à 100 000 tués. Les guerres asymétriques correspondent également à une disproportion entre la puissance occidentale et celle de ses compétiteurs. Bien sûr, le choix des compétiteurs est d'éviter l'affrontement direct. Ce qui conduit à des conflits asymétriques, tels l'Afghanistan ou le Sahel. Ces conflits, dans lequel l'Occident et, en particulier, la France, est engagé, sont des conflits que l'on

Persistence de la guerre,  
résurgence de la puissance militaire

choisit. La France a choisi de participer à la première guerre du Golfe et a fait le choix de ne pas participer à la seconde. La France a choisi d'aller en Afghanistan, et a choisi de le quitter, selon la décision du président Nicolas Sarkozy en 2011, qui amènera un retrait définitif en 2014. Ces guerres étaient des guerres de choix, auxquelles nous participions quand nous le voulions et où nous le voulions.. L'Ukraine nous rappelle que s'il faut être deux pour faire la paix, un seul suffit pour faire la guerre. Aujourd'hui, nous redécouvrons que la guerre peut s'imposer à nous, en Europe.

\*  
\*\*

Je conclurai sur cette prise de conscience, en revenant sur le sommet du Pays de Galles en 2014 <sup>(8)</sup>. À cette époque, les pays de l'Otan, sous l'injonction des États-Unis, ont décidé d'augmenter leurs dépenses de défense de telle sorte qu'elles atteignent 2 % de PIB. En 2014, seuls trois pays de l'Otan avaient franchi le seuil des 2 %. En 2021, d'après le *Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI)*, dix pays l'avaient atteint. L'effort budgétaire en France est colossal : nos dépenses étaient de l'ordre de 32 milliards pour la mission défense en 2016, contre 40,91 milliards d'euros en 2022. Il y a donc une prise de conscience et un réarmement du monde sur ces dernières années. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, d'après le *SIPRI*, les dépenses militaires du monde ont dépassé les 2 000 milliards de dollars <sup>(9)</sup>.

### Jean-Michel JACQUES

Dans le contexte géostratégique actuel et face aux bouleversements que connaît notre monde, il est important de mobiliser la nation. À cet égard, il ne doit pas s'agir d'un épiphénomène de quelques semaines, mais bien d'une mobilisation sur la durée. L'exemple de la guerre en Ukraine le montre bien. Très vite, des drapeaux ukrainiens ont fleuri dans toutes les communes de France, des petits rubans aux couleurs de l'Ukraine ont été portés. Maintenant, quelques mois après et alors que l'hiver arrive, beaucoup de concitoyens ne font pas le lien entre ce conflit et l'augmentation du prix des énergies ou la nécessité, parfois, de réaliser des économies au quotidien. Force est de constater que la perception de la population vis-à-vis de la guerre n'est pas forcément celle de la communauté de défense. Si l'on regarde à l'échelle de l'ensemble de la population française, une large partie ne fait pas de lien direct avec ce qu'il se passe aujourd'hui et la guerre en Ukraine. Cela est lié au phénomène de guerre hybride et, parfois, la perception du conflit – qui ne prend pas forcément la forme de forces armées mais d'autres formes – est biaisée, mal perçue. Or, cette perception est essentielle dans une guerre. En effet, pour reprendre l'exemple de la guerre en Ukraine, nous voyons bien du côté russe que, sans douter du patriotisme de la population russe si la Russie était attaquée, dans le cadre d'une guerre projetée, présentée initialement par le

<sup>(8)</sup> Sommet de l'Otan ayant eu lieu au Pays de Galles les 4 et 5 septembre 2014 ([www.nato.int/](http://www.nato.int/)).

<sup>(9)</sup> STOCKHOLM INTERNATIONAL PEACE RESEARCH INSTITUTE (*SIPRI*), « Les dépenses militaires mondiales dépassent les 2 000 milliards de dollars pour la première fois », communiqué de presse, 25 avril 2022 ([www.sipri.org/](http://www.sipri.org/)).

Persistence de la guerre,  
résurgence de la puissance militaire

Kremlin comme une « opération militaire spéciale », la nation russe ne suit pas forcément dans sa globalité.

Face à la multiplication et la diversification des menaces envers notre défense nationale, pour mobiliser, sinon remobiliser, la nation vis-à-vis de ces enjeux, il y a plusieurs leviers majeurs.

Sur le plan humain, il convient de mieux communiquer autour des enjeux géostratégiques et de défense afin que la population les comprenne. À ce niveau-là, tous les acteurs doivent jouer leur part. Cela passe déjà par une communication responsable de la part des décideurs politiques : nous voyons trop de prises de paroles qui n'ont pas forcément un rapport à la vérité, mais qui s'apparentent plus à une stratégie politicienne. Ces prises de paroles vont parfois déformer une réalité et vont finalement influencer ou changer les perceptions de la nation. Cela est vrai pour les responsables politiques, mais aussi pour tous les acteurs qui détiennent une capacité d'influence. Le monde médiatique en fait partie. Si nous avons des journaux papiers de qualité en France, tant au niveau local qu'au niveau national, tout le monde ne les lit pas. Aujourd'hui, la plupart de nos concitoyens s'informent sur les réseaux sociaux ou la télévision. Leur perception de la guerre passe par ces canaux et, à ce titre, nous devons absolument et collectivement essayer de rétablir plus de vérité – en restant humbles sur la notion de vérité, parce qu'il y a toujours une part de connaissance ou de méconnaissance. Pour ce faire, nous avons déployé des moyens pour réguler toutes les plateformes de communication. Nous avons aussi, et j'y crois beaucoup, déployé des moyens pour mobiliser notre jeunesse et nos concitoyens, notamment avec le Service national universel (SNU) qui permet de sensibiliser nos jeunes aux enjeux géostratégiques, à ce qu'est l'armée, à ce qu'est de porter secours aux autres ou encore à ce qu'est la sécurité civile. Tous ces enjeux doivent être présentés et portés à notre jeunesse, mais aussi à l'ensemble de nos concitoyens. De ce fait, dans la prochaine Loi de programmation militaire (LPM) 2024-2030 et conformément aux ambitions du président de la République, rappelées lors de la cérémonie du 13 juillet 2022 à l'Hôtel de Brienne, nous allons augmenter les effectifs de la réserve. Je crois que pour nos concitoyens plus avancés dans les âges de la vie, cet engagement opérationnel est un bon moyen de servir la Nation.

Sur le plan budgétaire, nous devons continuer à avancer sur la trajectoire tracée depuis 2017. En effet, depuis cette date et avec la LPM 2019-2025, nous avons augmenté le budget de la défense de façon significative pour rattraper ce qui avait été délaissé, sinon détérioré, du fait de restrictions budgétaires dans le passé. Nous nous devons de poursuivre cet effort et maintiendrons une augmentation de 3 milliards d'euros pour le budget de la défense, tous les ans à compter de 2023, pour atteindre une dépense de 50 milliards d'euros annuels en 2025. La LPM 2019-2025 a fixé une trajectoire et, j'en suis persuadé, celle-ci sera préservée. Évidemment, le budget consenti pour la défense doit avoir également le consentement de la population et leur expliquer pourquoi cet investissement est aussi essentiel que celui dans l'Éducation nationale, par exemple. Par ailleurs, nous pourrions aussi aborder la problématique de la taxonomie, car nous voyons bien que l'investissement dans nos entreprises liées à la

Persistence de la guerre,  
résurgence de la puissance militaire

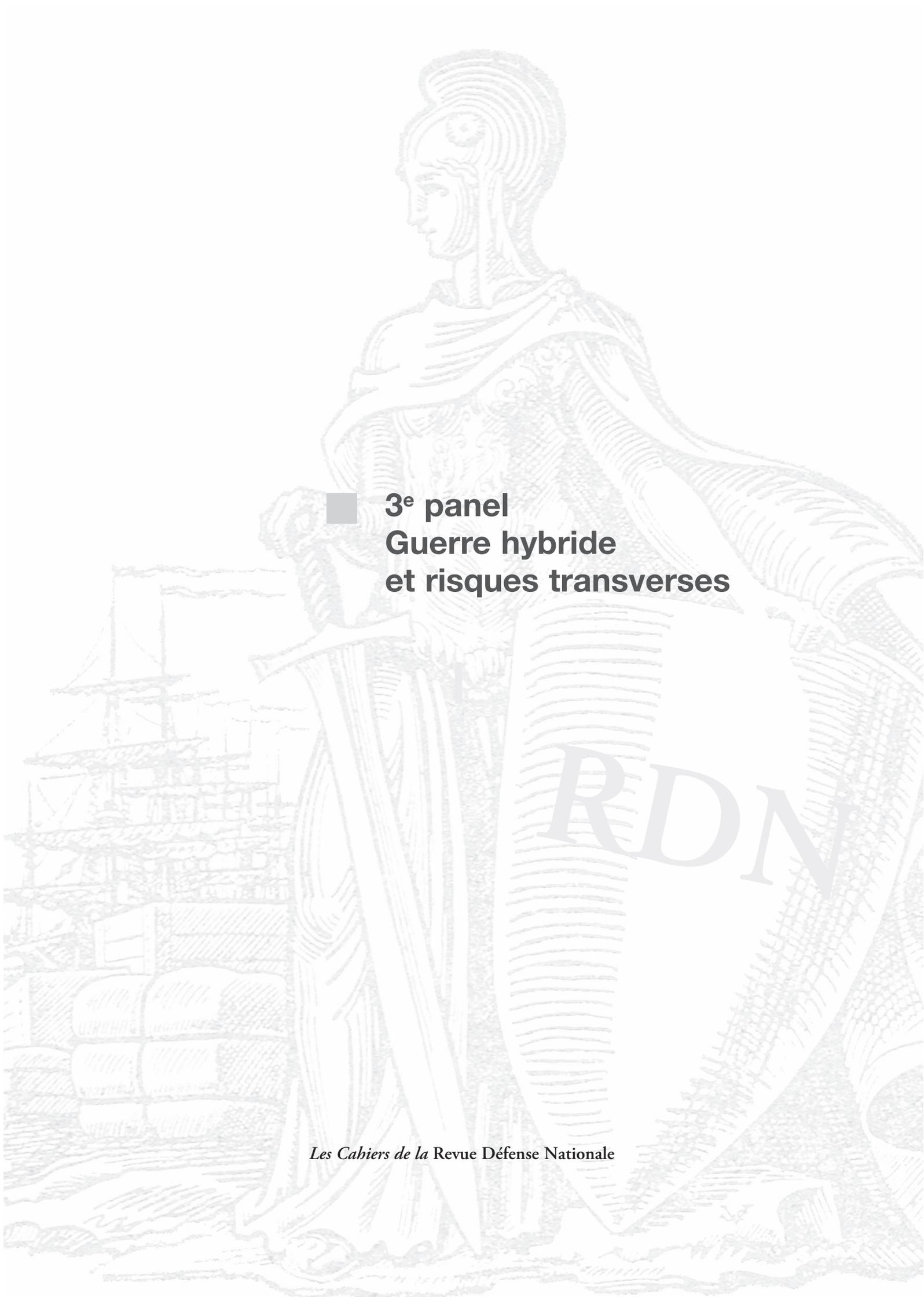
défense est indispensable pour susciter de l'innovation technologique ou répondre aux besoins capacitaires de nos armées. Sur ce point-là, il y a également un travail significatif à faire sur les perceptions.

Sur le plan de l'innovation et de la technologie, il est important de renforcer le maillage territorial dont nous disposons déjà en France pour capter les innovations développées par les entreprises dans nos territoires. Il ne faut pas seulement se contenter de laisser cette tâche à la Direction générale de l'armement (DGA) et l'Agence de l'innovation de défense (AID), mais il nous faut trouver des relais, des capteurs et des ramifications dans les territoires. Je pense par exemple aux chefs d'entreprise, aux élus, aux organismes économiques dans les régions ou encore dans les agglomérations. Encore une fois, il faut que chacun s'approprie les enjeux de défense. Cela est valable pour capter les innovations, mais également pour protéger nos entreprises innovantes car, à défaut de captation directe dans les territoires, nos compétiteurs, voire nos ennemis, pourraient se les approprier, et pourquoi pas pour nous les revendre plus tard alors même qu'elles sont d'abord françaises ! Sur le plan industriel, le président de la République et le ministre des Armées l'ont rappelé, il s'agit de disposer nos industries de sorte à instaurer une « économie de guerre ». Cela signifie qu'il faut réindustrialiser notre pays dans certains domaines : c'est une question de souveraineté ainsi que de volonté et de compréhension du monde complexe dans lequel nous vivons. Pour donner un exemple concret, une fonderie de Renault est implantée dans ma circonscription (6<sup>e</sup> du Morbihan) et fabrique des pièces en fonte pour les véhicules. Plutôt que de conserver cet outil industriel sur le territoire national, Renault a choisi d'investir en Turquie pour réaliser des économies sur la masse salariale mais, en réalité, avec les changements opérés sur le cours de l'énergie et l'augmentation des dénis d'accès à la mer présents et futurs, ce n'est pas forcément gagnant. Sur ce pan de la souveraineté industrielle, il faut donc emporter la nation, mais aussi nos industriels.

Sur le plan normatif, il y a également des actions à mener, car ce champ est particulièrement important. Si, aujourd'hui, au sein de la population, s'est installé le principe de précaution par lequel nous limitons nos risques et nos prises d'engagement, nous devons pour autant changer nos habitudes si l'on veut changer le reste. Cela implique de changer les mentalités en communiquant mieux et en faisant preuve de pédagogie envers la population pour l'amener à comprendre aussi qu'on ne peut pas tout protéger, qu'il y a toujours une part de risque et que les nations qui n'oseront plus prendre de risques seront amenées, à un moment donné, à perdre ou à être soumises à la loi de l'autre.

Enfin, sur le plan moral, je considère qu'il est important que l'on préserve la singularité du militaire français, qu'on la mette au cœur du sujet. Partir au combat à l'autre bout du monde et, parfois, y laisser sa propre vie, cela demande un engagement fort qui existe justement parce que le soldat se dépasse, parce qu'il agit pour la Nation et qu'il a un contrat avec elle, au plus profond de lui-même. Ce contrat, il le respecte et l'honneur, et la Nation reconnaît cet engagement en retour.

Pour conclure, j'estime que nous devons aujourd'hui développer et accentuer l'esprit de défense dans tous les domaines. Cela est l'affaire de chacun d'entre nous. ♦



■ **3<sup>e</sup> panel**  
**Guerre hybride**  
**et risques transverses**

RDN

# Guerre hybride et risques transverses

Vincent DESPORTES, Emmanuel DUPUY  
Patrick BOISSELIER (modérateur)

## **Patrick BOISSELIER**

Le sujet de cette table ronde porte sur les guerres hybrides et les risques transverses. L'intitulé peut sembler au premier abord un peu abstrait. Permettez-moi juste d'en circonscrire les contours, étant entendu que les spécialistes autour de cette table ne manqueront pas de préciser leur point de vue et peut-être de contredire les quelques éléments que je vous aurais proposés.

Une guerre est appelée hybride lorsqu'elle combine des opérations de guerre conventionnelle, de guerre asymétrique (ou irrégulière), de cyberguerre et d'autres outils tels que la désinformation. D'une certaine manière, cela a toujours existé, soit en combinant les quatre éléments, soit une partie d'entre eux. Le conflit en Ukraine en est un parfait exemple, les Russes se fondant sur les supposées volontés d'indépendance des citoyens dans les territoires occupés pour mener une guerre conventionnelle, tout en infligeant une propagande totalement déconnectée de la réalité, que ce soit à l'égard de la scène internationale, que de ses propres ressortissants ou encore des populations occupées qu'elle tente de « russifier » par tous moyens d'acculturation. La violence indiscriminée (viols, tortures, bombardements de la population civile, massacres de masse, déportation), les menaces de recours à l'arme nucléaire, constituent une guerre non conventionnelle à côté des manœuvres militaires. On sait également que la cyberguerre, en grande partie gagnée par les Ukrainiens, a une place importante dans le contexte. Aussi, à l'énoncé de ce mélange de genre, finalement, on peut tout de même se demander si le concept n'est pas trop flou pour constituer une définition solide. Nous verrons avec le général Vincent Desportes, chercheur puisque titulaire d'un doctorat en histoire, l'approche qu'il a de cette notion de guerre hybride.

S'agissant des risques transverses, la notion m'a laissé un peu perplexe, tant elle apparaît vaste. Pour rester dans un exemple concret – et la guerre en Ukraine nous fournit ample matière tant l'imagination des Russes apparaît grande, surtout face à la déconfiture actuelle de son armée – on peut citer le risque atomique lié aux combats près de Zaporijjia et de sa centrale ainsi que la déstabilisation de l'économie mondiale liée au pétrole et au gaz que produisent les Russes en abondance, ainsi que de la production céréalière dont les Africains font notamment les frais. Les Européens subissent

aujourd'hui une inflation due, pour partie du moins, aux mesures de rétorsion à l'égard de la Russie. Le recours au charbon afin de pallier aux problèmes de chauffage et de production d'électricité constituent des conséquences liées au conflit et aggravent le problème du réchauffement climatique. Les anciens États-membres de l'URSS voient éclore des conflits à leurs frontières. Les risques transverses peuvent être très différents dans leur nature. M. Emmanuel Dupuy, président de l'Institut prospective et sécurité en Europe (IPSE), nous entretiendra à ce sujet de la nécessité de, non seulement, anticiper l'hybridité des conflits et la transversalité des menaces, mais de nous y engager également en modalité offensive et plus simplement réactive.

## Vincent DESPORTES

### ***La guerre hybride existe-t-elle ?***

Pour répondre à cette question, il faut revenir à la définition de la guerre. La plus courte, classique et universelle est la suivante : la guerre est l'affrontement armé des volontés, ou la dialectique armée des volontés. Précisons, selon la définition qu'en donne Clausewitz : « Un acte de violence dont l'objectif est de contraindre l'adversaire à exécuter notre volonté. » En outre, sa célèbre formule : « La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens », nous permet de préciser l'objet.

La guerre est d'essence politique, elle constitue une relation particulière entre deux entités politiques. Clausewitz, à juste titre, considère donc à la fois que la guerre est un objet social et que tout moyen non politique peut devenir un outil de la guerre.

Il postule donc, dès le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, « l'extension sans limite du domaine de la guerre » pour reprendre l'expression de Pierre Servent <sup>(1)</sup>, que ce dernier emprunte lui-même à Michel Houellebecq qui évoquait, pour sa part, dans son ouvrage éponyme « l'extension du domaine de la lutte ».

À ce stade de notre raisonnement, nous remarquons qu'il est dans la nature de la guerre de n'avoir, en elle-même, aucune limite ni contrainte dans la palette de ses moyens. Clausewitz constate cependant qu'il existe une limite dans l'extension de la guerre, cette dernière se trouvant dans les faits dans l'impossibilité de monter aux extrêmes pour des raisons qui lui sont d'ailleurs étrangères.

### ***Le monde a-t-il connu des formes pures de la guerre ?***

Y a-t-il des guerres n'utilisant que des armes destinées à tuer et à détruire, ce qui sont les moyens d'action premiers et différenciant des armées. Probablement jamais.

On peut citer la bataille dite des Champions (546 av. J.-C.) qui opposa Argos à Sparte. Les deux villes s'étaient mises d'accord pour que seuls les trois cents meilleurs

---

<sup>(1)</sup> SERVENT Pierre, *L'extension du domaine de la guerre. Après les attentats, comment affronter l'avenir*, Robert Laffont, 2016, 300 pages.

hommes de chaque camp s'affrontent jusqu'à la mort, évitant ainsi l'engagement des deux armées. Dès le départ Argos et Sparte ont décidé d'accepter le verdict des armes et d'en rester là ; les deux cités respectent leur parole, au bénéfice de Sparte.

On peut citer les combats de chevaliers au Moyen Âge où « le combat des trente » en 1351 pendant la guerre de succession de Bretagne. Jean de Beaumanoir lance un défi à Robert Bemborough en lui proposant un tournoi. Celui-ci accepte et propose trente combattants dans chaque camp ; le lieu choisi se situe entre Josselin et Ploërmel.

L'un des camps l'emporte. La messe est-elle dite ?

Non, bien sûr. Comme cela ne cessera plus jusqu'aujourd'hui, le verdict des armes n'est pas respecté par le perdant qui le remet en cause, cherchant d'autres moyens de l'emporter. Pourquoi ? Parce que le principe fondamental de la guerre est immuable : pour imposer ma volonté à l'autre, je dois dominer ou contourner la sienne. La guerre s'empare donc naturellement de tous les moyens dont elle peut se saisir pour parvenir à son but : dominer ou contourner

Les responsables politiques comprennent très vite que la force militaire ne peut pas tout : elle n'est qu'un des instruments de la guerre. Ils comprennent rapidement que l'action militaire doit être combinée, dans le temps et dans l'espace, à d'autres actions, si elle veut produire un résultat politique. Récemment, nous avons nous-mêmes cru découvrir un concept nouveau, celui de « manœuvre globale », alors que la conduite de la guerre a toujours exigé d'organiser la convergence d'effets et de lignes d'opérations, cette convergence visant l'affaiblissement de la volonté de l'autre.

Clausewitz nous vient ici encore en aide, avec sa remarquable trinité. La guerre n'est pas l'affaire des militaires, elle est l'affaire de trois acteurs : l'État et ses dirigeants, l'armée et le peuple. Ce n'est donc plus seulement la volonté de l'armée qui est la cible de la guerre mais celles de l'État, de l'armée et du peuple, ce qui confère à la guerre une nature tridimensionnelle. Le conflit russo-ukrainien actuel en est une parfaite illustration.

L'extension de la guerre est donc dans sa nature même. Sa règle éternelle est simple.

- La guerre s'empare de tous les espaces que l'homme conquiert : terre, mer, air, espace nucléaire, Espace, cyberspace...
- La guerre s'empare de toutes les techniques que l'homme maîtrise ou même subodore.

\*

\*\*

Il n'y a pas de guerre hybride, parce que l'hybridité est dans la nature même de la guerre : il n'y a donc que la guerre et elle prendra, jusqu'à la destruction du monde, toutes les formes qu'elle pourra revêtir, elle s'insèrera dans tous les mondes et les espaces que nous découvrirons, parce que tant que l'homme sera l'homme il aura

toujours la tentation de la guerre pour les trois éternelles raisons décrites par Thucydide dans sa guerre du Péloponnèse : le pouvoir, l'honneur ou la richesse.

Nos adversaires seront intelligents. Ils feront tout pour que nos plans échouent. Ils seront hybrides quant à leurs actions et à leurs équipements – du plus rustique au plus moderne, des plus civilisés aux plus barbares. Ils seront aussi hybrides, car ils agiront toujours au cœur d'une intrication complexe alliant combats conventionnels, insurrections, criminalités et extrémismes religieux violents. Ils mêleront le militaire à l'alimentaire, l'énergie au social, l'économie au mensonge et à la propagande.

Alors ?

Contrairement à ce que nous avons longtemps cru, nous travaillerons toujours dans des situations d'incertitude croissante, aux rebondissements inattendus. Jamais le « brouillard de la guerre » ne se lèvera sur nos champs d'opérations. Les rôles des responsables politiques et des chefs militaires seront de plus en plus complexes, leurs champs d'action et de responsabilité s'ouvriront toujours davantage ; ils auront à maîtriser une gamme toujours plus étendue de savoir-faire et de savoir-être. Il nous faut donc travailler et chercher à comprendre, sans relâche, si nous voulons rester à la hauteur des défis que nous aurons sans cesse à relever.

Alors ?

Alors, nous devons être forts, déterminés. Car notre civilisation, si contestée aujourd'hui, est notre grande force, mais elle est également notre très grande faiblesse.

Nous combattons toujours une main derrière le dos pour lutter contre la barbarie qui, un temps assoupie, est en train à nouveau de s'emparer du monde.

## Emmanuel DUPUY

Je commencerai par reprendre la thèse du général, pour savoir si, oui ou non, cette hybridité existe, et pour savoir si nos adversaires sont si prévisibles que cela. Je voudrais, en complément de ce qu'Alain Bauer nous invite à faire, puisqu'il a évoqué les deux officiers qui ont écrit *La Guerre hors limites* <sup>(2)</sup>, en citer un autre beaucoup plus ancien : Sun Tzu <sup>(3)</sup>, avec cette formule qui me semble poser le débat – « Sois subtil jusqu'à l'invisible, sois mystérieux jusqu'à l'inaudible. Alors, tu pourras maîtriser le destin de tes adversaires. » Je voudrais commencer à évoquer ce propos en mettant en avant à la fois l'hybridité des conflits et la transversalité des menaces. Même si cela peut paraître dialectiquement critiquable, un certain nombre de nos adversaires l'ont proclamé comme un moyen de faire la guerre. Nous devons donc en tenir compte d'une manière défensive et peut-être même de manière offensive.

<sup>(2)</sup> LIANG Qiao et XIANGSUI Wang, *La guerre hors limites*, Payot Rivages, 1999 (rééd. 2003 et 2006), 322 pages.

<sup>(3)</sup> SUN TZU, *L'art de la guerre*.

Évidemment, tout cela s'inscrit dans un contexte : celui dans lequel nos forces agissent, et dans lequel notre action diplomatique essaye d'évoluer. Le retour de la guerre de haute intensité est une réalité que l'on voit en Ukraine aujourd'hui, en mer de Chine demain, peut-être aussi entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan bientôt. Nous faisons face à une conflictualité récurrente enkystée au Sahel, ce que l'on appelle sous le seuil de la conflictualité, avec deux dynamiques qui sont malheureusement persistantes. D'abord, des menaces intraétatiques : on l'a vu encore récemment, avec l'attaque d'un convoi humanitaire au Burkina Faso. Et puis, depuis peu (mais c'est aussi une problématique ancienne) des fragilités interétatiques qui perturbent la manière dont les États travaillent ensemble. Prenons l'exemple des coups d'État au Mali en mai 2020 ou au Burkina Faso en janvier 2022, qui semblent avoir distendu la manière dont on pense la réponse aux insécurités. Nous assistons aussi au retour des « stratégies de politique de puissance ». C'est ainsi que le président Emmanuel Macron les a désignées, lors du discours aux ambassadeurs. Les stratèges russes évoquent cela en y associant le retour de la politique de puissance des démocraties souveraines. Vladislav Sourkov l'évoque en mettant en avant que la Russie, la Turquie, la Chine et peut-être d'ailleurs l'Iran ont aussi le droit d'avoir leurs propres stratégies de puissance, qui *de facto* obèrent un peu sur notre façon de concevoir les relations internationales.

Si la doctrine de l'hybridité n'existe pas, il faut avoir l'esprit qu'elle a été conceptualisée par le général Valeri Guerassimov, chef d'état-major des forces armées de la Fédération de Russie. Il évoquait le fait que, dès 2014, la conquête du Donbass et de la Crimée, et en parallèle de manière gigogne l'intervention militaire russe à partir de 2015 en Syrie, que « le rôle des moyens non militaires dans la réalisation d'objectifs politiques et stratégiques s'est accru, et a même dépassé le pouvoir de la force des armes ». Cela ne signifie pas qu'ils se substituent, mais ils complètent l'action militaire. Évidemment, on pourrait avoir à l'esprit que le conflit en Ukraine nous offre finalement une sorte de condensé, de cas d'école, de ce qu'est cette transversalité ou cette hybridité des menaces. Le concept par exemple de l'atteinte aux câbles sous-marins ou aux gazoducs, ce qui est conceptualisé dans la *Revue stratégique* comme le *Seabed Warfare* en est un exemple parmi tant d'autres. Il met en avant un autre aspect : nous sommes très fragiles par rapport à nos infrastructures critiques, notamment nos gazoducs. *De facto*, cette instabilité, cette imprévisibilité et cette ambiguïté stratégique vont de pair avec l'extension du champ de la confrontation ou de la conflictualité. C'est inscrit dans la *Revue stratégique* de 2017 <sup>(4)</sup>, ça a été révisé dans son actualisation en février 2021 <sup>(5)</sup>. La compétition est permanente, tout comme la contestation à la fois dans les champs économique, géopolitique et géoculturel. Elle va, en dernier recours, vers un affrontement davantage militaire.

Au-delà de ces questions, je voudrais changer la manière de percevoir le sujet. Si on part du principe que ces hybridités se substituent temporairement, définitivement ou ponctuellement à l'éventualité d'un affrontement direct sur le terrain, notre puissance militaire doit y faire face ou la prendre en considération, même si beaucoup en

<sup>(4)</sup> *Revue stratégique de défense et de sécurité nationale*, 2017, 111 pages (<https://medias.vie-publique.fr/>).

<sup>(5)</sup> Actualisation stratégique, février 2021, 56 pages ([www.defense.gouv.fr/](http://www.defense.gouv.fr/)).

doutent. D'où une série de questions, qui amènera une série de propositions de ma part, très succinctement présentée.

Premièrement, par rapport à cette évolution de la conflictualité, le passé nous apprend qu'il faut impérativement éviter les hésitations stratégiques. Il ne faut surtout pas faire comme on l'a fait avec un certain nombre de domaines et de rendez-vous manqués. Il ne faut pas être dans la guerre d'aujourd'hui et avoir une guerre de retard. Je prendrai l'exemple des drones : nous n'avons pas vu le changement de nature des conflits. Il a donc fallu attendre l'autorisation du Parlement en décembre 2017 pour que nos drones *Reaper* puissent être utilisés dans le Sahel et fassent partie de notre stratégie militaire sur le terrain. Nous sommes d'ailleurs loin des investissements nécessaires pour les drones dont nous avons besoin, je ne prendrai que l'exemple de l'*Eurodrone* : nous nous dotons très tardivement, en tout cas après beaucoup de nos partenaires, de ce drone *Male* de moyenne altitude et de longue endurance. La cyberdéfense est un deuxième exemple : ce sont des outils qui pourraient permettre une résilience à cette transversalité ou à cette hybridité. Le rapport du sénateur Jean-Marie Bockel évoquait la possibilité de renforcer les capacités de cyberdéfense et d'anticiper, d'offrir une nouvelle alternative avec des capacités offensives. Ce rapport est de 2012. Il a fallu attendre janvier 2019 pour que la *Revue stratégique cyberdéfense* évoque le recours possible à des actions informatiques offensives qui viendraient compléter la palette de notre dissuasion.

Quatre autres éléments sont à prendre en compte dans ces transformations :

- L'externalisation est devenue une réalité. Certaines de nos armées pratiquent la sous-traitance, la privatisation pour des opérations cinétiques ou tout simplement pour la protection armée en zone à risques. La France avait évoqué l'idée de travailler dans ce sens. Le rapport des deux députés Jean-Claude Viollet et Christian Ménard date de février 2012. En dix ans, nous n'avons pas beaucoup avancé sur la manière d'investir dans le champ des entreprises de services de sécurité et de défense – SMP, Société militaire privée.
- La maritimisation. La stratégie indo-pacifique est une réalité depuis novembre 2019, et elle fut rehaussée dans un volet européen à partir de février 2022. C'est une priorité absolue, puisque 93 % de nos zones économiques exclusives (ZEE) dépendent de la sécurisation de nos terres et la protection de nos intérêts à la fois stratégiques et vitaux dans les océans Indien et Pacifique.
- L'Espace. Évidemment, il y a une double tournure entre l'arsenalisation de l'espace et la privatisation de l'espace (*New Space* ou « ubérisation » de l'espace). Ce sont là des domaines dans lesquels notre pays est un petit peu en retard.
- La guerre informationnelle. C'est là un point essentiel quand il s'agit de faire face à l'hybridité ou à la fragilisation de notre investissement en matière de défense, puisque la compétition se fait aussi dans le domaine de l'influence, de la perception. Il s'agit de nous défendre, mais aussi potentiellement d'avoir nous-mêmes notre propre narratif. Cela nous permettrait de disposer d'une capacité offensive à attaquer ceux qui sont en train de l'envisager ou malheureusement de le faire. Je me

réjouis qu'il y ait une coordination du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) avec la cellule *anti-infox*, sous l'égide de l'ambassadrice Anne-Sophie Avé. Le ministère des Armées est doté de la même agence sous la direction du général Pascal Ianni. Mieux vaut le faire maintenant, mais il eut été intéressant de le faire avant.

Notre système de coopération, de sécurité collective, notre appartenance à un système de défense collective et de coopération sécuritaire nous offre-t-il les garanties minimales pour nous prémunir en autonomie, en souveraineté ou en tout cas faire face aux menaces évoquées ? Je paraphrase ce qu'a dit le général ce matin : « il s'agit de freiner, d'empêcher nos adversaires de s'en prendre à nous », comme l'évoquait le général Thierry Burkhard dans son concept stratégique en octobre 2021. Nous disposons d'outils : l'article 5 de l'Otan, l'article 222 du traité de Lisbonne, l'article 42 alinéa 7, offrant une coopération si une catastrophe d'origine environnementale ou humaine obère la sécurité d'un pays. D'autres disposent de l'article 4 de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) qui permet aux pays qui en sont membres <sup>(6)</sup> de faire appel à une protection des autres. Ce dernier n'a pas été utilisé quand deux pays se sont fait la guerre récemment ou quand l'Arménie a demandé que cet article 4 soit brandi. Est-ce que cette *doxa* des articles de sécurité collective est réellement envisagée, sachant que l'article 5 n'a été utilisé que pour lutter contre les *Taliban* ou pour justifier l'intervention unitaire en Afghanistan.

Les différentes projections stratégiques dans lesquelles nous sommes engagés – la *Revue stratégique* actualisée de février 2021, la *Boussole stratégique* de l'Union européenne (UE) votée en mars 2022 au niveau du Conseil européen ou tout simplement le *concept stratégique* de l'Otan à l'horizon 2030 voté à Madrid – devraient prendre en compte une posture défensive vis-à-vis de ces menaces. Nous engage-t-elles dans une logique proactive ou offensive ? Peut-être devrions-nous, par symétrie, avoir notre stratégie de l'hybridité et de l'influence, pour permettre à nos adversaires d'être dissuadés d'utiliser ces moyens ambigus au sens propre du terme, qui sont les corollaires des stratégies hybrides.

Alors que faire ?

Investir dans le narratif plus inclusif : prenons l'exemple de nos opérations extérieures. Dé-Barkhaniser notre intervention au Sahel pour reprendre une initiative que nous avons perdue dans un certain nombre de pays, notamment ceux qui ne veulent plus de notre intervention militaire. Il s'agit de mener une contre-offensive à la guerre informationnelle qui vise à dénaturer, à remettre en cause la légitimité, l'efficacité, l'efficience de l'intervention militaire.

Renforcer notre puissance normative : pour cela nous avons des outils, que nous n'utilisons pas suffisamment, alors que vient de se terminer la 77<sup>e</sup> Assemblée générale des Nations unies. La Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948, la Charte de l'ONU évidemment, l'engagement pour la révision

<sup>(6)</sup> La Russie, la Biélorussie, l'Arménie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan.

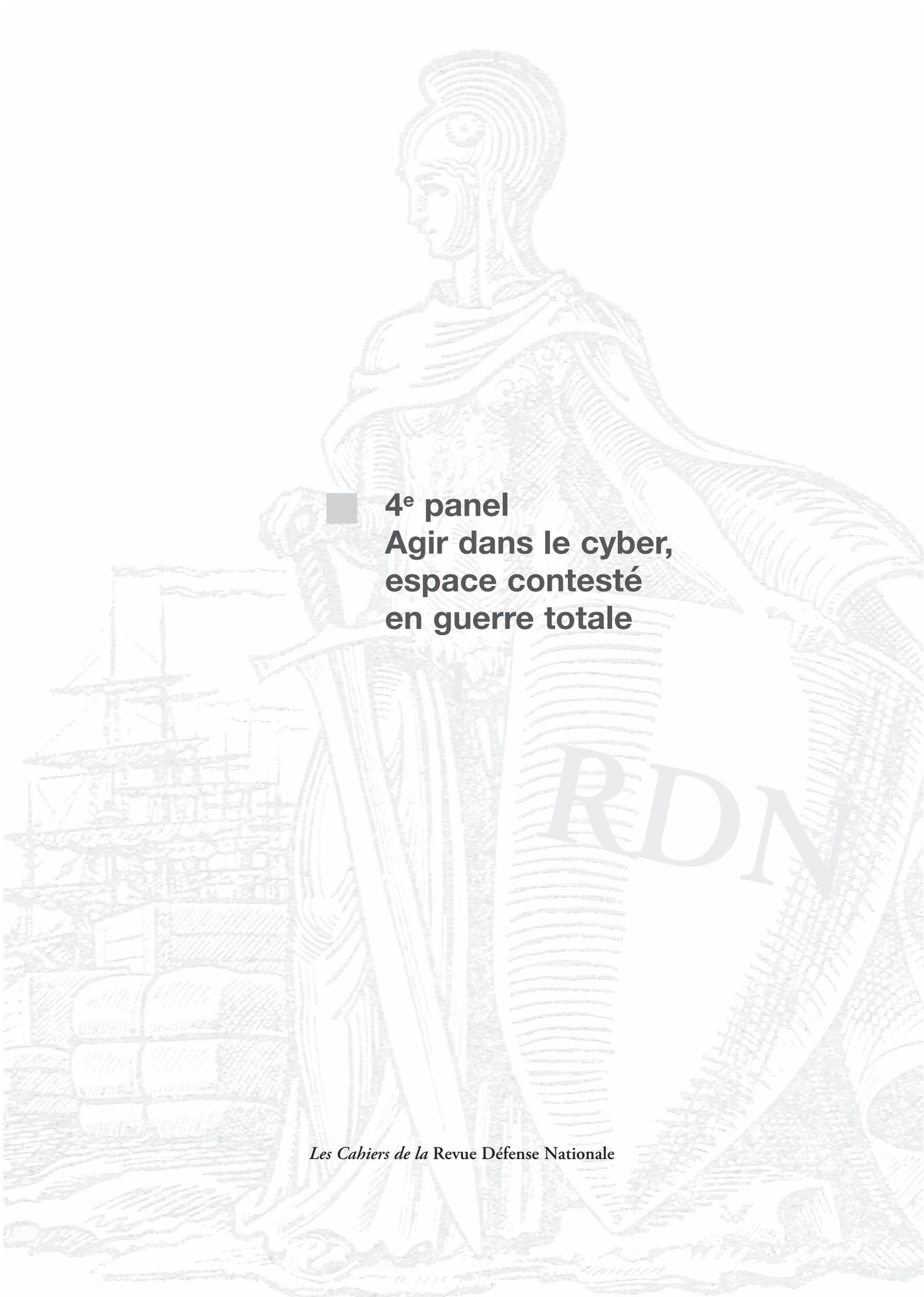
de l'article 6 du Traité de non-prolifération – pierre d'achoppement à propos de laquelle la France, puissance nucléaire, aurait dû prendre l'initiative si elle estime qu'il est utile et logique de se désarmer –, le renforcement de la justice internationale à travers le Statut de Rome créant la Cour pénale internationale (CPI) en 1998, ou à l'aune de ce qui se passe en Ukraine, un caractère proactif pour créer un tribunal pénal qu'Emmanuel Macron a évoqué en filigrane dans son intervention lors de l'Assemblée générale. Il convient de renforcer les tentatives de l'utilisation du droit, afin de renverser la manière dont le *lawfare* est utilisé contre nous, en mettant en avant la force, la prégnance, la légitimité l'historicité de nos normes, le droit continental, contre le droit communautaire comme un gage de cohésion politique, sociétale, la manière de faire affaire ensemble à travers cet outil du droit international des affaires...

Recourir aux sanctions quand cela est strictement nécessaire, pour que nous ne soyons pas nous-mêmes pris au piège de la considération selon laquelle nous sanctionnons beaucoup quand cela nous arrange et peu quand nos intérêts vitaux sont engagés. C'est en tout cas ce que perçoivent certains pays émergents, notamment en Afrique, qui ne comprennent pas le proactivisme dont nous faisons preuve vis-à-vis de l'Ukraine et qui interrogent un prétendu deux poids deux mesures.

Réformer le multilatéralisme, ce qui passe par un élargissement du Conseil de sécurité des Nations unies. C'est un vieux serpent de mer, mais il est utile de l'avoir à l'esprit quand le multilatéralisme est mis à défaut d'être en parfaite cohésion, comme l'a illustré le 22<sup>e</sup> sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) à Samarcande. Je pense également aux logiques de libre-échange continental entre le Canada, les États-Unis ou le Mexique, ou même le *Regional Comprehensive Economic Partnership* qui réunit l'ensemble des pays d'Asie du Sud et d'Asie du Sud-Est. Cela crée des mastodontes financiers, dans lesquels il existe une cohésion politique et sociale que nous n'avons pas en Europe. Nous n'avons pas avancé sur un partenariat eurafricain alors que se crée une zone de libre-échange continentale et que nous avons l'espace économique européen.

Enfin, ne pas exclusivement basculer dans l'asymétrie des menaces – guerre contre le terrorisme, la piraterie maritime, les narcotrafiquants. Il faut continuer à pratiquer la contre-insurrection, tout en comprenant qu'elle est concomitante au retour de la guerre. La bascule du modèle de 2013 « paix, crise et guerre » à celui de 2017-2021 « compétition, contestation et affrontement » ne doit pas nous faire oublier que nos partenaires diplomatiques d'aujourd'hui seront peut-être nos adversaires systémiques de demain – peut-être le sont-ils d'ailleurs déjà. En outre, ces partenaires diplomatiques sont aussi des compétiteurs économiques.

Le silence ne vaut pas l'inexistence : le général Éric Bucquet a évoqué le fait que nos adversaires agissent en silence, subrepticement, sous le radar. Il faut peut-être améliorer la granularité de la perception des signaux faibles pour ne pas seulement devoir répondre, mais plutôt anticiper. ♦



■ **4<sup>e</sup> panel**  
**Agir dans le cyber,  
espace contesté  
en guerre totale**

RDN

# Agir dans le cyber, espace contesté en guerre totale

Nassima AUVRAY, Melissa HATHAWAY, Éric FREYSSINET  
Philippe BAUMARD (modérateur)

## Philippe BAUMARD

Ce panel est d'actualité puisque vous avez entendu tous les débats sur les guerres grises, le rôle montant du cyber à la fois dans le conflit ukrainien et de façon générale dans les mécanismes de déstabilisation entre États ou entre groupes indépendants criminels et États. Nous allons essayer de relever le défi très particulier d'essayer de comprendre quels en sont les mécanismes, avec trois intervenants exceptionnels. Nassima Auvray, directrice de la stratégie et du *marketing* des solutions de « *cloud de confiance* » d'Orange, a aussi une longue carrière à la Direction générale de l'armement (DGA) dans le domaine de la guerre électronique. Le général Éric Freyssinet, anciennement Comcyber en second, est aujourd'hui le directeur scientifique de la Gendarmerie nationale. Melissa Hathaway, enfin, a été conseillère à la Maison Blanche pour plusieurs administrations et a eu un rôle essentiel dans la structuration des Administrations Bush et Obama. Aujourd'hui, elle conseille les Affaires étrangères américaines dans la conceptualisation des doctrines et des politiques stratégiques américaines en matière de cyber et participe à la structuration de l'industrie cyber mondiale. Nous sommes très honorés de sa participation aux Assises nationales de la recherche stratégique.

## Nassima AUVRAY

Il est important de rappeler que, sans être dans un contexte de guerre totale, depuis plusieurs années, le cyberspace est un vecteur de rivalité géopolitique et un vecteur de guerre économique.

J'aimerais d'abord revenir sur ce que constitue le cyberspace. Dans l'imaginaire collectif, le cyberspace est un espace immatériel, sans frontière. On utilise même le terme de *cloud computing* (nuage informatique) pour représenter ce qui a trait au stockage de données. En réalité, c'est bien plus qu'un objet vaporeux. Le cyberspace reste un espace multidimensionnel, dont une partie s'appuie sur du matériel, des infrastructures, des réseaux. De façon très schématique, le cyberspace se compose de trois couches : une couche physique et concrète – câbles sous-marins, fibres optiques, *data*

*centers*, serveurs, ordinateurs –, une couche logicielle ou applicative – protocoles, systèmes d'information, applications – et, enfin, la couche informationnelle ou cognitive – échanges, contenus sur les réseaux sociaux... Ce point de définition est important, car on parle beaucoup de cyberattaques, mais il faut se souvenir que ces trois couches peuvent faire l'objet d'attaques. En ce qui concerne la couche physique, nous pouvons prendre l'exemple des câbles sous-marins. Ceux-ci sont la colonne vertébrale des télécommunications mondiales contemporaines et représentent près de 97 % à 99 % du trafic total d'*Internet*. Ces infrastructures sont donc aussi cruciales que les gazoducs ! Quand on parle de cyberspace, c'est concret ! L'Ukraine, par exemple, a fait appel à un acteur américain pour avoir accès à un réseau qui ne s'appuierait pas, justement, sur cette colonne vertébrale que constituent les câbles sous-marins, mais plutôt sur un réseau satellitaire, *Starlink* en l'occurrence.

Toute la complexité du cyberspace vient du fait qu'il se constitue d'un enchevêtrement entre des réseaux interconnectés, des machines, des réseaux humains, des flux de données... C'est un espace d'informations et d'échanges aux frontières floues, ce qui est complexe à gérer au quotidien. Il fait intervenir des acteurs autres que des États, mais également des géants du numérique : on entend beaucoup parler de GAFAM (Google Apple Facebook Amazon Microsoft) et de BATX (son homologue chinois). C'est un espace de confrontation économique et géopolitique. Quand bien même il n'y aurait pas de territoires géographiques à proprement parler concernant le cyberspace, il existe quand même des enjeux en matière de souveraineté. Il est par exemple question aujourd'hui de souveraineté énergétique ou agricole. Qu'est-ce que la souveraineté numérique ? C'est une notion très complexe, énormément d'écrits sont passionnants autour de cette notion. À ce jour, il n'existe pas de définition juridique de la souveraineté numérique. Plusieurs approches cohabitent : certains, assez naturellement, définissent la souveraineté numérique comme la continuité de la souveraineté d'un État dans le cyberspace. Encore faut-il définir ce que représentent les frontières du cyberspace, puisque la souveraineté d'un État est avant tout l'autorité exercée sur une population dans un territoire donné. Sur le cyberspace, c'est un peu plus complexe. Une autre définition consiste à dire que la souveraineté numérique est avant tout la maîtrise de toutes les briques technologiques qui sont associées au cyberspace. De la même façon, on peut poser la question : jusqu'à quel niveau faut-il descendre quand on parle de briques technologiques ? Par exemple sur le *cloud*, faut-il s'arrêter au serveur, ou descendre au niveau des semi-conducteurs, des *chipsets* ou même aller jusqu'aux terres rares ? Faut-il considérer qu'il est nécessaire de reprendre une certaine forme de souveraineté sur un certain nombre de métaux rares pour pouvoir asseoir cette souveraineté numérique ? C'est très compliqué. La souveraineté numérique passe aussi par l'exercice d'une autorité par la réglementation. En plus des géants du numérique, les États-Unis et la Chine sont deux grands acteurs. L'Europe se positionne aussi sur ces questions de souveraineté numérique et pas seulement sous l'angle réglementaire. Beaucoup d'exemples montrent l'approche différente que l'Europe peut avoir par rapport à d'autres acteurs : la Réglementation générale pour la protection des données (RGPD), et d'autres initiatives liées à la régulation du monde du numérique (*Digital Market Act* ou encore le *Digital Services Act*). Certains pays, comme l'Australie par

exemple, se sont fortement inspirés de la démarche européenne du RGPD pour apporter un cadre juridique lié à la protection des données des utilisateurs.

### **Philippe BAUMARD**

Vous avez évoqué cette définition de la souveraineté numérique avec le fameux modèle historique en couches. Dans la nouvelle doctrine russe rédigée sous la bienveillance et le contrôle direct de Vladimir Poutine en 2016 (on voit quand même les différences entre États), le concept de souveraineté numérique a été étendu à la question de culture et d'identité nationale. Il n'y aurait pas, dans la conception russe, de frontières entre l'information du peuple, l'information d'État et la culture russe. Dès lors, on s'oppose à cette vision industrielle de la souveraineté numérique importée principalement par les États-Unis, où il y a une distinction très forte entre ces couches techniques et la culture, qui est quelque chose qu'on ne touche pas. Que se passera-t-il quand, en parlant de couches, la couche supérieure (*IoT – Internet of Things* et satellitaire) va devenir la couche dominante, c'est-à-dire que les couches inférieures vont devenir des *commodities* ? Va-t-il falloir redéfinir ce concept de souveraineté numérique, en expliquant qu'on ne peut plus caractériser ce qui est un bien culturel, un constituant culturel d'une nation ? On va être dans un système qui est très écrasant. Dans dix ans, on aura un *metavers* banalisé, les interactions entre les populations seront, de toute façon, dans cette couche virtuelle.

### **Nassima AUVRAY**

On voit que la souveraineté numérique est le miroir de l'évolution et du contexte géopolitiques. Vous avez mentionné l'exemple de la Russie : chaque État ou groupe d'États a une vision spécifique de ce qui relève de la souveraineté numérique.

Pour revenir sur la question des réseaux satellitaires, et *quid* de ce qui existe : aujourd'hui, quand on dit que 97 % du réseau passe par *Internet*, j'ai du mal à croire que demain ce réseau sera remplacé par le réseau satellitaire. En revanche, il y a un intérêt à développer ce réseau satellitaire. Finalement, il se présente aussi, comme on l'a vu dans le cas ukrainien, comme une alternative en cas de défaillance, de contraintes ou de non-maîtrise de ce réseau-là.

### **Philippe BAUMARD**

Dans le conflit ukrainien, on a pu souligner l'efficacité des activités de cyber-guerre. Il y a eu beaucoup de *deep-faking*, mais il n'y a pas une efficacité extraordinaire, ou en tout cas moins de résultats par rapport à ce qu'on aurait pu attendre d'opérations de cyber-guerre de grand niveau, à l'exception de campagnes russes menées aux États-Unis ou sur des infrastructures critiques. Toutefois, on a appris une chose : l'extraordinaire rôle de l'*OSINT* (*Open Source Intelligence – Renseignement d'origine sources ouvertes – Roso*). On voit bien que le *cloud*, les réseaux *Starlink*, la participation de la population dans l'identification de cibles, dans le travail de support, ressemble

beaucoup à un travail de support aux forces déployées pendant la guerre froide, qui était alors conduit par les États. Il y a un lien avec la souveraineté numérique. Est-ce qu'avoir une population très bien éduquée, capable de prendre part au conflit par du soutien et par de l'*OSINT* ne change pas la donne sur la question d'un cloud globalisé ? Comment faut-il réfléchir à cette question ? Aujourd'hui, l'Union européenne (UE) n'a pas pris en considération cette dimension.

### **Nassima AUVRAY**

Quand on parle de *cloud*, c'est avant tout un réseau d'infrastructures, des serveurs reliés entre eux. Ces serveurs hébergent des données, et ont vocation à traiter des applications, des systèmes d'information pour pouvoir gagner en efficacité. Comment est venue cette notion de *cloud* souverain ou de *cloud* de confiance ? Parfois, le choix est fait de confier des données à un opérateur tiers (*cloud services provider*), parce qu'on considère que l'on n'a pas les compétences requises, ou parce que cet opérateur tiers dispose d'une telle avance en matière de R&D qu'il peut proposer des applications achetables à la minute. Cela revient à confier une partie d'un bien stratégique, dont on ne sait ce qu'il va devenir. Aujourd'hui, il y a un enchevêtrement entre tous les enjeux technologiques et les enjeux réglementaires. J'expliquais que le cyberspace n'avait pas de frontières. Vous avez peut-être entendu parler des législations extraterritoriales qui permettent à un État de pouvoir accéder à distance à des données stockées chez un *cloud provider* qui a la même nationalité que cet État. Quand bien même le *data center* se trouverait en France, par exemple, s'il est propriété d'un opérateur étranger, le juge étranger peut potentiellement avoir accès aux données. Ça complexifie les choses : fut un temps où l'on pensait qu'il suffisait d'avoir ses *data center* en France pour pouvoir exploiter les données et mettre en place les mesures en matière de sécurité, de protection des données et de confidentialité. On se rend compte que c'est plus compliqué que cela. Ce n'est pas toujours perceptible : la donnée est un bien immatériel, et on ne mesure pas toujours la force et la puissance qu'un acteur qui a accès à ce magma de données peut avoir. C'est là où cette notion est compliquée. L'Europe s'investit grandement sur le champ réglementaire car c'est un moyen de se protéger, en plus de l'intérêt que cela présente en termes de politique industrielle et technologique. Il est en effet opportun d'identifier des secteurs clés dans lesquels il y a intérêt à investir. En tout cas, lorsque l'on parle de souveraineté numérique française aujourd'hui, on doit le faire à l'échelle européenne.

### **Melissa HATHAWAY**

Je veux vous donner un aperçu de la façon dont je vois les choses dans le monde, et dans le contexte de la Russie et de son action dans le cyberspace, il s'agit d'un espace contesté. Nous sommes en conflit de basse intensité et en guerre, et cela nous affecte tous. Les Russes considèrent qu'il s'agit d'une confrontation d'informations, tant sur le plan technique que psychologique. L'objectif de causer des dommages aux systèmes critiques sape les systèmes politiques, économiques et sociaux, et manipule psychologiquement le public pour déstabiliser l'État. Nous voyons toutes ces

notions réunies dans le monde entier, et pas seulement dans le cadre de la guerre en Ukraine.

Nous considérons qu'il s'agit d'une guerre hybride. Leur principal objectif est d'affaiblir les alliances occidentales et nos démocraties. Les tactiques, techniques et procédures qu'ils utilisent dans les Balkans, dans le Caucase et en Ukraine sont une combinaison d'information et de propagande, ainsi que d'opérations techniques et cybernétiques qui leur permettent de cibler avec précision, en particulier lorsqu'il s'agit d'utiliser des logiciels malveillants pour cibler nos systèmes de contrôle industriels.

*RT* perfectionne sa représentation de l'Occident comme le « grand méchant loup » et utilise la guerre algorithmique par l'intermédiaire de l'agence de recherche sur internet et des robots pour canaliser ses messages. Plus récemment, en raison des suppressions de contenu sur nos plateformes de médias sociaux, ils se sont tournés vers la guerre algorithmique par le biais des sites de leurs ambassades et continuent de diffuser leurs messages.

La Russie utilise également des mandataires, des organisations criminelles, pour rançonner nos entreprises et agir en tant qu'agents de l'État pour contourner les sanctions. Il s'agit là d'un aspect incontournable des différents aspects de la guerre que nous voyons mis en œuvre par les Russes.

En moyenne, au moins 70 acteurs de la menace sont impliqués dans la guerre en Ukraine, ce qui laisse le champ libre à l'escalade et aux erreurs de calcul entre nous tous, en tant qu'alliés, et entre la Russie et l'Ukraine en particulier. Récemment, nous avons constaté l'existence d'au moins sept groupes de menaces persistantes avancées (APT) ayant des liens avec le gouvernement russe. Ils travaillent avec le FSB et la DRU. Vingt nouvelles souches de logiciels malveillants et neuf nouveaux virus Wiper sont utilisés dans le but de détruire les biens d'équipement. Ils sont utilisés contre les médias, les systèmes de télécommunication et l'énergie électrique.

Microsoft a identifié un « espionnage stratégique » contre de nombreux gouvernements, institutions et groupes de réflexion soutenant Kiev ou la guerre d'un point de vue ukrainien.

Nous ne pouvons pas oublier le ciblage stratégique de SolarWinds, qui est similaire à Orion, un outil de gestion et de surveillance de réseau que les Russes ont utilisé pour obtenir un accès racine au code. Ils ont pu télécharger et accéder à des centaines d'entreprises. Cela leur a également permis d'accéder à environ 25 % des compagnies d'électricité aux États-Unis et ailleurs. Il s'agit d'un accès permanent qui leur permet de causer des dommages à l'avenir en coupant l'électricité. SolarWinds leur a également donné accès au code source principal de Microsoft et nous assistons aujourd'hui à la manipulation de Microsoft 365, leur donnant accès aux infrastructures en nuage et sur site et leur permettant de diffuser des logiciels malveillants qui ne sont pas détectés par le système de défense de Microsoft, ni par le système de défense ou tout autre logiciel qui détecte ces activités.

En mai 2021, DarkSide, un groupe de pirates informatiques russes travaillant pour le compte de l'État, a rançonné l'un des plus grands oléoducs des États-Unis. Ils ont pu accéder à la fois aux technologies de l'information et aux technologies opérationnelles.

La rançon pour obtenir les clés permettant de restaurer les systèmes informatiques affectés était en fait assez faible. Il ne faut pas oublier que les États-Unis ont levé toutes les sanctions contre Nord Stream 2 moins d'une semaine plus tard, peut-être en contrepartie de la remise des clés permettant la circulation du pétrole et du gaz aux États-Unis, et autorisant ensuite la circulation du pétrole et du gaz en Europe.

Aux États-Unis, nous suivons également le RagnarLocker russe, un autre gang ou syndicat criminel de rançongiciels qui travaille pour le compte du gouvernement russe. Il a une présence persistante dans 52 cibles d'infrastructures américaines critiques dans 10 secteurs différents, dont le réseau électrique, le secteur des services financiers et d'autres domaines clés. Les États-Unis ont également attribué un ciblage spécifique des systèmes de contrôle industriel où les Russes ont eu accès au code de Schneider Electric, Open Platform, etc., où l'on peut voir quelque chose comme des logiciels malveillants spécifiques que nous avons vus adaptés au réseau électrique en Ukraine. Cela pourrait être exécuté contre n'importe laquelle de nos infrastructures critiques, maintenant qu'ils ont compromis trois des technologies clés.

La probabilité d'une erreur de calcul est élevée, alors que nous commençons à voir l'électricité se déstabiliser davantage dans le sud de l'Ukraine, les discussions sur « l'escalade pour désescalader » et l'utilisation possible d'armes nucléaires. Nous verrons la Russie continuer à limiter la distribution du pétrole, du gaz et de l'électricité en utilisant des effets cybernétiques, comme elle l'a fait en mai 2021 contre les États-Unis avec DarkSide. En novembre 2021, ils ont attaqué les fabricants de turbines du Danemark en utilisant un autre de leurs gangs russes. En janvier 2022, ils ont pu détourner et arrêter l'acheminement des fournitures de pétrole en Europe dans au moins 17 terminaux différents aux Pays-Bas et en Allemagne en utilisant le rançongiciel BlackCat. Les éoliennes allemandes Enercon et Nordex ont été infectées par des virus d'essuie-glace, des pluies acides adaptées à la production d'énergie éolienne. En mars 2022, les États-Unis ont déclaré que 25 % de leurs compagnies d'électricité étaient toujours exposées au virus SolarWinds.

En outre, nous nous tournons vers leur propagande et leur narration. Ils ont beaucoup de succès et ils ont maintenant un groupe appelé KillNet, qui a de l'empathie pour la situation russe et qui utilise des outils et des tactiques cyberoffensives peu sophistiqués pour promouvoir un discours pro-russe afin de continuer à mener des services de déni distribués et des attaques de virus pour continuer à mettre nos systèmes hors d'état de nuire. Ils se font appeler les « Cyber spetsnaz ». Nous constatons également que la vulnérabilité Microsoft Follina, qui a été corrigée il y a plus de deux mois, est exploitée dans toute l'Ukraine pour distribuer des logiciels malveillants et cibler des personnes clés. Ils utilisent des messages spécifiques dans les courriels, disant des choses telles que « vous avez des pénalités fiscales spécifiques » et « vous devez payer

vos impôts », ou que « le terrorisme nucléaire est une menace très réelle » et que les Russes l'utiliseront.

Il semble qu'il s'agisse d'un courriel ukrainien adressé à des citoyens ukrainiens, mais le logiciel malveillant est contenu dans les documents joints aux courriels, exploitant une nouvelle fois la vulnérabilité de Microsoft Follina. En conclusion, lorsque je me demande si nous agissons dans un espace contesté, l'espace est contesté partout, et la cybernétique est le canal que la Russie continuera d'utiliser pour faire passer ses effets d'influence.

Elle dispose d'un vaste cadre de talents et d'un grand nombre d'écoles polytechniques, ainsi que de nombreux syndicats qui gagnent de l'argent pour le compte de l'État et lui versent des pots-de-vin. L'Europe continue de soutenir indirectement la guerre en achetant du pétrole et du gaz russes, de sorte que nous n'avons pas mis fin à leur financement réel de la guerre. Je pense qu'ils continueront à utiliser l'énergie comme une arme et à se servir des réfugiés et des citoyens déplacés pour provoquer davantage de confusion et de chaos dans toute l'Europe. Ils provoqueront et encourageront davantage de problèmes psychologiques et économiques pour nous tous. Ils ont mis au point des campagnes de désinformation qu'ils déploient maintenant dans toute l'Europe et aux États-Unis et, plus important encore, ils ont suscité la crainte de l'utilisation d'une arme nucléaire ou d'un autre incident de type Tchernobyl.

Je pense que le soutien de nos concitoyens va diminuer, surtout si le prix de l'énergie devient inabordable et que nous commençons à souffrir d'éventuelles pannes d'électricité ou de défaillances infrastructurelles. En conclusion, je pense qu'en termes de cyberspace et d'espace contesté dans le cadre d'une guerre totale, nous devrions comprendre le manuel de jeu des Russes et leur guerre hybride totale, technique et psychologique.

### **ÉRIC FREYSSINET**

Je me positionnerai du point de vue de la gendarmerie, qui a une position un peu spécifique. Elle est une force de police, une force de sécurité intérieure à statut militaire, et elle est aussi présente jusque sur les théâtres d'opérations. Des militaires de la gendarmerie d'active et de réserve y sont régulièrement projetés. Au cours des derniers mois, ils ont fourni à l'Ukraine un soutien en matière de police scientifique notamment.

Depuis de nombreuses années, nous avons une impression de conflictualité permanente dans le cyberspace, assortie d'une difficulté à faire le tri entre les différents types d'acteurs. Pourquoi sommes-nous dans cette situation aujourd'hui ? D'abord parce que nous sommes énormément connectés : tout le monde l'est. Même ceux qui ne le sont pas directement voient leurs données, correspondant à des pans entiers de leurs vies, traitées dans le cyberspace, avec des attaques au quotidien contre toutes les typologies de victimes potentielles (administrations, hôpitaux, particuliers, entreprises de toutes tailles...). Il y a aussi ce qui est moins visible, comme l'exfiltration de données. Il n'y a donc pas uniquement des attaques qui bloquent le fonctionnement des organisations, mais aussi des exfiltrations de données, qui peuvent être des actes

d'origine criminelle ou des actes d'espionnage. Il y a enfin tout un pan d'activités permanentes, d'actes préparatoires des acteurs criminels. Ils vont se mélanger avec les acteurs étatiques, s'ils sont présentés comme des adversaires.

Cet espace est un milieu qui n'est pas un nouveau territoire en tant que tel : c'est une superposition de territoires, qui ne sont pas uniquement géographiques. Certains sont réels (systèmes physiques, câbles sous-marins...) et sont tous sur des territoires géographiques bien spécifiques dans des juridictions nationales et internationales différentes. Il y a aussi des territoires économiques : souvent, cela appartient à des entreprises, à des collectivités locales, à des États, qui possèdent et exploitent les données. Il s'agit donc d'une nouvelle frontière autour d'un nouvel espace, qui peut être sur plusieurs territoires géographiques. Il faut aussi prendre en compte les territoires informationnels : les données qui portent sur les personnes ou entreprises peuvent être stockées ici, en France, sur des serveurs, dans des entreprises, ou sur des serveurs dans le *cloud* dans notre pays ou à l'international. C'est une nouvelle délimitation de territoire, qui a ses propres protections. On parlait des législations européennes en matière de données personnelles. Il y a de plus en plus de protections juridiques en matière de confidentialité des données des entreprises, y compris au-delà des territoires. C'est important pour nous, ceux qui protègent, et c'est important en cas de conflit. Certaines doctrines visent à protéger les données en cas d'attaque, où qu'elles se trouvent.

Quels sont les acteurs ? On trouve un certain nombre de délinquants, les cyber-délinquants, avec des rôles variés dans des formes organisées nouvelles, très dynamiques, avec le risque de porter atteinte jusqu'à la santé des personnes. C'est une évolution qui pour nous est problématique : on pourrait imaginer que des États abusent de ce type d'action en se camouflant derrière cela. Quand atteindrons-nous un nouveau point de rupture dans ce domaine ?

Quelles réponses apportons-nous collectivement, et notamment en gendarmerie ?

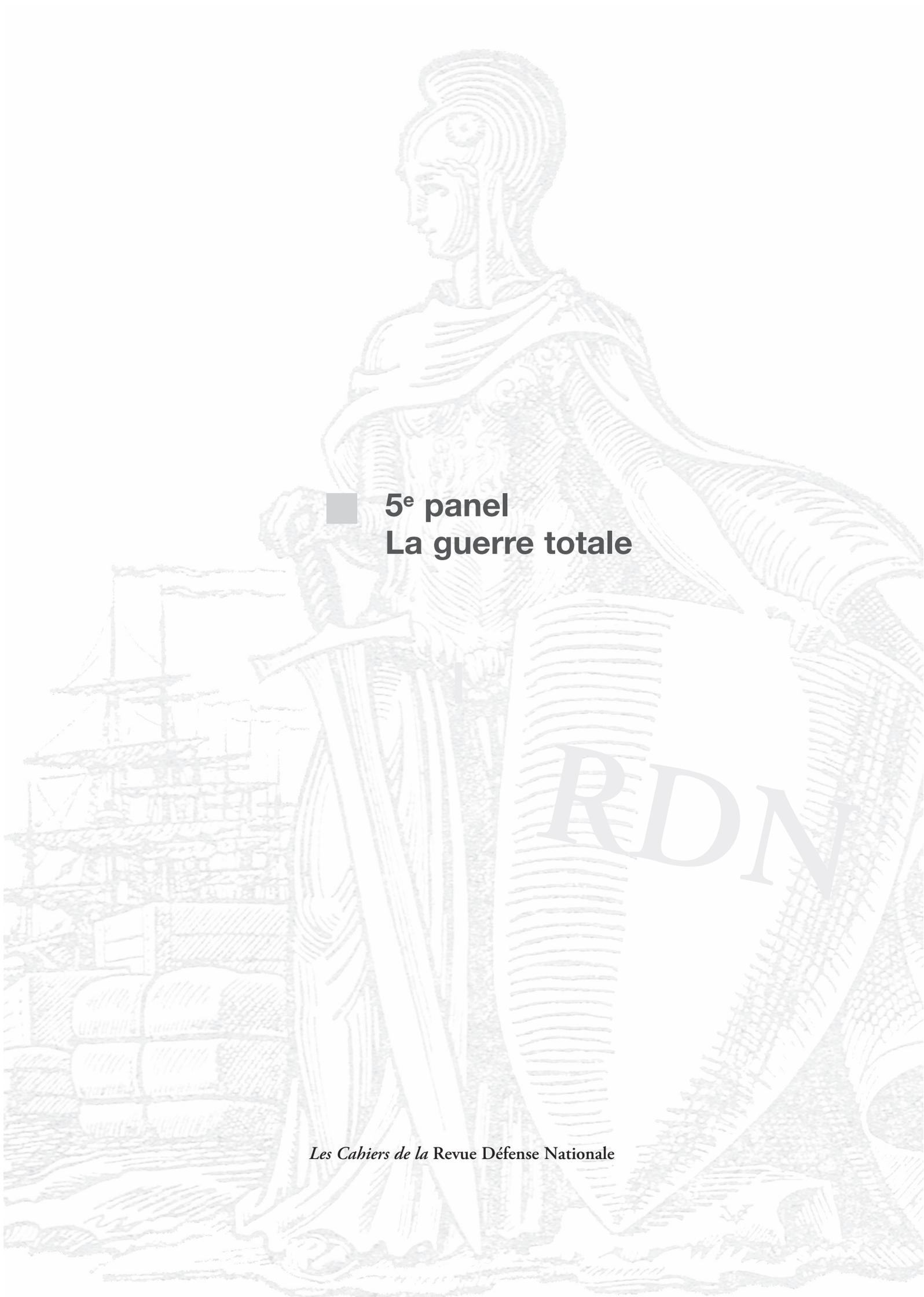
D'abord, le cyber est présent pour nous dans toutes les crises. Évidemment, à l'approche du conflit ukrainien, nous avons envisagé les risques cyber. Que devons-nous craindre ? Des débordements, comme on l'a vécu avec l'attaque dite *NotPetya* ? Des impacts sur notre capacité à protéger nos citoyens au quotidien, c'est-à-dire un impact du conflit ukrainien sur la capacité de la police de la gendarmerie, mais aussi de la justice, à agir ? Les deux types de risques se sont réalisés : cyberattaque sur le réseau *Internet* satellitaire européen *Viasat* ; actions de désinformation avec des atteintes au moral de la population, en Europe, mais surtout aux États-Unis ; atteinte potentielle à l'économie – il n'y a pas un impact direct sur l'économie uniquement à cause de la crise énergétique, mais aussi peut-être du fait de l'ambiance générale maintenue par cette guerre et ces actions informationnelles.

Les criminels se sont adaptés aussi. Quelques jours après le début du conflit, le groupe cybercriminel Conti, qui déploie notamment des rançongiciels, a déclaré soutenir la Russie. D'anciens membres de ce groupe auraient constitué la cellule UAC-0098, qui a mené des actions au profit des intérêts russes.

Nous subissons une diminution de nos capacités à agir contre les groupes criminels. Beaucoup des interpellations menées avec succès contre eux étaient réalisés en Ukraine, avec la coopération ukrainienne. Aujourd'hui, c'est impossible. Certains acteurs se seraient-ils réfugiés ailleurs, en dehors de ces zones de conflits ? Des cyber-criminels russes se sont-ils réfugiés ailleurs ?

Quelle est, dans ce domaine, la réponse de la gendarmerie en particulier ? Notre dispositif est développé depuis plus de vingt ans. Nous avons créé un commandement de la gendarmerie dans le cyberspace, une structure volontairement proche des armées dans la terminologie employée. L'idée est de coordonner l'ensemble des actions menées dans le cyberspace. Nous souhaitons insister sur l'importance des actions de prévention et d'accompagnement de ceux qui risquent d'être impactés. En Ukraine, le réseau et les infrastructures ont été mieux protégés qu'ils ne l'étaient il y a huit ans, ce qui a permis de résister efficacement à de nombreuses attaques. Les actions d'innovation sont également cruciales : notre division technique développe un certain nombre de projets contre les messageries chiffrées, par exemple, ou des actions offensives de démantèlement d'infrastructures criminelles. Nous menons également des actions de recrutement. Notre posture de gestion de crise a évolué : nous y avons intégré depuis la crise épidémique la gestion de la dimension cyber. Cela nous a permis de déclencher quelques jours avant le conflit ukrainien notre cellule de crise.

Pour la suite, il faudra continuer à être aux côtés des Ukrainiens comme on le serait pour d'autres partenaires. Il faudra aussi chercher à mieux coopérer au sein de l'UE. Ces affaires judiciaires n'avanceraient pas s'il n'y avait pas une coopération au niveau mondial, entre les États-Unis, les services d'enquêtes et de justice en Europe et dans d'autres régions du monde, y compris parfois dans des pays très éloignés, c'est-à-dire tous les pays de la Convention du Conseil de l'Europe. Il existe une vraie coopération aujourd'hui. Nous devons continuer dans cette direction, y compris avec les pays avec lesquels on a des difficultés de coopération. Si la Russie est impliquée dans des conflits aujourd'hui, elle reste un pays avec lequel on devra coopérer sur le plan judiciaire. Cela est, certes, compliqué de nos jours. Enfin, l'adversaire va continuer de développer ses capacités aux services d'intérêts personnels ou étatiques. Il faut souligner qu'il bénéficie de tout ce qui nous protège. Les législations protectrices des données personnelles par exemple, qui sont protectrices des libertés, protègent aussi les délinquants. C'est important pour nous d'innover, de trouver des solutions, non pas pour contourner les législations, mais pour apporter des solutions proportionnelles pour lutter contre les communications sécurisées, la mise en place d'infrastructures... Cela est extrêmement important, et doit être fait dans la transparence, d'où l'intérêt d'échanges tels que ceux que nous avons aujourd'hui. ♦



■ 5<sup>e</sup> panel  
La guerre totale

RDN

# La guerre totale

Benoît DURIEUX, Emmanuel MEYER, Dominique TRINQUAND,  
Rémy FÉVRIER (modérateur)

## Rémy FÉVRIER

Je remercie le général Benoît Durieux, directeur de l'IHEDN et de l'enseignement militaire supérieur (DEMS). Je remercie également le général Dominique Trinquand, ancien chef de mission militaire française à l'ONU, entre autres, ainsi qu'Emmanuel Meyer, directeur des études de la prospective au commandement de l'Armée de terre. Merci beaucoup à vous d'être là.

## Benoît DURIEUX

Le sujet de la guerre totale revient sur le devant de la scène : il s'agit d'un fait d'actualité, mais pas seulement, car l'agression russe en Ukraine n'a fait que catalyser un phénomène plus large, reflet de notre difficulté à penser la guerre après un siècle qui a vu la France, et plus largement l'Europe, en rejeter l'idée même. Après des années de paix en Europe, d'anciennes questions reviennent, lancinantes. La guerre est-elle principalement une confrontation militaire ou est-elle, plus largement, un affrontement entre des nations qui mettent à son service toutes les composantes de leur puissance ? Poser cette question, c'est poser celle de la guerre totale.

La guerre totale est un concept en réalité mal défini qui, dans le vocabulaire courant, fait référence à trois dimensions du développement d'un conflit. Un objectif illimité, d'abord, que l'on pourrait caractériser par la volonté de destruction non seulement militaire, mais aussi politique de l'adversaire : doivent disparaître non pas seulement ses forces armées, mais aussi son existence en tant qu'État souverain ou en tant qu'entité politique autonome. Assez logiquement, il s'agit ensuite de mobiliser toute la société au service de ce but comme de cibler toutes les composantes de la puissance ennemie pour l'empêcher d'atteindre ses objectifs. Enfin, la guerre totale entraîne une violence extrême, sans notion de régulation.

En réalité, par ces idées communément admises, la guerre totale est un concept qui entretient avec l'idée de guerre une relation pleine de paradoxes. Elle reste par ailleurs une ligne de fuite plus qu'une réalité tangible. L'idée conserve une pertinence pour souligner l'accroissement de risques majeurs pour nos sociétés en guerre.

Avant de parler de guerre totale, il faut parler de la guerre : la guerre réelle, qui a été un mode transitoire et violent de règlement des désaccords politiques, a historiquement été le résultat d'une dialectique entre la tendance de la montée de la violence aux extrêmes et les tentatives pour la réguler. Cette tentative de régulation a reposé sur une quadruple séparation : celle entre l'objectif militaire, permettant d'affaiblir les forces armées ennemies, et l'objectif politique, qui visait à infléchir la volonté du gouvernement adverse ; la séparation entre le temps de guerre et le temps de paix ; la séparation entre le champ de bataille et les zones qui n'en font pas partie ; dans la société enfin, celle entre les combattants et les non-combattants. Bien sûr, ces séparations ont été très loin d'être toujours respectées, mais elles ont aussi constitué un repère implicite, repris par exemple dans les théories de la guerre juste. L'idée était que la guerre étant un phénomène difficile à contrôler, il fallait le contenir. Au regard de cette analyse, la guerre totale est un concept politique qui consiste à s'affranchir de ces quatre séparations et à l'assumer, dans la confrontation avec un ennemi assimilé au mal.

La guerre totale assume ainsi quatre transgressions. S'affranchir d'abord de la séparation entre objectif politique et objectif militaire en les fusionnant : on cible militairement un objectif politique, par exemple le siège du gouvernement. La forme la plus pure de cette fusion est bien l'annihilation de l'entité adverse. S'affranchir de la borne temporelle, ensuite, par l'absence assumée de toute fin au conflit tant que l'ennemi n'est pas éradiqué, ce qui va souvent de pair avec un objectif illimité. S'affranchir des bornes géographiques, encore, en n'épargnant aucune partie de l'espace. S'affranchir, enfin, de la distinction entre non-combattants et combattants : on mobilise toute la société et on agresse les non-combattants et plus largement tous les citoyens adverses, rendus responsables du soutien à une résistance à laquelle est refusée toute légitimité. Ainsi, la guerre totale ignore ces caractères constitutifs de la guerre classique et l'assume, pour obtenir des résultats plus rapides et plus complets.

Contrairement à une idée naturelle, la guerre totale est plus idéaliste que la guerre classique. Il faut d'abord reconnaître que la guerre totale est historiquement rare. On pense à des guerres de l'Antiquité, par exemple lorsqu'Athènes décida de détruire la cité mélienne ou que Rome mit fin à l'existence de Carthage. On pense sans doute aussi à la Seconde Guerre mondiale, même si ce conflit s'analyse comme un système de guerres limitées dans le temps et l'espace sur les différents théâtres d'opérations, seul son dernier volet revêtant pleinement les attributs d'une guerre totale. La guerre en Ukraine présente certaines caractéristiques de la guerre totale, par l'implication et le ciblage d'une part croissante de la population et un objectif proche d'être illimité. Elle présente toutefois des éléments de la guerre limitée : elle a eu un début dans le temps et a été en fait déclarée par le Président russe ; elle observe pour l'instant une limitation spatiale, le conflit étant, pour l'essentiel, demeuré fixé par les deux belligérants sur le territoire ukrainien. Par ailleurs, aucune guerre n'est entièrement totale jusqu'à son achèvement. On observe plus généralement une ascension aux extrêmes, qui semble ne jamais atteindre de plafond. Ainsi, la guerre totale est une dynamique, une extension sans fin dans les objectifs, les pans de la société ciblés et l'intensité de la violence utilisée plus qu'un état de fait qui pourrait durer. Pour une raison simple : le belligérant est toujours tenu de conserver des réserves, un potentiel

de combat pour la suite du conflit et il limite donc nécessairement son effort dans le présent. Il faut également, et sans doute pour cette dernière raison, observer que la guerre totale n'est pas symétrique. Généralement le parti agressé ou le plus faible va ressentir l'agression dont il est l'objet comme totale alors même que l'agresseur n'aura engagé qu'une partie de ses ressources.

L'Ukraine ressent que la guerre qui la touche est totale car elle peut, à bon droit, suspecter que l'objectif est de la priver d'existence politique, que toute sa population est ciblée, que tout son territoire est concerné et que la fin n'est pas en vue. En revanche, la Russie n'a pas engagé toutes ses ressources, n'a pas recours aux armes nucléaires, qui témoigneraient de l'intensité extrême de la violence employée, et ne peut accuser l'Ukraine de vouloir porter atteinte à son existence. Enfin, si la guerre totale est non seulement rare, mais en réalité jamais réalisée puisqu'elle peut toujours être rendue davantage « totale », elle s'inscrit en revanche pleinement dans le registre du discours. Ce peut-être un slogan mobilisateur pour le gouvernement qui souhaite tendre les énergies ou plus sûrement une accusation portée contre l'ennemi compte tenu de la dimension péjorative du concept. Ce peut être aussi une menace contre l'adversaire. La Russie a utilisé ces trois registres. En parlant d'opération militaire spéciale, Vladimir Poutine a cherché à relativiser la portée du conflit qu'il déclenchait : ce n'est pas une guerre totale, si ce n'est même pas une guerre. Il accuse, *a contrario*, l'Ukraine – et plus largement le camp occidental – de mener contre la Russie une guerre de civilisation, donc totale. Il mobilise graduellement une part croissante de la nation russe. Enfin, lui ou ses fidèles menacent régulièrement l'Ukraine de la renvoyer à l'âge de pierre. Si la guerre totale est un discours, elle demeure comme le phénomène auquel elle renvoie une dynamique du discours plus qu'un aspect objectivable de la réalité.

Pourtant, le développement qui précède ne doit pas conduire à penser que la guerre totale, parce qu'elle est plutôt une tendance qu'une réalité, désigne une illusion. On observe, en effet, quatre facteurs qui augmentent la probabilité de voir la dynamique de la guerre totale trouver son carburant. En premier lieu, c'est paradoxalement l'oubli de la guerre dans les sociétés développées qui la rend plus facilement imaginable. Un dirigeant comme Vladimir Poutine n'a sans doute pas à l'esprit les mêmes références qu'un Nikita Khrouchtchev qui avait combattu durant la Seconde Guerre mondiale. L'augmentation des dépenses militaires traduit, ou accroît, la propension plus grande des dirigeants à employer la force armée de « haute intensité ».

En deuxième lieu, cette haute intensité est favorisée par la technologie, qui pose en de nouveaux termes la question de la guerre totale, car elle fragilise les séparations qui servent à réguler la guerre : les moyens de cyberattaques comme les moyens de frappes à distance par des missiles balistiques ou hypersoniques s'affranchissent largement de toute idée d'espace de bataille. Leur mise en œuvre implique aussi bien des civils que des militaires et les moyens industriels, financiers ou scientifiques qui sont nécessaires à leur élaboration engagent toute la société. Ces nouveaux moyens visent plutôt des cibles civiles, politiques ou économiques que militaires. Ils se caractérisent par des puissances de destruction qui, en dépit de leur précision, représentent un début

de montée aux extrêmes.

En troisième lieu, le recours de plus en plus fréquent au concept de guerre hybride, censé emporter une continuité entre paix et guerre, et tenir compte de la globalité des enjeux, porte en lui le risque d'habituer les esprits à l'hypothèse d'une riposte militaire à des actes non militaires, et donc à une dynamique de guerre totale qui envahit tout l'espace social.

En quatrième et dernier lieu, le risque de guerre totale le plus grand n'est pas entre États mais au sein des États eux-mêmes, car les exemples les plus probants de guerre totale sont les guerres civiles, sans bornes ni temporelles ni spatiales ni sociales, avec des objectifs illimités. Or, les conflits interétatiques restent, aux marches de l'Europe, les plus nombreux. C'est probablement le risque le plus élevé de développement de guerres totales.

\*

\*\*

En conclusion, réfléchir à la guerre totale, c'est nécessairement réfléchir à un concept qui prétend effacer toutes les limites pour mettre en valeur les continuités. Il est toujours tentant – et souvent plus facile –, de mettre en exergue les continuités dans les phénomènes sociaux. Il y a souvent des éléments de continuité, car l'espace, le temps et les sociétés humaines présentent des continuités. Néanmoins, penser l'action, c'est précisément fixer des seuils et des éléments de discontinuité. La frontière, la durée des mandats politiques, les différences linguistiques et culturelles sont des éléments de discontinuité. Dans le domaine de la guerre, il est sain de se rappeler la tendance du phénomène à « s'échapper de son lit » suivant la formule de Clausewitz et donc l'intérêt de la cantonner par les séparations qui l'ont historiquement caractérisée. La guerre ne peut trouver son sens, le retour à la paix, que si elle est limitée dans le temps, l'espace et le champ social. La dynamique d'extension de la guerre peut être tentante à court terme, mais elle inverse la formule de Clausewitz en mettant la politique au service de la guerre. Pour cette raison, elle ne concourt pas à une paix de long terme et doit donc être évitée.

## **Emmanuel MEYER**

*(Ces propos n'engagent que leur auteur et ne constituent en rien une quelconque position officielle).*

La guerre totale est un phénomène plus complexe à définir qu'il n'y paraît. Il s'agit d'un phénomène historiquement récent que l'on peut aisément dater. Si toute guerre connaît une montée aux extrêmes et si les guerres de la période révolutionnaire en ont changé la physionomie, l'idée d'une guerre totale apparaît en 1916-1917 au moment où l'Empire allemand, qui commence à étouffer sous l'effet du blocus allié, mobilise toutes ses ressources pour desserrer l'étau, puis emporter la décision militaire. Les maréchaux Hindenburg et Ludendorff imposent à l'empereur et à son gouvernement de confier la direction politico-militaire de l'ensemble des opérations au Grand Quartier général. S'ensuit une inversion des normes, puisque le politique, normalement diri-

geant, bascule sous la coupe du stratège, normalement subordonné à la direction politique, sauf à revenir au modèle grec antique. En découle une sujétion de l'ensemble des activités économiques, sociales et politiques à la chose militaire.

C'est là la caractéristique première de la guerre totale, l'inversion des normes qu'est la subordination de l'activité politique à un volet réduit de la stratégie, celui des opérations.

Le caractère total n'est pas directement lié au niveau de violence ou à l'hybridité du conflit. Toute guerre est en effet hybride : il n'est qu'à considérer les théoriciens du XVIII<sup>e</sup> siècle qui distinguaient « grandes » et « petites » guerres, la bataille rangée et la guérilla, comme deux choses différentes mais complémentaires et imbriquées. En ce sens, l'irruption de la propagande et ses avatars modernes, ou encore la lutte dans le cyberspace ou l'espace extra-atmosphérique, le contre-terrorisme « étendent le domaine de la lutte » sans fondamentalement le changer.

Le caractère total de la guerre n'est pas plus lié au niveau de violence appliqué, même si la guerre dite totale admet des pics, des phases extrêmes (pour revenir à l'analyse de Clausewitz) plus nombreuses, étendues et destructrices : détruire par bombardement un atelier d'assemblage d'engins explosifs dans l'Hindu Kush ou un complexe de construction mécanique dans la Ruhr relève de finalités et méthodes identiques, seule change l'échelle. Il se fait en revanche un lien évident avec la loi des grands nombres, qu'il s'agisse des masses engagées dans et en soutien des forces opérationnelles, ou encore des destructions causées, ce qu'illustre clairement l'exemple des Première et Seconde Guerres mondiales. La guerre totale engage non seulement l'État, au premier chef par son appareil militaire, mais aussi la nation dans un conflit dans lequel se joue leur existence, leur survie.

Une différence majeure s'établit donc avec les opérations de stabilisation, de contre-insurrection ou de contre-terrorisme. Elle a trait au corollaire qui se fait entre la destruction et l'issue politique : au moins dans le modèle occidental, la guerre totale vise la destruction de la volonté et des forces de l'adversaire pour le dominer. C'est une leçon que l'on peut tirer de la bataille de Diên Biên Phu : quand le corps expéditionnaire de l'Union française cherche la destruction du corps de bataille du vietminh à des fins de pacification, Hô et Giap visent à infliger une défaite telle au corps de bataille allié qu'elle amène Paris à négocier en position de faiblesse. Il s'agit donc d'une guerre qui joue sur tous les volets pour exploiter forces de l'assaillant et faiblesses du défenseur.

La guerre totale suppose donc de pouvoir porter et encaisser des coups, une capacité de résistance et de régénération. Ceci vaut pour l'appareil militaire, mais aussi pour le tissu industriel qui constitue l'un des principaux acteurs de la régénération avec la démographie : on fait aussi la guerre de sa natalité. Cela vaut enfin pour la société dont la cohérence et la cohésion, l'adhésion aux valeurs nationales, concourent directement à la résilience. Le Royaume-Uni en a fait la démonstration en 1940-1941 ; l'Ukraine l'illustre aujourd'hui.

En d'autres termes, les principaux enjeux tournent autour de la puissance militaire (conjuguée en volume et réactivité des forces), du substrat industriel (pensé en

termes de production et d'innovation), de solidité des alliances (au regard des impératifs de légitimité et de solidarité), enfin de résistance de la communauté nationale (dans sa capacité à résister aux pertes et à soutenir l'effort national). C'est probablement l'une des raisons de l'échec russe, d'avoir sous-estimé le soutien des Ukrainiens à leur indépendance, à leur État national.

La résistance ou, pour reprendre l'anglicisme en vigueur, la résilience de la communauté nationale pensée comme un ensemble et non un agrégat de « petites communautés d'intérêt », constitue une exigence fondamentale lorsque la guerre totale se profile. Elle s'exerce en effet dans un *continuum* « avant-arrière », théâtre des opérations – territoire national (débordant la seule métropole) évident, qu'il soit politique, sécuritaire, militaire ou économique. Nos adversaires les plus probables savent et sauront en jouer, eux dont les concepts stratégiques s'étendent sur toute la largeur et dans toute la profondeur du spectre opérationnel. C'est ce que théorise et décrit la doctrine russe dite « Gerasimov » ou encore l'ouvrage *La guerre hors limites* des colonels Qiao et Wang.

Or, notre modèle est fragile, d'abord du fait du caractère ténu de notre appareil militaire : le premier engagement sera celui du centre de gravité physique. Comme nous ne pouvons pas nous permettre de perdre un groupe aéronaval ou un corps d'armée aéroterrestre, il devra être décisif, comme le souligne le chef d'état-major des Armées, lors de ses diverses allocutions. Il l'est, ensuite, du fait des Nouvelles technologies d'information et de communication (NTIC), qui ont bouleversé le monde de l'information, le rendant à la fois immédiat, sensible et subjectif, avec des conséquences directes sur le moral des forces et des populations. Il l'est, enfin, par la mondialisation qui a structurellement transformé l'économie. L'intégration mondiale crée une dépendance aux flux et à des acteurs externes fragilisant le substrat économique-industriel, rendant l'autarcie illusoire. Contrôler les voies et les interfaces d'approvisionnement dans des espaces contestés redevient impératif, autant que le contrôle des processus de fabrication.

Or, devant nous se trouvent des adversaires déterminés à exploiter ces failles dans un affrontement total pour, si ce n'est conquérir la suprématie, au moins faire valoir et nous imposer leur conception du monde : c'est ce que démontre d'évidente façon l'agression russe contre l'Ukraine du 24 février 2022.

### **Dominique TRINQUAND**

J'aborderai un sujet particulier de la guerre totale sous le prisme de la relation au citoyen. En guise d'introduction, je vais reprendre les mots de Thucydide : « La force de la cité ne réside ni dans les remparts ni dans les vaisseaux, mais dans le caractère de ses citoyens. » L'aspect que je souhaite approfondir dans cette guerre totale en est, justement, le cœur, le centre de gravité, que représente le citoyen puisque la guerre est politique et la politique, c'est la cité qui est faite de citoyens. Aujourd'hui, ce qu'il y a d'important dans la guerre totale c'est la défense des citoyens et la capacité de toucher les citoyens de celui qui est notre adversaire. Dans la défense de nos citoyens,

une autre citation, de Bernanos, cette fois : « Pourvu que le derrière tienne. » L'important dans la guerre est de s'assurer que la population et les citoyens, qui sont ceux qui sont visés par la guerre, puissent tenir.

C'est ce que l'on appelle la résistance dans l'acte de combat, ou la résilience dans la capacité morale et intellectuelle de tenir. Cela doit passer par le décryptage, l'explication et la pédagogie qui permettent de sentir la réalité des choses qui se passent et la réalité des dangers qui touchent les citoyens. Prenons l'exemple de la menace nucléaire. La dissuasion et la menace nucléaires, utilisées en particulier par Vladimir Poutine et son entourage, ont pour objectif de nous toucher et susciter les peurs. Cela fait partie de la dissuasion que de faire peur. Toucher et protéger nos citoyens c'est d'abord les informer en leur permettant de décrypter les événements et le langage de l'adversaire.

La formation fait partie de ce décryptage. Avant la suspension du service militaire, on formait les soldats. Pour le remplacer, voyons ce que propose le SNU, qui ne cherche pas à former des soldats, mais à compléter la formation des citoyens, c'est-à-dire des jeunes de seize ans qui passent une période ensemble. Dans la formation, ils apprennent qu'ils appartiennent à une même communauté, qu'ils ont plus de choses en commun que de choses qui les séparent. Cela permet également de les informer sur beaucoup d'éléments, le cyber, comment évoluer dans un monde toujours plus numérique, par exemple, l'idée étant, éventuellement, de les informer sur la manière de participer à la défense de notre pays. Certains peuvent s'engager comme soldats, policiers, pompiers, à la Croix-Rouge, dans une ONG... il y a des tas de façons de défendre son territoire et sa nation.

Les Ukrainiens nous donnent un exemple, ce ne sont pas que des mercenaires armés par les Occidentaux qui combattent, mais bien des citoyens. Il y a quelque chose qui ne trompe pas, quand vous regardez les récents événements : durant la guerre en Syrie, les migrants étaient majoritairement des hommes, tandis que les femmes restaient en Syrie pour un grand nombre. En Ukraine, ce sont les femmes et les enfants qui viennent, les hommes restent pour combattre. Voilà un exemple de résilience et de formation civique qui date du grand virage de 2014, date à partir de laquelle nombre d'Ukrainiens ne se sentaient plus russes.

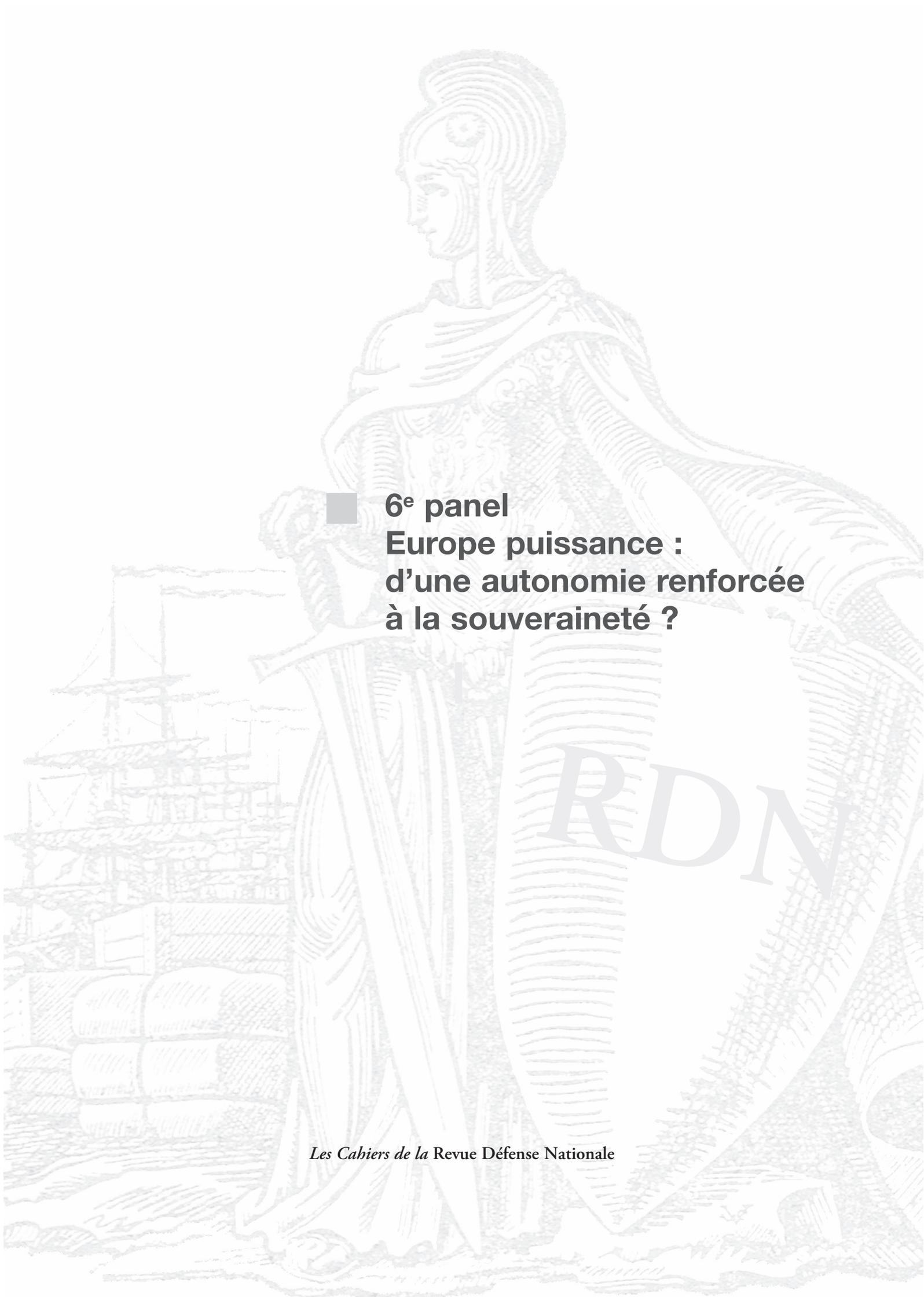
Inversement : comment toucher l'adversaire ?

Il y a quelques jours, en Russie, des femmes face à des policiers leur disaient que ni l'Ukraine ni l'Otan n'avaient attaqué la Russie, mais que c'est bien la Russie qui a envahi l'Ukraine et qu'elles ne veulent pas envoyer leur fils combattre pour cela. Ces femmes ont donc été touchées par un contre-récit, cela est donc possible. Il faut que des réseaux soient organisés pour toucher la société civile russe, et l'on peut le faire, par exemple, *via* la messagerie cryptée, qui devient un véritable réseau social, Telegram.

Dans cette guerre totale où le cœur du sujet sont les citoyens, il faut, d'une part participer à l'éducation et à la formation des citoyens par l'éducation qui leur est donnée généralement et par le décryptage qu'on peut apporter sur les plateaux télévisés,

et puis par des systèmes tels que le SNU ou d'autres systèmes qui permettent de former les citoyens.

Il faut, d'autre part, arriver à monter des réseaux qui soient des canaux d'informations, et pour cela il faut cibler la jeunesse russe qui a fui pour venir s'installer ailleurs et qui peut être utile pour toucher les réseaux russes et leur expliquer ce qui se passe réellement. ♦



■ **6<sup>e</sup> panel**  
**Europe puissance :  
d'une autonomie renforcée  
à la souveraineté ?**

RDN

# Europe puissance : d'une autonomie renforcée à la souveraineté ?

André LANATA, Nathalie LOISEAU, Pascal BONIFACE, Jean-Dominique MERCHET  
Clotilde CHAMPEYRACHE (modératrice)

## Clotilde CHAMPEYRACHE

Nous avons beaucoup entendu parler du fait que nous avons, d'une certaine façon, basculé d'un monde où la guerre était choisie à un monde où la guerre serait subie. Dans le même temps, le chef d'état-major des Armées (Cema), dans son intervention, nous rappelait, qu'en conséquence, les enjeux changeaient et qu'il nous fallait « devenir acteur », « choisir l'audace ». Ce sont des enjeux qui se posent encore plus particulièrement pour l'Europe.

Quel est le rôle de l'Europe dans cette nouvelle donne relative à la guerre ? Quelques éléments de réponse ont déjà été apportés. Il y en aura, évidemment, plus, au cours de cette table ronde. Déjà, l'Europe est touchée en plein cœur, puisque c'est sur le continent européen que cette guerre éclate. Précédemment, Madame Tsiporah Fried expliquait qu'il y avait eu un aspect assez positif du conflit, dans le sens d'une restructuration autour, notamment, des questions de solidarité, de défense ainsi qu'une affirmation d'une autonomie stratégique. J'aurai cependant tendance à introduire également quelques bémols, en soulignant que l'Europe est aussi fragilisée par la situation. On le voit avec certains gouvernements en difficulté, certaines élections – je pense notamment aux récentes élections italiennes – où on voit des partis être dénoncés comme poutinophiles, des doutes émerger aussi sur le financement de certains de ces partis. Par ailleurs, la question énergétique divise également, en particulier la France et l'Allemagne. Vis-à-vis de l'Italie des frictions existent déjà de longue date autour de la question de la solidarité et de l'accueil. Elles risquent d'être démultipliées. En effet, *quid* des réfugiés en provenance d'Ukraine si la guerre s'éternise et si des flots nouveaux arrivent à l'heure où vous avez aussi des pays qui ferment leurs frontières, notamment aux objecteurs de conscience russe ? On voit donc de nouvelles problématiques en termes de solidarité émerger en Europe. La Hongrie vient de menacer si, dans les nouvelles sanctions vis-à-vis de la Russie, il y avait des éléments qui touchent au domaine de l'énergie, de mettre son veto. Comment envisager alors une défense commune ?

En somme, il apparaît que l'Europe, en général, et la France, en particulier, sont confrontés à de nouvelles problématiques. Cela renvoie à ce que disait le Cema

quant à la question des alliances. Qu'il s'agisse des alliances au sein de l'Europe – comment recrée-t-on une unité européenne ? – mais aussi des alliances de l'Europe avec d'autres partenaires dont, en premier lieu, l'Otan. C'est pourquoi je donnerai en premier la parole au général André Lanata, en tant qu'ancien commandant suprême à la transformation de l'Alliance atlantique et chef d'état-major de l'Armée de l'air.

### **André LANATA**

À la faveur de la série de crises que nous traversons, qu'elles soient liées à des questions financières, à la Covid-19, à l'Ukraine ou à l'énergie, l'Europe s'affirme encore davantage comme un acteur géopolitique de premier plan.

Ces crises agissent comme un révélateur des fragilités européennes. La prise de conscience sur l'autonomie énergétique est illustrative. Face à l'urgence (et parfois, l'évidence !) l'Europe est capable d'unité, de décisions rapides et d'avancées significatives.

Incidentement, il est permis de se demander pourquoi est-ce l'épée dans le dos que l'Europe progresse ? Pourquoi faut-il attendre ces crises pour prendre conscience de ses fragilités ? Il y a une réflexion à conduire sur le besoin d'anticipation stratégique dans nos organisations. Toujours est-il que des avancées notables ont eu lieu ces dernières années, derniers mois, je ne les détaillerai pas ici.

Le domaine de la défense a, lui aussi, vu des avancées significatives ces dernières années, comme le Fonds européen de défense (FED), la Coopération structurée permanente, l'Initiative européenne d'intervention, la Facilité européenne de paix ou l'approbation récente de la *Boussole stratégique*. Il faut cependant reconnaître que ces avancées ont aussi, pour certaines, été motivées par les signaux ambivalents envoyés par l'Administration Trump, en particulier en ce qui concerne la fiabilité des garanties américaines.

Ce domaine est peut-être un des secteurs où l'Europe donne le sentiment d'être en retrait – ou de ne pas être à la hauteur des enjeux. Il faut souligner que c'est le domaine où la notion de souveraineté est la plus prégnante, car il emporte la maîtrise de la violence légitime d'État que les Nations souhaitent conserver.

Je propose six axes de réflexion sur ce sujet.

Premièrement, la situation sécuritaire et géopolitique est, aujourd'hui, dominée par la guerre en Ukraine.

- Il faut s'attendre à ce que cette crise structure lourdement et pour de nombreuses années les choix de défense des Européens. Il s'agit d'un fait majeur et durable.
- Quelle que soit la façon dont l'Europe envisage ses responsabilités et son ambition en tant que puissance sur la scène mondiale, l'Ukraine n'est pas le seul défi sécuritaire auquel les Européens font ou auront à faire face. L'Ukraine n'efface pas les organisations islamistes radicales, les crises de prolifération, la Chine, les crises

migratoires ou liées aux dérèglements climatiques, le Sahel, le Grand Nord, les nouvelles formes de conflictualité comme la guerre cognitive...

Deuxièmement, dans cette situation, dominée par le spectre d'un retour d'un conflit armé en Europe, l'Otan me paraît durablement indispensable, tout simplement parce que les garanties de sécurité apportées par l'Alliance atlantique et notamment la réassurance américaine face aux scénarios de crise les plus exigeants apparaissent comme les plus robustes aux yeux des pays européens. C'est un fait !

Troisièmement, nous avons, en France, une vision de l'autonomie stratégique qui n'est pas partagée entre tous les Alliés européens, certains estimant nécessaire de renforcer le couplage avec Washington afin de garantir leur sécurité ultime.

Comme plus haut gradé français au sein de l'Otan, j'ai souvent été interrogé par des autorités politiques ou militaires étrangères à ce sujet. Le réflexe français « d'allié non aligné *a priori* » – soit non aligné de façon automatique –, n'est pas compris par nos alliés les plus bienveillants à notre égard et est même parfois compris comme une tentative de reproduire à l'échelle européenne, à notre profit, une forme d'hégémonie qui nous dérange au niveau de l'Alliance atlantique. Il faut en avoir conscience, car nous ne progresserons pas sans prendre en considération ces différentes sensibilités.

Quatrièmement, l'autonomie et la souveraineté ne se décrètent pas, elles se construisent. La volonté politique est vaine si elle n'est pas portée par la puissance et la force militaire. Kissinger disait que « seul le rapport de force compte. Là est le juge suprême ». Or, il est patent que, depuis la fin de la guerre froide, nous n'avons pas consacré un effort de défense suffisant pour garantir notre autonomie stratégique.

- Pendant des décennies nous avons assisté à une érosion de nos capacités militaires sous l'effet d'engagements opérationnels plus longs, plus intenses et plus durs, s'appliquant à un dispositif abîmé par des années de réduction de notre effort de défense.
- S'ajoute à cela le développement d'un outil militaire répondant aux besoins de corps expéditionnaires, donc plus léger, plus agile dans des environnements opérationnels souvent permissifs.
- Ainsi affaiblies, les armées européennes ne sont pas à la hauteur des nouveaux enjeux. C'est évidemment une question de ressources budgétaires, mais pas seulement.
- Cette prise de conscience est récente. Pour la France c'était un peu plus tôt, puisqu'elle a amorcé une inflexion significative en 2017. Le débat est en cours sur le niveau de ressources nécessaires dans la Loi de programmation militaire (LPM 2024-2030). Une chose est certaine : réparer prendra du temps.

Cinquièmement, en matière d'autonomie stratégique, la défense est indissociable des autres dimensions. Pour être autonome en matière de défense, il est nécessaire d'avoir une approche globale de l'autonomie stratégique. Quelle serait notre

liberté d'action si nous continuons à être dépendant de puissances extérieures sur le plan énergétique, technologique ou financier ?

Je pense aussi à la dimension industrielle qui fait l'objet de travaux sur le plan national à juste titre : résilience, capacité de remontée en puissance, émergence de champions européens, couverture des angles morts (souveraineté numérique, composants électroniques), le chantier est vaste et essentiel.

Dans ce domaine, il y a aussi cette question de taxonomie européenne ! Franchement, il s'agit au mieux de naïveté, au pire d'idéologie coupable. Cette affaire illustre, à elle seule, les difficultés de l'Europe dans le domaine de la défense, et permet même de les expliquer. Je vais donc le dire pudiquement : la taxonomie européenne ne doit pas constituer un frein aux efforts d'investissement de défense.

Sixièmement, je pense nécessaire de développer un agenda positif dans l'Otan. Je vous l'ai dit : je considère l'Otan indispensable. Je sais que cet avis n'est pas unanimement partagé, certains considérant que l'Alliance atlantique constitue un obstacle pour l'émergence d'une forme de souveraineté européenne. Je sais aussi qu'il existe un ADN français qui conduit, au mieux, à un désintérêt à l'égard de l'Alliance, au pire, à une forme de défiance. Je pense que cette attitude est contreproductive. Elle laisse penser que notre agenda européen, auquel j'adhère totalement par ailleurs, vise à affaiblir l'Alliance au profit de l'Europe. Or, ceci est tout simplement inacceptable pour de très nombreux pays européens. J'avais coutume de dire, qu'en matière de défense, le chemin de l'Europe passe par l'Otan.

Je crois que nous avons besoin du couplage transatlantique comme nous avons besoin de l'Europe et que ce serait une erreur de les opposer. J'ai observé, dans mes responsabilités, une forme de compétition entre les deux organisations, y compris au sein de leurs sièges respectifs. Nous sommes confrontés à une conflictualité multi-forme. L'Union européenne (UE) et l'Otan sont deux objets différents qui offrent des complémentarités pour y faire face. Les deux organisations doivent chercher à se renforcer mutuellement plutôt que de s'inscrire dans une logique de compétition.

Par exemple, les efforts faits par les Européens pour renforcer leurs capacités de défense renforcent à la fois l'Otan et l'UE. En effet, il n'existe, dans nos Nations, « qu'un seul set de forces ». Les forces n'appartiennent ni à l'Otan ni à l'UE. Elles appartiennent, pour l'essentiel, aux Nations. Les États-membres sont souverains pour affecter leurs forces militaires à telle ou telle organisation dans le cadre de telle ou telle crise – des plans prévoient les capacités et les volumes de forces que les Nations doivent préparer selon les scénarios d'engagements approuvés par le conseil. La coopération entre l'Otan et l'UE doit être une priorité, ce qui suppose de lever les obstacles politiques qui la freinent aujourd'hui.

\*  
\*\*

Pour conclure, je dirais que les États-Unis aspirent à pouvoir se concentrer sur la zone Indo-Pacifique, ce qui suppose une plus grande responsabilité des Européens à

l'égard de leur sécurité dans leur espace et dans leur voisinage.

Il me semble ici, par-dessus tout, nécessaire de faire comprendre aux Américains que les efforts entrepris par l'Union européenne dans ce domaine servent notre défense collective et renforcent le lien transatlantique. C'est le sens, je crois, de la déclaration commune des présidents Biden et Macron à la suite de la regrettable affaire des sous-marins australiens. Ces efforts sont donc, non seulement, les bienvenus, mais imposent une plus grande coordination entre les deux organisations et un prérequis : des Nations européennes crédibles et autonomes militairement.

Je suis vraiment convaincu que les Européens ne seront véritablement souverains que grâce à l'Union. Aucun pays n'aurait été capable seul de faire face à la crise de la Covid-19, à la crise financière de 2008 et demain de se libérer des dépendances énergétiques... Un paradoxe finalement, puisque pour retrouver une forme de souveraineté, il faut accepter d'en céder au niveau européen.

### **Nathalie LOISEAU**

Je partage la plupart des points qui ont été introduits par le général Lanata. Je suis, à la fois, Présidente de ce qui n'est encore qu'une sous-commission du Parlement européen sur la défense – ce qui montre la jeunesse de l'intérêt de l'Union européenne (UE) pour les questions de défense – et vice-Présidente de la délégation du Parlement européen à l'assemblée parlementaire de l'Otan. Voilà bien la preuve qu'il est possible aujourd'hui de concilier une ambition pour l'Otan et une ambition pour l'Union européenne, pour la défense européenne.

J'ai dit « défense européenne » intentionnellement et non pas « Europe de la défense », parce qu'il n'y a que les Français pour parler d'Europe de la défense : la défense européenne qui se construit ne sera pas le copier-coller des réflexions françaises, à partir du moment où l'on travaille en Européen, on écoute, on convainc, mais l'on comprend aussi ses partenaires et on construit un projet qui n'est pas exactement celui qu'on avait pensé initialement. Il aura fallu une guerre pour que la défense européenne sorte des discours pour entrer dans les actes – c'est malheureusement habituel s'agissant de l'Europe, on dit toujours qu'elle progresse dans les crises.

Néanmoins, elle réagit plus vite aujourd'hui.

Pour cela, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, l'a dit dans son discours sur l'État de l'UE du 14 septembre 2022 : il a fallu des années pour que l'Union européenne réagisse à la crise financière de 2008, il lui a fallu des mois pour réagir à la pandémie de Covid-19, mais il ne lui a fallu que quelques jours pour réagir à l'agression russe contre l'Ukraine, à la fois en organisant les premiers trains de sanction contre la Russie et le début de l'aide à l'Ukraine – y compris de l'aide militaire. Des instruments avaient déjà été mis en place depuis plusieurs années et commençaient à poser les premières briques d'une défense européenne :

- Le **Fonds européen de défense (FED)**, qui permet de contribuer au financement de la recherche et du développement de projets capacitaire en commun.
- La **coopération structurée de défense**, qui encourage les États-membres à travailler ensemble sur leurs lacunes.
- La **Boussole stratégique** <sup>(1)</sup>. Pour la première fois, 27 États membres travaillent ensemble et partagent leur vision des menaces et la manière d'y répondre dans un document commun.
- Enfin, un instrument encore plus neuf, qui a eu plus d'effets s'agissant du conflit en Ukraine, que l'on appelle la **facilité européenne de paix** <sup>(2)</sup>, qui correspond à la capacité à financer en commun de la fourniture d'équipements militaires, y compris létaux, à un pays partenaire.

Cette facilité européenne de paix venait d'être adoptée au niveau européen : nous avons commencé à nous en servir en tâtonnant – quelques millions par-ci, quelques millions par-là, d'équipements non létaux, quelques partenaires...

Aujourd'hui, au moment où nous parlons, nous sommes à 3 milliards d'euros d'engagement pour financer de l'envoi d'équipements militaires essentiellement létaux vis-à-vis de l'Ukraine – ce qui signifie que lorsque l'on liste les efforts nationaux consentis pour fournir des équipements à l'Ukraine, et lorsqu'à très juste titre on salue les efforts consentis par la Pologne ou par les États baltes, on doit se souvenir que ces efforts sont possibles notamment grâce à la solidarité financière européenne – qu'elle soit allemande, française ou encore d'autres pays « payeurs net » de l'UE qui viennent en aide par solidarité aux autres – ce qui est une bonne chose.

Je partage l'analyse du général Lanata, mais avec encore un petit peu plus d'optimisme, pour dire qu'aujourd'hui le débat qui consiste à se demander ce qu'il faudrait choisir entre l'Otan et la défense européenne est en train de devenir anachronique : cela devient un débat stérile, et chacun s'accorde, en tout cas aujourd'hui, sur le fait que l'une renforce l'autre.

On a vu naturellement la Suède et la Finlande demander à entrer dans l'Otan, il y aura donc 23 membres de l'Union européenne qui seront en même temps membres de l'Otan. On voit une Administration Biden qui, aujourd'hui, tient un discours positif sur la construction d'une défense européenne et, au-delà du discours, voit avec un meilleur œil cette construction, à la fois comme un pilier européen de l'Alliance et comme une forme de libération des États-Unis qui leur permettrait de se concentrer sur des enjeux Indo-Pacifique.

---

<sup>(1)</sup> UNION EUROPÉENNE, Une boussole stratégique en matière de sécurité et de défense, mars 2022, 72 pages ([https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/documents/strategic\\_compass\\_fr\\_4.pdf](https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/documents/strategic_compass_fr_4.pdf)).

<sup>(2)</sup> Facilité européenne pour la paix : instrument extrabudgétaire qui a pour objectifs d'améliorer la capacité de l'Union à prévenir les conflits, à consolider la paix et à renforcer la sécurité internationale, en permettant le financement d'actions opérationnelles relevant de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense.

De notre côté, l'autonomie stratégique signifie « agir avec nos alliés à chaque fois qu'on le peut » (c'est un engagement fort) et « agir en autonomie à chaque fois qu'on le doit » – et nous savons que des crises comme la Libye ou le Sahel auront toujours plus d'impact et plus d'importance pour l'UE qu'elles n'en auront pour les États-Unis.

De là à dire que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles, ce serait évidemment excessif. Chacun a en mémoire la phrase célèbre d'Emmanuel Macron parlant de l'Otan comme étant « en état de mort cérébrale ». Il n'y avait, à mon sens, rien d'une *Schadenfreude* dans ce constat qu'avait dressé Emmanuel Macron. Il s'agissait, plutôt, d'un cri d'alerte qui consistait à dire qu'au moment où il nous a tous alerté, l'Otan mettait les difficultés et la misère sous le tapis – et des difficultés et de la misère, dans l'Alliance, il y en a !

Il y en a encore aujourd'hui, il y en a depuis un certain nombre d'années, depuis que la Turquie a fait des choix qui peuvent se comprendre de son point de vue, mais qui ne sont pas simples à assumer pour les autres membres de l'Alliance :

- Le choix de se fournir en équipement militaire russe.
- Le choix d'avoir une politique agressive vis-à-vis de la Grèce et vis-à-vis de Chypre.
- Le choix de réfléchir en termes de sphère d'influence sur son étranger proche ou moins proche – qu'il s'agisse de la Syrie, de l'Arménie et du Haut-Karabagh, tout ce que la Turquie appelle « le monde turcique ».

On ne peut pas dire que ces intérêts et ceux de l'Alliance soient nécessairement alignés et on se souvient (ou du moins devrait-on se souvenir) que, pendant plus d'un an, la Turquie a pris en otage les plans de défense, au sein même de l'Otan, des pays baltes et de la Pologne parce qu'elle voulait davantage de soutien à ses propres priorités.

Nous savons qu'aujourd'hui, nous attendons encore la ratification par la Turquie de l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'Otan, et nous avons tous vu que ces adhésions se feront au prix d'un marchandage qui n'est pas tout à fait celui d'un allié inconditionnel. Souvenons-nous en, car cette réalité ne va pas disparaître du jour au lendemain et va continuer à peser, du moins, dans la création d'incertitudes sur le fonctionnement de l'Otan.

Là encore, il ne s'agit pas d'une bonne nouvelle et personne (du moins, j'espère que personne en France) ne dira qu'il s'agit d'une bonne raison pour tourner le dos à l'Otan et ne penser qu'à la défense européenne.

D'ailleurs, avant même le déclenchement de l'agression russe en Ukraine, le premier geste que la France a accompli dès le mois de janvier était d'annoncer sa disponibilité à envoyer sous commandement Otan des troupes françaises en Roumanie – où la France joue le rôle de nation-cadre. La France est donc à la fois (peut-être) le membre le plus vocal et parfois le plus « irritant » de l'Alliance, mais souvent aussi le plus fidèle lorsqu'il s'agit d'être présent sur un théâtre d'opérations.

Europe puissance : d'une autonomie renforcée  
à la souveraineté ?

Naturellement, la vision française n'est pas nécessairement partagée par les autres membres de l'Alliance, tout d'abord parce que nous avons un type d'armée qui se veut capable d'intervenir sur de divers types de théâtres d'opérations – et ce n'est pas le choix qu'ont fait beaucoup de nos partenaires depuis de nombreuses décennies. Cela ne signifie toutefois pas que la France doive se dispenser de se livrer elle-même à un *aggiornamento* et se poser les bonnes questions, notamment à l'occasion de la révision de la LPM, mais nous sommes très loin des conceptions que peuvent avoir d'autres États-membres (notamment les plus importants) de leur défense jusqu'aujourd'hui.

Cela étant, on ne peut pas dire non plus que les États que l'on qualifierait de plus atlantistes freinent ou sont indifférents aux efforts qui vont dans le sens d'un plus grand développement de la défense européenne. Je reviens de Varsovie, où j'étais encore hier, et la Pologne est, en ce sens, un exemple intéressant.

Naturellement, la Pologne est atlantiste et elle l'a particulièrement été pendant l'Administration Trump : la Pologne a tout fait pour ne pas perdre les États-Unis, y compris en faisant preuve de ce que l'on peut qualifier d'une certaine « complaisance » ; mais pour autant, la Pologne laisse avancer la défense européenne et considère que, compte tenu de sa géographie, deux précautions valent mieux qu'une.

Le FED a été négocié au Parlement européen grâce à l'aide, je dois le dire, d'un rapporteur polonais du parti au pouvoir, le *PiS*, qui, au lieu d'essayer de convaincre les Européens d'en faire moins, a convaincu son gouvernement d'en faire plus. Aujourd'hui, sur la facilité européenne de paix, sur l'idée d'une mission de formation à destination de l'armée ukrainienne sur le territoire européen, la Pologne est pleinement à bord tout en étant pleinement investie dans l'Otan.

Je crois que, quelque part, en marchant dans la réalité, les choses sont moins contradictoires qu'elles ne le sont en théorie : c'est évidemment plutôt une bonne nouvelle.

Cela étant, en faisons-nous assez ? Je ne crois pas. Il n'y aurait rien de plus dangereux pour les États-membres de l'Union européenne que de nous reposer sur nos lauriers en nous disant qu'après tout, puisque nous avons été capables de prendre des sanctions ensemble et d'envoyer des équipements militaires ensemble, le compte est bon.

Le tournant de la guerre en Ukraine (si tournant il y a) est d'abord dû au courage et aux capacités tactiques de l'armée ukrainienne. Bien sûr, notre contribution aide à faire la différence, mais évidemment la première assistance qui fait la différence dans le conflit est celle portée par les États-Unis. Nous ne sommes pas et nous ne devons pas nous placer en compétition avec les États-Unis sur ce plan-là. Nous devons nous placer en complémentarité et nous assurer à la fois que nous ne doublons pas et ne laissons pas des lacunes dans cette guerre qui peut être et qui doit être gagnée par l'Ukraine : une guerre dans laquelle nous ne nous battons pas pour l'Ukraine mais où l'Ukraine se bat pour nous.

Pendant ce temps une autre guerre, moins visible, se déroule : la « guerre hybride », à travers des ingérences diverses dans nos démocraties.

Si la Russie mène une guerre en Ukraine, elle a aujourd'hui, vis-à-vis de l'Europe, une politique agressive. Ce n'est pas l'Europe qui s'est rendue agressive à l'égard de la Russie, c'est la Russie qui, depuis de nombreuses années, par des opérations de désinformation, par des cyberattaques, par la corruption de certaines élites politiques, par le chantage au gaz dont on voit les effets aujourd'hui, a organisé une forme de dépendance et a essayé d'affaiblir nos modèles démocratiques parce que ceux-ci la dérangent, de même que la dérangeait le chemin vers la démocratie qu'avait entamé l'Ukraine.

N'oublions jamais qu'en 2014, ce que la Russie avait reproché à l'Ukraine, ce n'était pas d'être entrée dans l'Otan, puisque la politique de la porte ouverte de l'Otan avait surtout consisté à laisser l'Ukraine « à la porte » : il s'agissait alors juste pour l'Ukraine de se préparer à signer un accord d'association avec l'Union européenne et de tourner de plus en plus le dos aux oligarques pro-russe.

Nous avons donc nous-mêmes, directement sur notre sol, des menaces hybrides, des tentatives d'affaiblissement contre lesquelles nous devons être pleinement mobilisés : de ce point de vue là, l'Union européenne a des atouts.

Le général Lanata a parlé de résilience : nous en avons davantage conscience aujourd'hui, mais là encore, nous ne sommes pas tout à fait au bout du chemin.

## **Pascal BONIFACE**

En novembre 2019, le président de la République disait que l'Otan était « en état de mort cérébrale ». On peut dire, qu'à l'époque, il avait parfaitement raison ! Entre l'attitude du président Erdogan qui jouait les francs-tireurs, les solistes incapables de tenir compte d'une alliance, et surtout l'attitude du pays *leader* de cette alliance, Donald Trump, tout portait à penser que cet « état de mort cérébrale » était, effectivement (et je rejoins Madame Loiseau) à la fois un constat et un cri d'alerte, une sorte de dernier avertissement avant que les choses ne se dégradent.

Aujourd'hui, c'est un peu l'autonomie stratégique européenne qui est en « état de mort cérébrale » et je le dis avec d'autant plus de tristesse que je suis un partisan de cette autonomie stratégique. Je rejoins le général Lanata sur ses propos. Effectivement, l'autonomie stratégique européenne est un projet français qui n'est pas, depuis longtemps, partagé par nos partenaires européens. La France a longtemps, si ce n'est prêché dans le désert, du moins été en amont de ce que voulaient faire nos partenaires. Aujourd'hui, du fait de cette agression de Poutine en Ukraine, le mot même semble tabou et il n'est plus possible de le mettre en avant, de l'évoquer parce que l'évoquer serait considéré par nos partenaires comme un acte de rupture de la solidarité occidentale et de la solidarité atlantique.

Du fait de la guerre d'Ukraine, on a un peu un effet ciseaux : il va y avoir un renforcement des capacités opérationnelles européennes. En effet, les pays ont décidé, et, pour une fois, ils semblent prendre leur engagement au sérieux, de passer leurs dépenses et leur part de PIB consacrée aux dépenses de la défense à 2 %. C'était un objectif fixé depuis longtemps et on peut dire que Poutine l'a consolidé. L'Otan et donc les pays membres vont effectivement solidifier leurs équipements, la France pour la première fois depuis très longtemps.

Je rends un hommage indirect à Arthur Paecht qui, dès 1978, mettait en garde sur le fait que les lois de programmation n'étaient pas exécutées et que, chaque année, le budget était remis en cause. Cela remonte à quelques temps, mais on a là une LPM qui, apparemment, sera exécutée pour la première fois depuis plusieurs décennies. Donc nos capacités et les propos du chef des achats dans l'armée sur les trous opérationnels sont écoutés. Tous les pays européens renforcent leurs capacités.

La Suède et la Finlande rejoignent l'Otan et aussi, disons, font des opérations plus coordonnées avec l'Alliance. Grâce à M. Poutine, qui a été un fidèle soutien de l'Alliance atlantique, l'Otan n'a jamais été aussi solide et ne s'est jamais aussi bien portée que depuis le début de l'invasion qu'il a lancée contre l'Ukraine !

Tous les pays européens renforcent leurs capacités. Toutefois, celui-ci ne se traduit pas par une autonomie plus grande, il se traduit par moins d'autonomie. C'est ce que j'appelle cet effet ciseaux : plus de capacité et moins d'autonomie. Ce qui existait déjà auparavant – et là encore je partage, sans peut-être avoir les mêmes conclusions, mais je partage le constat brut, notarial et clinique du général Lanata – pour la plupart des pays européens, l'autonomie stratégique européenne n'est pas souhaitable, parce qu'ils la vivent comme étant une ruse française pour substituer l'influence de la France à l'influence américaine, sans pour autant avoir les moyens d'assurer la défense des pays membres de façon aussi solide que les États-Unis. En outre, ils voient cela comme un moyen d'éloigner les États-Unis de l'Europe et d'élargir l'Atlantique. Alors qu'en réalité, si on regarde les choses, les mots et les réalités, autonomie ne veut pas dire hostilité. C'est contraire à la dépendance, mais pas à l'alliance, et donc l'autonomie pourrait être vécue comme un moyen de renforcer l'alliance en donnant justement un peu plus de forces.

J'ai en mémoire, par exemple, le fait que la France ait une autonomie stratégique, ce qui a été très utile au début des années 1980 dans la bataille des euromissiles. Puis, quand la France s'engageait fortement pour le déploiement des *Pershing* et des missiles de croisière américains, c'était la parole d'un pays censé être indépendant, allié mais non aligné, donc cela n'avait que plus de poids.

Je pense qu'il sera difficile, dans le court terme, d'évoquer l'autonomie stratégique, parce que cela, à tort ou à raison, sera vécu comme une faille dans l'alliance, comme une volonté de faire une brèche. Alors qu'elle est d'autant plus nécessaire que jamais, du fait de l'agressivité russe et du comportement guerrier, brutal et agressif de Vladimir Poutine.

On voit bien, d'ailleurs, que l'Allemagne et la France font profil bas et ils sont aujourd'hui mis en accusation. Alors, *mezza voce*, parce que l'important c'est quand même d'aider l'Ukraine et de repousser la Russie. Dans les débats internes, on entend – et cela a été dit publiquement par des responsables des pays baltes et polonais, notamment – que finalement la volonté d'avoir un contact avec la Russie n'a, non seulement pas empêché la guerre, mais même a consolidé les appétits de Poutine, cela a été vécu par ce dernier comme une sorte de possibilité d'agir. Donc l'ouverture à la Russie de Vladimir Poutine est retenue contre nous. Par ailleurs, la France et l'Allemagne sont d'autant plus en difficulté que le modèle économique allemand est brisé, c'est la fin de l'énergie pas chère pour avoir une chimie performante, et donc ce modèle économique allemand est plus que compromis.

L'ADN stratégique de la France depuis le début de la V<sup>e</sup> République, c'est d'avoir une relation forte et autonome avec Moscou, tout en plaidant pour augmenter les marges de manœuvre. De Gaulle l'a fait, puis Mitterrand, après l'avoir critiqué, l'a repris à son compte lorsqu'il est parvenu au pouvoir. Giscard d'Estaing l'a fait aussi, au point, d'ailleurs de se faire traiter à un moment donné de « petit télégraphiste de Brejnev » par le même Mitterrand !

On peut dire que chaque Président, à sa manière et avec sa propre personnalité, et peu importe sa couleur politique, quoi qu'il ait dit auparavant sur la Russie, a, lorsqu'il était Président, maintenu cette voie. Cette dernière n'est plus possible aujourd'hui. Avoir des relations autonomes avec Moscou n'est plus possible. Je ne vais revenir sur la question de savoir si nous sommes en guerre ou pas avec la Russie, mais, en tout cas, la Russie nous considère comme un pays avec lequel elle entretient une inimitié. Il n'est donc plus possible d'agir par ce qu'a été l'ADN de la politique française. Pour l'instant, on est obligés de faire profil bas.

C'est plutôt la Pologne et les pays baltes qui mènent le bal en Europe et qui imposent leur récit. Récemment Monsieur Lech Walesa, qui fait encore figure d'autorité morale en Europe, a dit que les Européens ne seront pas en paix tant que la Russie ne sera pas ramenée à un pays de moins de 50 millions d'habitants ! Il y a des marges de manœuvre assez importantes.

Du côté franco-allemand, on pourrait dire que les mises en garde sur les risques de l'élargissement de l'alliance n'ont pas manqué : Mitterrand le premier, dès décembre 1991 lors du Sommet de l'Otan alertait déjà sur un tel risque. Et si Angela Merkel et Nicolas Sarkozy ont refusé l'élargissement en avril 2008 <sup>(3)</sup>, alors que Nicolas Sarkozy s'était fait élire sur un programme que l'on pourrait qualifier d'atlantiste, ce n'était pas par opposition à l'alliance, mais surtout dû au fait qu'une telle ouverture semblait lourde de sens, de significations et de risques.

Je pense que ce débat de l'élargissement de l'Otan et du dialogue avec la Russie va reprendre un jour, mais, pour l'instant, des vents contraires soufflent de façon très forte. L'histoire est longue et ce qui est important aujourd'hui c'est de conserver une

---

<sup>(3)</sup> « Déclaration du Sommet de Bucarest » ([https://www.nato.int/cps/fr/natolive/official\\_texts\\_8443.htm](https://www.nato.int/cps/fr/natolive/official_texts_8443.htm)).

autonomie stratégique intellectuelle, qui peut être mise en cause par des puissances hostiles. Je veux dire qu'il faut continuer à réfléchir sur les causes de la guerre et ne pas commettre d'erreurs.

Je pense qu'on peut dire à la fois que nous avons, dans le passé, commis des erreurs avec la Russie, que ceci n'excuse en rien ni la guerre ni les crimes de guerre et qu'il faut donc aider l'Ukraine à repousser Poutine pour qu'il subisse une défaite. Cela est souhaitable afin de démontrer l'inutilité de la guerre comme moyen de résoudre des problèmes politiques. Par la guerre, on soulève encore plus de problèmes qu'on en résout.

Le facteur d'espoir n'est pas exclu pour l'instant. J'oppose le renforcement des capacités avec la diminution de l'autonomie stratégique ou intellectuelle. Peut-être que le renforcement des capacités purement européennes va donner davantage confiance aux Européens, dans leurs capacités et dans leurs moyens. Une fois qu'il y aura ce renforcement des capacités, ils se rendront compte qu'ils sont capables d'autonomie tout en restant dans l'Alliance atlantique.

On ne peut pas exclure qu'en 2024 un Président digne héritier de Donald Trump, ou Trump lui-même, revienne au pouvoir et notre défense ne peut pas dépendre du vote d'un *Swing-State*. Il faut la construire nous-mêmes, être indépendants et peut-être que ce renforcement des capacités va nous amener à prendre conscience que la dépendance dans laquelle nous nous plaçons volontairement n'est peut-être pas le seul enjeu contemporain.

### **Jean-Dominique MERCHET**

La courtoisie veut, qu'en général, lorsque l'on est le dernier intervenant d'une assise, l'on remercie les organisateurs, et le principal d'entre eux, mon cher camarade Alain Bauer.

Cette fois, j'hésite à le faire parce que je me demande si le thème de la table ronde auquel vous m'avez invité me vieillit ou, au contraire, me rajeunit. Soyons optimistes, disons qu'il me rajeunit, et je vous remercie encore pour cette invitation.

Pourquoi ce sujet me rajeunit-il ? Parce qu'à la fin des années 1990, il y a eu deux guerres successives en Europe qui ont fait, on pense, autour de 100 000 morts. Cela n'est pas négligeable. Il y a eu la guerre de Bosnie et la guerre du Kosovo. Ces deux guerres se sont conclues par l'intervention américaine. C'est cette intervention sur le Vieux Continent qui a ramené la paix en Bosnie en 1995 et c'est l'intervention de l'Otan, donc des États-Unis, qui a permis de régler, de manière stable depuis vingt-cinq ans, la question de l'indépendance des Albanais du Kosovo, bien que les avis soient partagés, mais cela constitue un autre débat.

À l'époque, on avait le même genre de débats qu'aujourd'hui. On se demandait si ce n'était pas le moment pour l'Europe de se réveiller, de construire son autonomie, d'avoir sa défense européenne et de prendre, enfin, son destin en main, de ne pas

toujours laisser aux Américains le soin de venir comme en 1917, comme en 1944, 1995 ou 1999, régler nos affaires d'Européens.

Aujourd'hui, on reparle de la même chose vingt-trois ans plus tard, parce que l'on voit bien qu'une vraie guerre, comme celle de Bosnie ou du Kosovo, se déroule en Europe. Sans l'intervention des États-Unis, l'Ukraine serait, aujourd'hui, entre les mains de la Russie de Poutine. Vous pouvez retourner la question dans tous les sens, ce n'est pas l'intervention de la France, de l'Allemagne, des Polonais, des Baltes qui aurait empêché la victoire de la Russie sur l'Ukraine, mais bien l'intervention des États-Unis qui permet à l'Ukraine de tenir et vraisemblablement de gagner cette guerre. Nous verrons comment et quand.

Cela nous pose, évidemment, un problème, d'autant plus que l'autre pays qui joue un rôle important en Ukraine est la Grande-Bretagne, qui a quitté l'Union européenne. Un Sommet franco-britannique avait eu lieu à Saint-Malo en décembre 1998 <sup>(4)</sup>, dans lequel les dirigeants s'étaient accordés pour construire quelque chose ensemble, construire l'Europe de la défense. En 1999, il y eut un sommet de l'UE à Helsinki <sup>(5)</sup> dans lequel fut énoncée l'idée de doter l'Union européenne de capacités militaires, avec 60 000 hommes, déployables en six mois, pendant un an. Vingt-trois ans plus tard, cela n'existe pas. Toutefois, cela ne signifie pas qu'il n'existe rien.

Le Fond Européen de paix existe. Il va y avoir une mission de formation de l'armée des militaires Ukrainiens à laquelle, vraisemblablement, l'armée française contribuera en Pologne ou en Roumanie, ou ailleurs. Il y a, en outre, l'émergence d'un espace politique européen. Les Européens, où qu'ils soient aujourd'hui en Europe, pensent que l'espace politique dans lequel ils vivent, c'est l'Europe.

- Qui, il y a vingt ans, connaissait le nom du Premier ministre hongrois ?
- Qui, aujourd'hui, ignore le nom du Premier ministre hongrois ?
- Qui s'intéressait, il y a vingt ans, à savoir qui sera le prochain Président du conseil en Italie ?
- Qui s'intéressait, il y a vingt ans, comme on s'y intéresse maintenant, au destin de la Pologne ? Ou encore à la coalition allemande ?

Il y a un espace politique européen et c'est, à mes yeux, une excellente nouvelle. Nous attendons, toutefois, trop de choses de cette Union européenne.

« On ne peut pas demander du lait à un bouc. » De même qu'un bouc, en effet, ne fournira jamais de lait, l'Union européenne est une formidable machine de paix qui permet l'existence de la démocratie libérale, qui garantit un niveau de prospérité, mais elle n'est pas une machine à produire de la puissance. Vous ne changez pas votre ADN. Certains en rêvent, néanmoins. Certains rêvent de greffer un ADN à un code géné-

<sup>(4)</sup> « Déclaration franco-britannique de Saint-Malo », 4 décembre 1998, Luxembourg Centre for Contemporary and Digital History, CVCE (<https://www.cvce.eu/>).

<sup>(5)</sup> « Conclusions de la présidence », Conseil européen d'Helsinki, 10-11 décembre 1999 ([www.europarl.europa.eu/](http://www.europarl.europa.eu/)).

tique de puissance, un code génétique militaire, un code génétique d'affirmation géopolitique forte sur un ADN qui a aujourd'hui soixante-dix ans. Je leur souhaite bonne chance et je crains que, dans vingt ans, à la prochaine crise européenne, nous soyons encore ici à débattre pour savoir si ce n'est pas le moment de relancer la défense européenne. Cela ne signifie pas malgré tout que rien n'est possible, mais ne nous trompons pas.

Faisons attention à l'usage des mots. En France, on emploie trop facilement « souveraineté » et « autonomie stratégique » comme des synonymes. Je crois qu'il s'agit d'une erreur conceptuelle importante. La plupart des pays européens, voire la quasi-totalité d'entre eux sont aujourd'hui convaincus par la notion de souveraineté. Les Allemands les premiers. C'est un terme compliqué dans l'histoire de la République fédérale d'Allemagne, mais aujourd'hui le chancelier Olaf Scholz parle de souveraineté européenne. C'est un progrès, c'est un changement, il faut absolument en tenir compte. Que signifie, néanmoins, ce terme de « souveraineté » ? C'est la résilience, la capacité à être plus solide, la capacité à ne pas être emporté par les vents géopolitiques et soumis aux décisions qui ne nous appartiennent pas. Cette vision fonctionne dans l'Union européenne. En revanche, le terme d'« autonomie stratégique » ne fait pas consensus. La question que l'on se pose en parlant d'autonomie stratégique est de savoir par rapport à quel acteur nous posons cette autonomie.

Évidemment, lorsque les Français parlent d'autonomie stratégique, ils la pensent par rapport aux États-Unis et cela constitue un tabou pour la quasi-totalité des pays européens.

Il faut bien comprendre que pour nos partenaires européens, nos amis, nos voisins, l'adhésion à l'Alliance atlantique – c'est-à-dire à l'alliance avec les États-Unis – constitue la garantie du parapluie nucléaire américain. Il s'agit pour eux de l'équivalent de la dissuasion nucléaire pour les Français. C'est un sujet sur lequel on ne plaisante pas, on ne pardonne pas, on ne débat pas. C'est pour cela que le mot d'Emmanuel Macron sur la « mort cérébrale » de l'Otan avait été si mal perçu à l'époque ; tout d'un coup, nos partenaires européens s'étaient interrogés : l'Otan, ultime garantie de notre sécurité, serait « en état de mort cérébrale » ? On peut alors donner toutes les explications de texte possibles, se justifier en disant que l'on pensait aux agissements de la Turquie, au retrait de l'Administration Trump, le doute était insufflé chez nos partenaires européens.

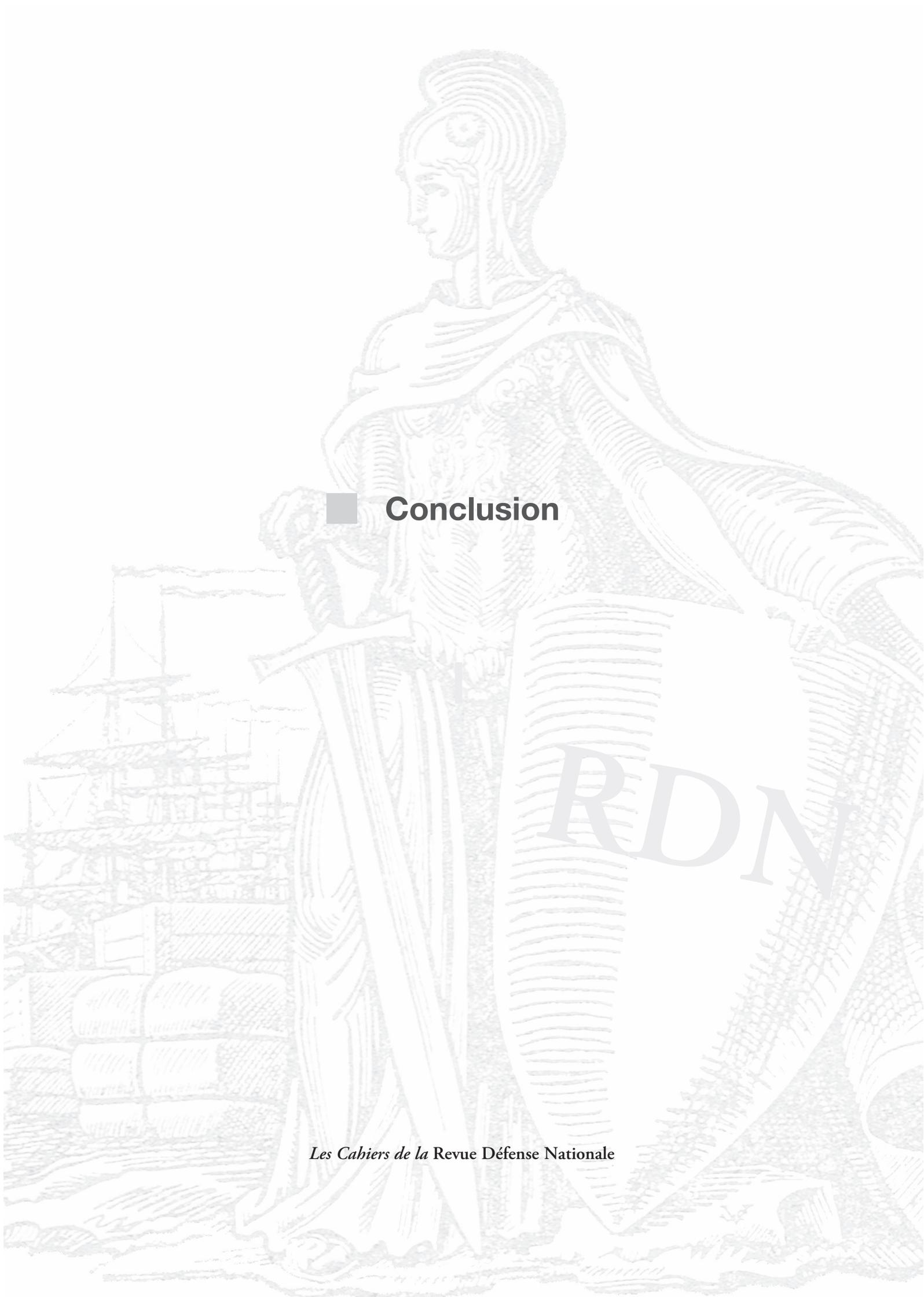
Ne pourrions-nous pas faire mieux en matière de souveraineté ou d'autonomie ? Oui, l'Europe en est capable, mais sans doute pas dans le cadre des institutions européennes telles qu'elles existent aujourd'hui et telles qu'elles vont continuer d'exister. Nous ne pourrions pas faire beaucoup de choses dans le domaine militaire. Il faut le reconnaître et ne pas se mentir, mais des sujets peuvent être traités dans d'autres domaines. L'autonomie stratégique ou la souveraineté européenne peuvent-elles, par exemple, s'exercer dans le champ juridique. Les États-Unis le font avec l'extraterritorialité de leur droit. Le fait que le droit américain s'applique aux entreprises européennes constitue un vrai problème qui a des conséquences géopolitiques. C'est pour cette raison, notamment, que l'accord sur le nucléaire iranien a volé en éclats : parce

qu'à partir du moment où les Américains s'en retiraient, les Européens étaient obligés d'en faire de même. Ils ne pouvaient plus, *de facto*, commercer avec l'Iran. Je considère qu'il peut y avoir des domaines d'action de la souveraineté européenne, de son autonomie, dans la technologie, le droit, les normes. Toutefois, elles ne peuvent s'exercer dans le domaine militaire.

Nous pourrions faire des petites choses souverainement. En revanche, encore une fois, je ne crois pas en une « autonomie stratégique de l'Europe ». Je n'y crois pas, parce qu'il faut, pour exercer une autonomie « stratégique », un pouvoir politique, qui prenne des décisions, en particulier sur des questions régaliennes. Le mot est dit : « régalien ». Aux Invalides, sur les canons figure la formule « *Ultima ratio regum* ». La chose militaire est la « dernière raison du roi ». Envoyer une armée, faire la guerre, donner ou recevoir la mort, relève encore d'une décision politique. Une réforme des institutions européennes serait nécessaire pour mettre en place une autonomie stratégique en Europe. Est-ce que les Européens vont se mettre d'accord sur leur politique étrangère ? Vont-ils se mettre d'accord pour passer de la règle de l'unanimité à la règle de la majorité qualifiée ? Il est très compliqué de changer les règles de fonctionnement des institutions. Si l'on regarde les forces en présence dans l'Union européenne, les avis, évidemment, divergent : les petits pays européens ne veulent pas de ce changement de règle, craignant d'être négligés dès lors que cette mesure serait prise. En outre, un pays comme la France est-il officiellement pour la réforme des institutions européennes ?

En réalité, on traîne les pieds parce que l'on n'a pas envie de se faire imposer des choses par une alliance qui serait demain l'alliance des Italiens, des Polonais, des Allemands, des Suédois et d'autres.

En conclusion, nous ne verrons pas, demain, à cause de la guerre en Ukraine, davantage d'autonomie stratégique ni une Europe souveraine comme beaucoup de Français ont pu le croire à un moment. Et je crains, même si cela peut être décevant pour certains, d'être dans une vision de la réalité en partageant cela. Ce ne sont pas mes convictions personnelles, mais mon métier de journaliste consiste à décrire ce que je vois, de le comprendre et de le partager au plus grand nombre. ♦



■ **Conclusion**

RDN

# Conclusion

Alain BAUER

Professeur au Conservatoire national des arts et métiers (Cnam). Responsable scientifique du pôle Sécurité Défense Renseignement Criminologie Cybermenaces Crises – PSDR3C/ESD R3C. Dernier ouvrage paru : *Au commencement était la guerre*, Fayard, 2023, 486 pages.

**J**e souhaite remercier les intervenants et l'Administratrice générale du Cnam, celles et ceux qui étaient présents ici, et d'autres, plus nombreux, qui étaient présents de loin, en visioconférence. Et saluer le ministre des Armées qui nous a envoyé un message faute de pouvoir être avec nous.

Il était important pour le Conservatoire national des arts et métiers, le pôle Sécurité & Défense – Renseignement, criminologie, cyber, crises et l'équipe de recherche éponyme de vous accueillir sous le parrainage du Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) pour pouvoir aborder les questions stratégiques majeures qui surgissent.

Depuis 2008, nous abordons des questions compliquées, en général avec un *tempo* d'avance. Nous l'avons fait sur les questions de dissuasion, les crises sanitaires, les crises sociales, les menaces criminelles...

Nous le faisons sur le retour de la guerre, pas parce que cela nous réjouit, ni parce que nous espérons prévoir l'avenir, voir avant tout le monde les événements futurs, mais simplement parce qu'il nous paraît nécessaire dans un espace de formation et de recherche, d'être prêts.

D'être prêts avec nos étudiants, mais aussi avec nos partenaires : l'École de guerre (EdG), l'Académie du renseignement, la Direction générale de la Gendarmerie nationale (DGGN), la communauté du renseignement, et celles et ceux qui ont vocation à nous rejoindre.

Nous savons, depuis très longtemps – et c'est d'ailleurs la première phrase du cours du Master – qu'en général, en matière criminelle, terroriste, stratégique ou militaire, ce qui est nouveau est souvent ce que nous avons oublié.

En 1952, dix ans avant ma naissance, il y a eu un débat en France sur la création d'une Communauté européenne de défense. Elle échoua en 1954. En même temps que s'affirmait alors l'idée d'une souveraineté nationale basée sur la dissuasion nucléaire indépendante (programme lancé par un décret secret signé par Pierre

Mendès France), hors de l'Otan, mais dans l'Alliance, l'idée que les débats doctrinaux affaiblissaient la dissuasion s'affirmait sous l'égide de Michel Debré.

Depuis, et cela rappelle le processus de discussion en cours avec le Chef d'état-major des armées, le ministre des Armées, le directeur de l'enseignement militaire supérieur (DEMS), le général Durieux – un grand spécialiste de Clausewitz – ou le directeur de l'EdG, nous réfléchissons beaucoup à la mise en place d'un nouvel outil de recherche et de formation sur la polémologie. Il faut savoir qu'en la matière, nous ne produisons plus de stratèges depuis Gallois, Poirier et Aron. Il ne s'agit pas de trouver d'autres historiens de la stratégie, mais bien des penseurs de la doctrine à venir face à des ennemis qui ont changé de nature. Il va falloir affronter la guerre qui revient, avec une armée renouvelée et modernisée, prête à la haute intensité et aussi à la longue intensité.

La lecture des éditoriaux de Jean-Dominique Merchet constitue un indicateur régulier sur l'état de nos forces, en matière de cannibalisation des moyens pour faire fonctionner ce qui peut encore l'être, notamment au moment où l'on est en train de débattre avec difficulté du budget du ministère des Armées, car il y a des tropismes que Bercy n'oublie jamais, même en période de combat.

Comme le rappelle Jean-Dominique Merchet, nous allons d'annonces, de souhaits, de volontés, de postures vers des renoncements généraux avec des petites avancées ici et là, des brigades communes, des opérations mixtes. Comme il le rappelait lui-même : si nous ne savons pas encore si nous allons envoyer des chars Leclerc en Ukraine, il y a dix ans, ils y manœuvraient très bien.

Il y a donc toute une série d'éléments qui nous posent problème et ce problème essentiel c'est notre amnésie. Notre amnésie par rapport à des moments et des dates particulières.

À la chute du mur de Berlin, nous espérions une grande Eurasie du commerce, de la liberté et de la démocratie. Trois ans plus tard, le premier signal que la Russie n'acceptait pas ce qui était en train de se passer survient en Serbie, en 1999. Le Premier ministre Primakov, né à Kiev en Ukraine, Premier ministre de Boris Eltsine, signalait qu'il y avait une ligne rouge en Europe, que les Occidentaux auraient rompu la confiance et que le moment était venu de se rendre compte que ça n'allait pas bien se passer si on ne respectait pas les lignes rouges.

Elles s'appelaient Kaliningrad, Ukraine et Géorgie. Depuis cette période et de manière régulière et récurrente, et tout particulièrement en 2007 à Munich, les hommes de Moscou, Vladimir Poutine en premier, affirment leur position et se préparaient à un conflit. En 2008, il se rend au Sommet de Bucarest, mais l'Otan répond à la déclaration de Munich par : « Le moment n'est pas encore venu pour l'Ukraine et la Géorgie de demander leur entrée dans l'Alliance atlantique, mais ce sera étudié plus tard. »

La quasi-totalité des pays du Pacte de Varsovie ont rejoint l'Alliance atlantique et Moscou s'est renfermé sur un espace qui lui paraît comme vital, au sens des années 1940.

Y a-t-il aujourd'hui une interrogation sur la nature exacte de qui est l'agresseur ? Aucune. La Russie de Vladimir Poutine est l'agresseur et a agressé un pays qui ne le menaçait pas, dans des conditions qui sont inacceptables et qui ne respectent aucune des lois de la guerre moderne. Entre barbarie et rusticité traditionnelle de l'armée impériale ou de l'armée soviétique.

Sur le fond, la question que nous devons nous poser est celle de ce que nous devons et pouvons faire.

Le général Burkhard, chef d'état-major des armées, a réaffirmé la nécessité de remoderniser, refinancer, réarmer une armée qui a été longtemps sacrifiée. Le problème, encore irrésolu, est que les discussions qui ont lieu vont nécessiter des moyens, certes, mais aussi une doctrine, une stratégie, une formation.

Il a fallu attendre les attentats de 2015 et 2016 pour créer des formations d'analystes du renseignement pour toute la communauté et c'est une excellente chose.

La part que le système académique doit prendre dans la défense de la souveraineté nationale, la défense opérationnelle du territoire, l'analyse des phénomènes, l'assistance, la recherche, la formation est indispensable.

Ceci concerne autant les étudiants professionnels, dont certains d'entre eux viennent de l'École de guerre, d'autres sont des militaires d'active, certains en parcours doctoral, d'autres en parcours d'habilitation à diriger des recherches (HDR), cela nous semble absolument indispensable.

Nous devons y prendre notre part. Nous le discutons déjà avec le ministère des Armées et nous affirmons sans problème que c'est un des rôles d'un espace aussi formidable que celui du grand établissement qu'est le Conservatoire national des arts et métiers. En effet, son rôle essentiel c'est de faire tout ce que l'université ne voulait pas faire et tout ce que l'université ne veut toujours pas faire. Nous faisons le reste. En général nous le faisons plutôt bien, à tel point que, régulièrement, l'université, dix, vingt ou trente ans plus tard, nous explique que c'est désormais son rôle à elle d'entreprendre de telles formations. Ce n'est pas grave, nous formons tout au long de la vie, et nous allons continuer sur tous les secteurs du Pôle Sécurité Défense Renseignement Criminologie Cybermenaces Crises (PSDR3C). Et continuer de même avec le centre de recherches dirigé par Philippe Baumard.

Ceci veut dire que, dans les mois et les années qui viennent, nous considérons comme absolument indispensable de se préparer à la guerre pour éviter d'avoir à la faire. Sans illusions, mais avec l'espoir que la détermination nationale pèsera.

Malheureusement, quand nous formons à la gestion de crise, et Rémy Février le racontait tout à l'heure, dans ses innombrables conférences, nous sommes face à des chefs d'entreprise qui considèrent que la meilleure manière de se préparer c'est d'expliquer

qu'elle n'existe pas et que le simple fait de s'y préparer pourrait amener la crise à se produire, alors que ne rien faire permettrait d'y échapper.

Ce n'est pas tout à fait notre point de vue. Se préparer ne garantit pas que la crise ne survienne pas. Nous considérons plutôt que cela offre une perspective de survie non négligeable.

C'est donc le chemin que nous essayons de parcourir avec l'ensemble des formations et des dispositifs qui ont été mis en place.

J'en profite ici pour remercier tous mes collègues du Cnam venus de toutes les équipes, de toutes les structures et qui participent sur l'ensemble des formations à ce travail.

C'est un des charmes de travailler dans cet établissement où l'espace académique est libre et ouvert, et permet toutes ces passerelles.

Je voudrais enfin remercier les équipes qui ont préparé les Assises avant de laisser le ministre conclure par son message.

Julie, Alexandra, Jérôme. Les collègues qui ont animé les séances, Rémy, Clotilde, Elyamine, Philippe, Patrick, le général Césari, Julia, les intervenantes et intervenants, vous tous qui avez pu être présents. Nous espérons vous accueillir, bien évidemment sous un même format, l'an prochain et j'espère ici aussi pour les XIII<sup>e</sup> assises, puisque nous continuons notre partenariat avec le Secrétariat général de la défense et la sécurité nationale.

Nous n'avons pas encore trouvé le thème. Peut-être « Après-guerre », en espérant éviter « Entre-deux-guerres ». ♦

# Allocution de conclusion du ministre des Armées

Sébastien LECORNU

Note préliminaire : pour conclure les Assises nationales de la recherche stratégique 2022, le ministre des Armées s'est adressé aux auditeurs dans une vidéo diffusée à la fin de la journée. Nous la retranscrivons ici.

**J**e suis heureux de pouvoir m'adresser à vous par cette vidéo et, en même temps, désolé et un peu triste de ne pas vous avoir accompagnés physiquement. Malheureusement je suis retenu à l'autre bout du pays.

Je remercie Alain Bauer pour cette initiative. On connaît son attachement aux questions de sécurité, aux questions de défense, donc merci d'avoir pris le temps d'une journée pour réfléchir à ce que nous connaissons aujourd'hui en matière d'actualités tristes, dangereuses, en Ukraine, et toutes les questions que cela pose, évidemment, pour notre modèle de sécurité et de défense français.

Au fond, on le voit, on a besoin de réinterroger une partie du modèle. Cela ne veut pas dire qu'il s'agit d'une grande révolution puisque, malheureusement, les différentes revues stratégiques ou différentes documentations qui avaient pu être produites dans le passé montrent à quel point ce que nous connaissons aujourd'hui était possible.

On ne peut pas ne pas voir qu'il y a un avant et un après 24 février 2022 avec l'agression que mène la Russie en Ukraine.

Donc aujourd'hui j'ai vu le programme, les différentes thématiques, les différents groupes de travail et je pense que le niveau de réflexion est le bon et va nous permettre à nous autres, Français, parlementaires, membres de *think-tank*, chefs militaires, membres du gouvernement et évidemment le président de la République, de mettre à jour notre *Revue nationale stratégique*. C'est le document cadre pour la France mais aussi pour nos partenaires qui nous permettra de peut-être mieux nous projeter.

Quelques réflexions, non pas pour amasser ou faire la synthèse de vos débats, mais plutôt pour essayer d'ouvrir à ce que nous devons nous dire et ce à quoi nous devons réfléchir collectivement dans les semaines à venir.

On ne peut pas ne pas voir que cette guerre que mène la Russie en Ukraine se fait évidemment sous couvert de la voûte nucléaire russe. Cela nous amène à nous repencher et à nous poser des questions sur les dissuasions. Nos concitoyens nous le demandent, nos opinions publiques nous le demandent. L'Otan est une alliance nucléaire. Nous sommes nous-mêmes dans une doctrine d'emploi propre dans laquelle le général de Gaulle avait donné une impulsion et chaque président de la République à chaque quinquennat revient évidemment sur les questions de la dissuasion. On le

voit bien, cette question de la dissuasion est une clé. Une clé également sur le terrain budgétaire, puisqu'elle occupe une partie importante des moyens que la nation consent chaque année pour défendre son territoire.

La deuxième série de réflexions et vous l'avez largement traitée, je vous en remercie, concerne toutes les menaces qui sont en dessous de la voûte nucléaire. C'est vrai du cyber et de toutes les menaces dites « hybrides ». D'ailleurs, « hybride » est un mot aux multiples acceptions dans le champ géopolitique. Il convient donc de le décupler, ou en tout cas de le dérouler, tout cela en petits morceaux. La guerre informationnelle, le chantage à l'énergie, le chantage aux matières premières agricoles. On voit bien qu'il y a un champ de conflictualité, potentiellement de haute intensité, ou en tout cas d'une intensité nouvelle qui peut se faire malheureusement sous la voûte nucléaire et sur lequel nous devons préparer notre système de sécurité. Une préparation qui s'applique au ministère des armées, mais également le ministère de l'Intérieur et le ministère des Affaires étrangères. L'attaque cyber sur un hôpital en Essonne est un exemple précis que cette préparation vaut, en fait, pour l'ensemble de l'appareil d'État et même des collectivités territoriales ou des entreprises. En tout cas, c'est la deuxième série de réflexions qui est un intrant très nouveau, que nous devons évidemment emmener jusqu'au bout dans le cadre de la prochaine Loi de programmation militaire (LPM).

La troisième des choses auxquelles on peut réfléchir collectivement c'est, bien sûr, la question de nos alliances avec l'Union européenne (UE), l'Otan et la manière dont on se projette sur un certain nombre de théâtres. Je pense évidemment à la question de la lutte contre le terrorisme en Afrique où, on le voit bien, depuis le mois de février 2022, nos opinions publiques peuvent être un peu myopes. On regarde ce qui se passe à l'est de l'Europe, c'est bien naturel, et on finit par en oublier que le grand continent voisin africain est toujours malheureusement confronté à des difficultés, des enjeux graves en matière de lutte contre le terrorisme.

Cela pose donc aussi cette question : comment s'y prendre demain pour lutter contre le terrorisme ? Un terrorisme qui lui-même évolue, parce qu'il devient hybride ou qu'il se trouve récupéré ou sous influence. On le sait et on le voit, notamment au Mali, avec des influences de la Société militaire privée (SMP) russe Wagner, par exemple. Cela constitue autant d'éléments qui à la fois trouvent une permanence dans l'histoire du pays, une permanence dans la manière dont on se prépare à ces différents risques. Au fond, des choix de continuité qui nous attendent ; en même temps, on le voit bien, quelques choix de rupture puisqu'il nous faut nous préparer à cela.

Donc merci pour la réflexion que vous avez menée aujourd'hui avec Alain Bauer et un certain nombre d'entre vous.

J'aurai l'occasion d'échanger, dans les jours ou semaines qui viendront, pour peaufiner cette *Revue nationale stratégique* et surtout commencer à réfléchir ensemble au contenu de ces lois de programmation militaire où, pour l'instant, les chefs militaires travaillent entre eux. Évidemment, je veille à cela mais nous souhaitons aussi le faire avec celles et ceux qui ont décidé de consacrer du temps, de l'énergie et des moyens intellectuels pour réfléchir à l'avenir du pays. Pour tout cela, merci beaucoup. ♦





■ **Biographies des intervenants**

RDN

*Les Cahiers de la Revue Défense Nationale*

# Biographies des intervenants

## **Patrick AUFORT**

Ingénieur général de l'armement. Directeur de l'Agence innovation de défense (AID).

## **Nassima AUVRAY**

Ancienne conseillère innovation de la ministre des Armées. Directrice de la stratégie *Cloud* de confiance d'Orange.

## **Alain BAUER**

Professeur au Conservatoire national des arts et métiers (Cnam). Responsable scientifique du pôle Sécurité Défense Renseignement Criminologie Cybermenaces Crises – PSDR3C/ESDR3C. Dernier ouvrage paru : *Au commencement était la guerre*, Fayard, 2023, 486 pages.

## **Philippe BAUMARD**

Professeur. Directeur de l'ESDR3C

## **Patrick BOISSELIER**

Professeur. Cnam, ESDR3C.

## **Pascal BONIFACE**

Directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS).

## **Thierry BURKHARD**

Général d'armée. Chef d'état-major des armées.

## **Arnaud CAZALAA**

Général de division. Chef d'état-major de la Direction du renseignement militaire (DRM).

## **Paul CÉSARI**

Général de brigade aérienne (2S). Geostrategia – ESDR3C.

## **Clotilde CHAMPEYRACHE**

Maître de conférences (HDR), Cnam – PSDR3C.

## **Vincent DESPORTES**

Général de division (2S). Docteur en histoire.

## **Emmanuel DUPUY**

Directeur de l'Institut prospective et sécurité en Europe (IPSE).

## **Benoît DURIEUX**

Général de corps d'armée. Directeur de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) et de l'Enseignement militaire supérieur (EMS).

Biographies  
des intervenants

**Bénédicte FAUVARQUE-COSSON**

Administratrice générale du Conservatoire national des arts et métiers (Cnam).

**Rémi FÉVRIER**

Maître de conférences, habilité à diriger des recherches (HDR). Cnam, PSDR3C.

**Éric FREYSSINET**

Général de brigade (Gendarmerie). Ancien commandant en second du Comcyber. Directeur scientifique de la Gendarmerie nationale.

**Tsiporah FRIED**

Conseiller prospective et stratégie du CEMA.

**Melissa HATHAWAY**

Ancienne conseillère à la Maison Blanche.

**Jean-Michel JACQUES**

Député. Membre de la Commission de la défense et des forces armées de l'Assemblée nationale.

**André LANATA**

Général d'armée aérienne. Ancien Commandant Suprême Allié Transformation (SATC), Otan. Ancien Chef d'état-major de l'Armée de l'air.

**Sébastien LECORNU**

Ministre des Armées.

**Nathalie LOISEAU**

Ancienne ministre. Députée européenne, présidente de la Commission de la Défense du Parlement européen.

**Jean-Dominique MERCHET**

Journaliste Défense et Diplomatie (*L'Opinion*).

**Emmanuel MEYER**

Colonel. Directeur des études et de la prospective Commandement, Armée de terre.

**Philippe POTTIER**

Général de division. Directeur de l'École de guerre (EdG).

**Elyamine SETTOUL**

Maître de conférence. Cnam, Pôle Sécurité et défense – ESDR3C.

**Dominique TRINQUAND**

Général de brigade (2S). Ancien chef de la mission militaire française à l'ONU.

**Élise VINCENT**

Journaliste (*Le Monde*).

# le cnam

pôle sécurité & défense  
renseignement, criminologie, crises, cybermenaces

## Formations au Pôle Sécurité & Défense, renseignement, criminologie, crises, cybermenaces



### NCU HESAM (niveau bac +1) pour le « middle management » de la sécurité

Ce diplôme s'intègre dans le processus de formation et de reconnaissance de compétences de la sécurité privée. Cette formation professionnalisante contribue à former des talents confirmés pour ce secteur en pleine transformation.

Informations et candidatures : [sofian.delli@lecnam.net](mailto:sofian.delli@lecnam.net) / [fanny.fievet@lecnam.net](mailto:fanny.fievet@lecnam.net)

### Licence professionnelle Analyste criminel opérationnel/Sécurité- Défense-Renseignement

Le pôle sécurité défense implanté en Bretagne accueille plusieurs formations : analyste en sécurité des systèmes télécoms et réseaux informatiques, analyste opérationnel de données stratégiques, analystes linguistes (russe, chinois et arabe) et des formations spécialisées, opérées en étroite relation avec les structures étatiques partenaires.

Informations et candidatures : [psdr3c@lecnam.net](mailto:psdr3c@lecnam.net)

### Master Droit, économie et gestion mention criminologie, tous parcours (Sécurité, Défense, Renseignement, GN, EDG, ... ) M1 et M2.

Le master Criminologie est une formation pluridisciplinaire (sciences criminelles, droit, droit pénal, gestion, probabilités, etc.) permettant d'acquérir une large variété de compétences dans les domaines de la sécurité et de la défense. Le master de criminologie s'appuie sur un corps enseignant de haut niveau et a été progressivement reconnu comme la formation de référence par les acteurs du secteur.

Informations et candidatures : [psdr3c@lecnam.net](mailto:psdr3c@lecnam.net)

### Doctorat Droit et Sécurité-Défense

Le laboratoire de recherche ESDR3C (Équipe Sécurité Défense Renseignement Criminologie Crises Cybermenaces) accueille le programme doctoral « Droit et Sécurité-Défense ». Il s'appuie sur les professeurs permanents de l'ESDR3C comme sur un réseau international de 70 chercheurs associés. Ce programme multidisciplinaire traite aussi bien de l'étude de la criminalité organisée et du terrorisme, que des cyber-menaces, du renseignement et des affaires militaires. En 2021, on compte 25 doctorants au sein des écoles Abbé Grégoire et Sciences des Métiers de l'Ingénieur (SMI).

Informations et candidatures : [esdr3c@lecnam.net](mailto:esdr3c@lecnam.net)

### Doctorate of Business Administration (DBA) Sécurité Défense Renseignement

Destiné à des professionnels, ce DBA est pour eux un travail d'exploration intellectuelle. Il conjugue la définition et la description sur le terrain d'une problématique managériale qui a retenu l'attention du praticien et la recherche élargie de cadres d'interprétation.

Informations et candidatures : [alexandra.carl@lecnam.net](mailto:alexandra.carl@lecnam.net)

## Les certificats de spécialisation

### Informations et candidatures:

par\_candidature-cs-psd@lecnam.net

### Prévention des radicalisations

Il vise à transmettre aux professionnels des outils de décryptage, d'analyse et d'intervention sur une problématique complexe. Cette formation comprend un volet théorique, permettant d'appréhender les différents paradigmes, mais aussi empirique avec le témoignage d'experts reconnus.

Dispensé en 20 séances en cours du soir deux fois par semaine, ou en cours du jour sur deux semaines.

Responsable opérationnel : **Elyamine Settoul**, maître de conférences



### Lutte contre la fraude comptable et la criminalité financière

Réalisé en partenariat avec le Conseil supérieur de l'ordre des experts comptables et l'Association des directeurs financiers et contrôleurs gestion, ce certificat poursuit l'objectif de former des professionnels du chiffre. Il s'adresse ainsi à une large variété de profils : experts comptables, commissaires aux comptes, mais aussi des directeurs financiers ou des contrôleurs de gestion.

Dispensé en 15 cours deux fois par semaine.

Responsable opérationnel : **Hervé Boullanger**, magistrat à la Cour des comptes



### Sécurité, sûreté des sites et des flux

La prévention situationnelle est en fait bien plus riche qu'il n'y paraît. Cette formation appréhende à la fois un contenu théorique très riche et explore les moyens de prévention situationnelle en préparant la perspective des JO de Paris.

Dispensé en 14 séances de cours, une fois par semaine en présentiel.

Responsable national : **Alain Bauer**, professeur du Cnam

Responsable opérationnel : **François Freynet**



### Renseignement économique

L'objectif pédagogique de cette formation est d'acquérir une culture large de l'environnement géoéconomique et de sa complexité, de connaître l'ensemble des menaces pesant dorénavant sur une entreprise moderne, et de savoir y faire face en maîtrisant les techniques et outils d'acquisition et de traitement de l'information stratégique. Cette formation cherche à recentrer la problématique autour du renseignement économique afin d'apporter une véritable plus-value en matière de stratégie d'entreprise. La capacité d'anticipation est au cœur de cet enseignement.

Dispensé en 15 séances de cours en présentiel, deux fois par semaine.

Responsable opérationnel : **Rémy Février**, maître de conférences



### Cybersécurité et analyse des menaces / Cryptologie

Ces formations entendent répondre au besoin grandissant d'acquisition de nouvelles compétences dans la gestion des cybermenaces. Ces compétences mobilisent un large champ de connaissances à la fois numériques, sociologiques et stratégiques. Afin de couvrir tous ces aspects de la cybersécurité et de la cryptologie, les formations font intervenir un panel de spécialistes académiques, ainsi que des experts reconnus.

Dispensé en 15 séances de cours, deux fois par semaine.

Responsable opérationnelle : **Julia Pielant**, maîtresse de conférence



### Victimologie et justice restaurative

Cette formation vise à apporter aux acteurs issus de différents secteurs (privé/public, associatif) des outils de compréhension des enjeux de la justice restaurative. Elle suppose un changement de posture radical chez les professionnels des secteurs précités, tant la méthodologie à mettre en œuvre est originale et rigoureuse. L'espace de dialogue (seul objectif de la justice restaurative) offert aux potentiels participants leur appartient pour y exposer leurs attentes, émotions, ressentis consécutifs au crime, sans jugement, en toute confidentialité, dans le respect de l'humanité de chacun. La formation aborde la notion de justice restaurative et des mesures qu'elle promet sous tous les angles disciplinaires : victimologie, agressologie, droit criminel, droit des victimes, sociologie, mais également à travers la mobilisation d'exemples et de cas empiriques.

Dispensé en 60 séances de cours, deux fois par semaine.

Responsable national : **Alain Bauer**

## Des formations adaptées à tous les projets

Les équipes du pôle vous proposent des formations en présentiel, à distance, au format hybride et sur mesure.

Le laboratoire de recherche assure le suivi et l'encadrement doctoral.

- Certificats de spécialisation
- Licence
- Master
- Doctorat
- MBA

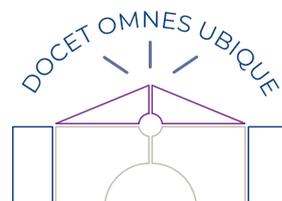


Pour en savoir +

<https://cnamsecuritedefense.fr/strategies.cnam.fr>



**Pôle Sécurité Défense  
Renseignement, Criminologie,  
Crises, Cybermenaces  
(PSDR3C)**



Conservatoire national des arts et métiers

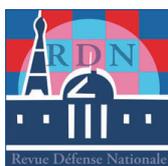
# Le retour de la guerre

Créé fin 2009 à la suite du rapport d'Alain Bauer *Décélérer-Étudier-Former, une nouvelle voie pour la recherche stratégique*, le GIP CSFRS avait reçu du président de la République et du Premier ministre, le mandat de redynamiser la pensée stratégique française et d'aider à sa diffusion au sein d'une large communauté rassemblant acteurs de la formation, chercheurs, décideurs publics et entreprises, relais d'opinion... Dans ce cadre s'inscrivent les Assises nationales, croisant des analyses méthodologiques et des ateliers plus spécialisés, donnant la parole à des personnalités ou des grands témoins comme à de jeunes chercheurs. À l'issue de la fin du mandat décennal du CSFRS, le Conservatoire national des arts et métiers, son pôle sécurité défense renseignement (PSDR3C) et son équipe de recherche éponyme (ESDR3C) assurent la continuité des réunions et publications.

Intitulées « Le retour de la guerre », les XII<sup>e</sup> Assises nationales de la recherche stratégiques, placées sous le patronage du SGDSN, reviennent sur l'année 2022, marquée par la guerre de haute intensité entre la Russie et l'Ukraine, mais également, grâce à des experts de divers horizons, sur les enjeux liés aux différentes formes de conflits qui touchent l'Europe et le monde.

**le cnam**  
pôle sécurité & défense  
renseignement, criminologie, crises, cybermenaces

**le cnam**  
équipe sécurité & défense  
renseignement, criminologie, crises, cybermenaces



Lancée en 1939 par le Comité d'études de défense nationale (Association loi 1901), la **Revue Défense Nationale** assure depuis lors la diffusion d'idées nouvelles sur les grandes questions nationales et internationales qu'elle aborde sous l'angle de la sécurité et de la défense. Son indépendance éditoriale lui permet de participer activement au renouvellement du débat stratégique. La **Revue Défense Nationale** permet de garder le contact avec le monde de la défense et apporte, grâce à ses analyses, la réflexion à l'homme d'action.